

ASSEMBLÉE NATIONALE



**RÈGLEMENT  
DES COMPTES  
DE L'EXERCICE  
2016**



RAPPORT DU COLLÈGE DES QUESTEURS  
À LA COMMISSION SPÉCIALE  
CHARGÉE DE VÉRIFIER  
ET D'APURER LES COMPTES

# Sommaire

Introduction .....	5
Synthèse .....	9
<b>Première partie : OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR LES COMPTES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN 2016 .....</b>	<b>15</b>
I - L'exécution du budget.....	17
A - La section d'investissement.....	23
B - La section de fonctionnement .....	45
C - Les recettes diverses .....	149
II - Le compte de résultat .....	157
III - Le bilan .....	163
<b>Deuxième partie : OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR LES COMPTABILITÉS ANNEXES EN 2016 .....</b>	<b>179</b>
I - La Caisse de pensions des anciens députés .....	181
II - La Caisse de retraites du personnel.....	187
III - Le Fonds de sécurité sociale des députés .....	195
IV - Le Fonds de sécurité sociale du personnel.....	209
<b>Troisième partie : LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU BUDGET INITIAL DE 2016 .....</b>	<b>225</b>

# Introduction

Le présent rapport est le dernier que soumet l'actuel Collège des Questeurs à la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes. Les actions entreprises depuis le début de la quatorzième législature ont marqué la volonté de ce Collège que l'Assemblée nationale contribue pleinement à l'effort collectif de redressement des finances publiques : la dotation demandée à l'État est restée inchangée depuis 2012, les dépenses de fonctionnement ont été maîtrisées, mais l'effort d'investissement est demeuré soutenu.

En 2016, l'exécution du budget de l'Assemblée s'est traduite par un déficit limité à 1,14 million d'euros (contre 2,50 millions d'euros en 2015), dans un contexte d'activité parlementaire modérée (943 heures et 40 minutes de séance en 2016, contre 1 133 heures et 20 minutes en 2015).

Ce résultat s'inscrit dans un environnement caractérisé par une stabilité globale des ressources disponibles au cours de l'exercice : le montant de la dotation reçue de l'État n'a pas évolué et les recettes diverses résultant de la vente de marchandises, des produits de gestion courante ou des produits exceptionnels ne représentent que 1 % de ces ressources.

Le léger déficit constaté en 2016 résulte ainsi de la progression des dépenses d'investissement, alors que les dépenses de fonctionnement ont été contenues.

Les dépenses d'investissement (+ 4,91 %) ont permis notamment de restructurer en profondeur le réseau de transmission des images télévisées de l'Assemblée, d'achever la rénovation et l'agrandissement de l'accueil du 128, rue de l'Université ou encore de moderniser l'éclairage de l'Hémicycle. Parallèlement, de nombreux projets menés dans le cadre du schéma directeur informatique 2013-2015 se sont achevés et des projets nouveaux ont été lancés.

Les dépenses de fonctionnement ont été réduites (- 0,35 %) : compte tenu d'un taux d'inflation annuel moyen de 0,2 % en 2016, la diminution en volume est même de 0,55 %. Les actions entreprises en faveur d'une meilleure maîtrise de ces dépenses, poursuivies au fil des ans (développement des transmissions numérisées, diminution des effectifs des fonctionnaires, etc.), portent ainsi leurs fruits, de sorte qu'elles sont aujourd'hui, au terme de la présente législature, inférieures de près de 1 % à ce qu'elles étaient au terme de la législature précédente.

*La **première partie** de ce rapport présente des observations générales sur les comptes de l'Assemblée nationale en 2016, consacrées à l'exécution de son budget (I), à l'évolution de son compte de résultat (II) et à son bilan (III).*

*La **deuxième partie** présente des observations générales sur les comptabilités annexes (Caisses de pensions et de retraites et fonds de sécurité sociale).*

*La **troisième partie** présente les modifications apportées en cours d'exercice à la répartition initiale des crédits de 2016.*

*Ce rapport est consacré à l'explication des seuls **comptes détaillés** : les comptes agrégés (bilan, compte de résultat et annexe), établis en application du référentiel comptable et soumis à l'examen de la Cour des comptes dans le cadre de sa mission de certification fixée par la convention du 23 juillet 2013, font l'objet d'une publication distincte.*

*Remarque méthodologique générale : dans le présent rapport, les comparaisons servant à exprimer les variations en pourcentage de dépenses ou de recettes sont faites à partir des valeurs complètes inscrites dans la comptabilité et non des valeurs arrondies.*

*Sauf indication contraire, les données figurant dans les tableaux et graphiques sont exprimées en euros.*

# Synthèse

## L'Assemblée nationale

L'exécution du budget 2016 n'a pu être assurée qu'au prix d'un recours à un prélèvement sur les disponibilités de l'Assemblée nationale.

- Selon l'évaluation initiale, le montant des crédits budgétaires devait s'élever à 536,72 millions d'euros, dont 517,43 millions d'euros de crédits de fonctionnement et 19,29 millions d'euros de crédits d'investissement.

Les recettes avaient été, quant à elles, évaluées selon la répartition prévisionnelle suivante :

- dotation de l'État : 517,89 millions d'euros ;
- recettes diverses : 3,87 millions d'euros ;
- prélèvement sur disponibilités : 14,96 millions d'euros.

- L'exécution effective des autorisations budgétaires fait apparaître un montant total de dépenses en 2016 de 524,27 millions d'euros, soit un réalisé inférieur de 12,45 millions d'euros à la prévision initiale. Le total des dépenses constatées en 2016 est inférieur de 0,17 % au total de 2015.

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 506,23 millions d'euros en 2016 (contre 507,99 millions d'euros en 2015) et les dépenses d'investissement à 18,04 millions d'euros (contre 17,19 millions d'euros en 2015). Le montant constaté des recettes diverses, de 5,24 millions d'euros, est supérieur de 0,44 million d'euros à celui de 2015 (4,80 millions d'euros).

- Compte tenu de la diminution des dépenses de fonctionnement et d'un rythme d'investissement en progression soutenue, un déficit budgétaire de 1,14 million d'euros a été constaté en 2016, pour la deuxième année consécutive (2015 : - 2,50 millions d'euros) après une année d'excédent (2014 : 3,37 millions d'euros) et deux années de déficit (2012 : - 17,66 millions d'euros ; 2013 : - 5,32 millions d'euros).

- Le résultat comptable s'établit, quant à lui, à 33,05 millions d'euros et reste excédentaire pour la cinquième année consécutive (2012 : 4,25 millions d'euros ; 2013 : 2,34 millions d'euros ; 2014 : 12,95 millions d'euros ; 2015 : 8,64 millions d'euros).

## **Les comptabilités annexes**

L'équilibre des comptes de la Caisse de pensions des anciens députés a été obtenu par le versement d'une subvention de 36,73 millions d'euros (contre 39,61 millions d'euros en 2015) et celui des comptes de la Caisse de retraites du personnel, par le versement d'une subvention d'un montant de 29,79 millions d'euros (contre 29,55 millions d'euros en 2015).

Le fonds de sécurité sociale des députés connaît en 2016 un léger excédent, supérieur à celui de l'année précédente (129 713 euros en 2016, 14 430 euros en 2015). Le fonds de sécurité sociale du personnel reste, pour sa part, déficitaire de 0,19 million d'euros en 2016, en baisse par rapport à celui constaté en 2015 (0,36 million d'euros).

**BUDGET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET RÉSULTAT COMPTABLE**

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
<b>A - SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>						
<b>Total de la section</b>	<b>507 989 800</b>	<b>517 429 625</b>	<b>506 228 174</b>	<b>11 201 451</b>	<b>-1 761 626</b>	<b>-0,35%</b>
60 Achats de biens et fournitures	7 000 340	7 669 300	7 144 255	525 045	143 915	2,06%
61-62 Services extérieurs	32 618 804	33 141 100	33 069 071	72 029	450 267	1,38%
63 Impôts et taxes	4 188 873	3 712 854	4 130 686	-417 832	-58 187	-1,39%
64 Charges de personnel	175 720 302	175 074 000	172 136 889	2 937 111	-3 583 413	-2,04%
<i>dont Charges de rémunération</i>	<i>125 835 485</i>	<i>123 605 600</i>	<i>121 392 654</i>	<i>2 212 946</i>	<i>-4 442 831</i>	<i>-3,53%</i>
<i>Charges sociales et diverses</i>	<i>49 884 817</i>	<i>51 468 400</i>	<i>50 744 235</i>	<i>724 165</i>	<i>859 418</i>	<i>1,72%</i>
65 Charges parlementaires	288 437 913	295 509 371	289 729 602	5 779 769	1 291 689	0,45%
<i>dont Indemnités parlementaires</i>	<i>50 081 336</i>	<i>50 196 195</i>	<i>49 897 860</i>	<i>298 335</i>	<i>-183 476</i>	<i>-0,37%</i>
<i>Charges sociales</i>	<i>60 378 534</i>	<i>60 314 751</i>	<i>58 553 160</i>	<i>1 761 591</i>	<i>-1 825 373</i>	<i>-3,02%</i>
<i>Secrétariat parlementaire</i>	<i>161 528 099</i>	<i>165 432 953</i>	<i>163 796 520</i>	<i>1 636 433</i>	<i>2 268 421</i>	<i>1,40%</i>
<i>Voyages et déplacements</i>	<i>7 415 086</i>	<i>8 055 000</i>	<i>7 649 168</i>	<i>405 832</i>	<i>234 082</i>	<i>3,16%</i>
<i>Charges de représentation</i>	<i>4 190 469</i>	<i>5 232 472</i>	<i>4 625 290</i>	<i>607 182</i>	<i>434 821</i>	<i>10,38%</i>
<i>Autres charges</i>	<i>4 844 388</i>	<i>6 278 000</i>	<i>5 207 603</i>	<i>1 070 397</i>	<i>363 215</i>	<i>7,50%</i>
67-69 Charges exceptionnelles et imprévues	23 569	2 323 000	17 671	2 305 329	-5 897	-25,02%
<b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>17 194 280</b>	<b>19 289 293</b>	<b>18 039 046</b>	<b>1 250 247</b>	<b>844 765</b>	<b>4,91%</b>
<b>C - DEPENSES BUDGETAIRES TOTALES (A+B)</b>	<b>525 184 081</b>	<b>536 718 918</b>	<b>524 267 220</b>	<b>12 451 698</b>	<b>-916 861</b>	<b>-0,17%</b>
<b>D - RECETTES BUDGETAIRES PROPRES ET DOTATION DE L'ÉTAT</b>	<b>522 685 259</b>	<b>521 761 000</b>	<b>523 126 522</b>	<b>1 365 522</b>	<b>441 263</b>	<b>0,08%</b>
<b>E - DEPENSES TOTALES FINANCEES PAR PRELEVEMENT SUR LES DISPONIBILITES (C-D)</b>	<b>2 498 822</b>	<b>14 957 918</b>	<b>1 140 698</b>	<b>13 817 220</b>	<b>-1 358 124</b>	<b>-54,35 %</b>

<b>F - RÉSULTAT BUDGÉTAIRE (D-C)</b>	<b>-2 498 822</b>		<b>-1 140 698</b>		<b>1 358 124</b>	<b>-54,35 %</b>
<b>G - CHARGES EXTRABUDGETAIRES</b>	<b>27 629 824</b>		<b>69 338 123</b>		<b>41 708 299</b>	<b>150,95 %</b>
<b>H - PRODUITS EXTRABUDGETAIRES</b>	<b>21 578 872</b>		<b>85 491 789</b>		<b>63 912 917</b>	<b>296,18 %</b>
<b>E - SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>17 194 280</b>		<b>18 039 046</b>		<b>844 765</b>	<b>4,91 %</b>
<b>I - RÉSULTAT COMPTABLE (F-G)+(H+E)</b>	<b>8 644 507</b>		<b>33 052 014</b>		<b>24 407 508</b>	<b>282,35 %</b>

# PREMIÈRE PARTIE

—

## **Observations générales sur les comptes de l'Assemblée nationale en 2016**



## **I.— L'EXÉCUTION DU BUDGET**

### **1. Ouvertures de crédits et recettes prévisionnelles**

La dotation inscrite en 2016 au budget général de l'État pour financer le budget de l'Assemblée nationale, s'est élevée à 517,89 millions d'euros. Conformément à l'orientation annoncée par le Président de l'Assemblée nationale le 25 septembre 2012, son montant n'a pas été modifié durant la législature. Compte tenu de l'inflation constatée en 2016 (0,20 %), cette stabilisation en valeur correspond à une diminution en volume de l'effort budgétaire demandé à l'État.

Le budget de l'exercice 2016 prévoyait de compléter les ressources provenant de la dotation de l'État par des ressources propres d'un montant de 18,83 millions d'euros, incluant un prélèvement prévisionnel sur les disponibilités de 14,96 millions d'euros.

Les crédits budgétaires initialement ouverts pour 2016 s'élevaient à 536,72 millions d'euros, dont 19,29 millions d'euros pour l'investissement (3,59 % du budget) et 517,43 millions d'euros pour le fonctionnement (96,41 % du budget).

Ces évaluations n'ont donné lieu à aucune révision au cours de l'exercice.

### **2. Résultats d'exécution budgétaire**

L'exécution du budget 2016 se traduit, par comparaison avec le réalisé 2015, par une diminution de 0,17 % (- 0,92 million d'euros) des dépenses, qui atteignent au total 524,27 millions d'euros.

Les dépenses de fonctionnement diminuent légèrement (- 0,35 %, soit - 1,76 million d'euros), passant de 507,99 millions d'euros à 506,23 millions d'euros.

Entre 2015 et 2016, l'activité législative a connu une forte baisse : la durée des séances sur l'année s'est élevée à 943 heures et 40 minutes en 2016, contre 1133 heures et 20 minutes en 2015. Cette évolution a eu pour effet d'abaisser mécaniquement les dépenses les plus étroitement liées à l'activité législative, tant au niveau d'un ensemble de dépenses matérielles (impressions parlementaires, production des images de la séance publique et des commissions, etc.) qu'à celui des charges de personnel (composante variable des rémunérations). Dans le même temps, les services de l'Assemblée nationale ont poursuivi les efforts d'économies entrepris depuis plusieurs années sur les postes de fonctionnement courant (traitements de base des personnels titulaires, fournitures, etc.).

Les dépenses d'investissement connaissent une augmentation (+ 4,91 %, soit + 0,84 million d'euros), passant de 17,19 millions d'euros en 2015 à 18,04 millions d'euros en 2016. Au cours de l'année 2016, les services de l'Assemblée nationale ont poursuivi la réalisation de plusieurs chantiers de rénovation de bâtiments, de réaménagement ou de mise aux normes de certains locaux et d'accessibilité du public. Dans le même temps, les services de l'Assemblée ont recentré leurs dépenses informatiques autour de quatre grands axes de travail (dématérialisation des procédures, renouvellement du matériel et des applications existants, sûreté et sécurité des systèmes, hypermobilité).

L'exécution du budget 2016 est ainsi caractérisée par une consommation des crédits proche du montant des crédits ouverts, tant au niveau de la section de fonctionnement (97,84 %) que de la section d'investissement (93,52 %). Globalement, le taux de consommation des crédits budgétaires (97,68 %) est similaire à celui de l'année 2015 (97,81 %), ainsi qu'à celui constaté en moyenne depuis le début de la législature (97,80 % sur la période 2012-2015).

Le montant global des dépenses de l'Assemblée nationale reste ainsi inférieur à 550 millions d'euros pour le neuvième exercice consécutif. Elles continuent d'évoluer moins vite que l'inflation moyenne (ensemble des prix) sur l'année.

Années	Dépenses totales	Inflation
	Évolution (%)	Évolution (%)
<b>2016/2015</b>	<b>- 0,17 %</b>	<b>+ 0,2 %</b>
2015/2014	+ 1,12 %	0 %
2014/2013	- 2,12 %	+ 0,5 %
2013/2012	- 2,04 %	+ 0,9%
2012/2011	+ 2,81 %	+ 2,0%
2011/2010	+ 0,08 %	+ 2,1 %
2010/2009	- 0,96 %	+ 1,5 %
2009/2008	- 3,07 %	+ 0,1 %

Compte tenu d'un montant de recettes diverses de 5,24 millions d'euros, l'exécution budgétaire 2016 se caractérise par un déficit budgétaire de 1,14 million d'euros.

(en millions d'euros)

Années	Solde budgétaire (a)
<b>2016</b>	<b>- 1,14</b>
2015	- 2,50
2014	+ 3,37
2013	- 5,32
2012	- 17,66
2011	+ 11,45
2010	+ 12,59
2009	+ 7,41
2008	- 10,26

(a) Solde budgétaire = [dotation de l'État + recettes diverses] – [dépenses effectives].

**Équilibre du budget de l'Assemblée nationale en 2016***(en millions d'euros)*

	<b>Prévisions</b>	<b>Résultats</b>
Dépenses (I)	536,72	524,27
Ressources (II) :	521,76	523,13
dont :		
Dotation de l'État	517,89	517,89
Produits divers	3,87	5,24
Solde (II – I)	- 14,96	- 1,14

## A.— La section d'investissement

Les dépenses d'investissement de l'Assemblée nationale s'élèvent à 18,04 millions d'euros (+ 4,91 %, soit + 0,84 million d'euros par rapport au réalisé de l'exercice 2015, de 17,19 millions d'euros).

Cette progression traduit une accélération du rythme des dépenses du service des Affaires immobilières et du patrimoine, qui constituent 73,43 % de la section d'investissement en 2016 (+ 1,13 million d'euros, pour atteindre 13,25 millions d'euros, soit une augmentation de 9,29 %).

Les dépenses gérées par le service des Systèmes d'information, d'un montant de 3,81 millions en 2016 connaissent au contraire une baisse par rapport à l'exercice 2015 (- 0,55 million d'euros, soit -12,64 %), due principalement à l'achèvement durant l'exercice précédent de projets menés dans le cadre du schéma directeur 2013-2015.

Les autres dépenses d'investissement (gérées par les services de la Communication, de la Bibliothèque et de la Logistique parlementaire et par la division des Transports) représentent 5,43 % des acquisitions de l'Assemblée nationale. Elles s'établissent à 0,98 million d'euros en 2015 et sont en hausse (+ 0,27 million d'euros) par rapport à 2015 (0,71 million d'euros).

### 1. Les dépenses d'investissement gérées par le service des Affaires immobilières et du patrimoine

Les dépenses d'investissement réalisées sous la responsabilité du service des Affaires immobilières et du patrimoine s'élèvent en 2016 à 13,25 millions d'euros (contre 12,12 millions d'euros en 2015)<sup>1</sup>. Elles augmentent de 1,13 million d'euros soit une hausse de 9,29 % par rapport au réalisé de l'exercice précédent.

Deux opérations immobilières d'un montant de plus d'un million d'euros ont été réalisées (3,65 millions d'euros au total). Par ailleurs, ont été réalisées en 2016 six opérations d'un montant compris entre 300 000 et un million d'euros (contre dix en 2015), pour un coût total de 3,96 millions d'euros.

De plus, vingt opérations d'un montant compris entre 100 000 et 300 000 euros ont été engagées pour un coût total de 3,44 millions d'euros. Les travaux effectués ont notamment permis la poursuite de la rénovation des circulations et des locaux (escaliers, ascenseurs et

<sup>1</sup> Ces investissements comprennent les dépenses de construction, hors installations téléphoniques, (chapitres 213 et 233), les acquisitions de *matériel et outillage* (article 2151), une partie des dépenses relatives aux collections (*œuvres d'art* – article 2161, *meubles de style* – article 2162 et *autres œuvres et objets d'art* – article 2165), les acquisitions de *meublier* (article 2184) et d'*appareils électriques* (article 2185), les *études et ingénieries en cours* (article 2341), ainsi que les éventuels *avances et acomptes versés* (article 2388).

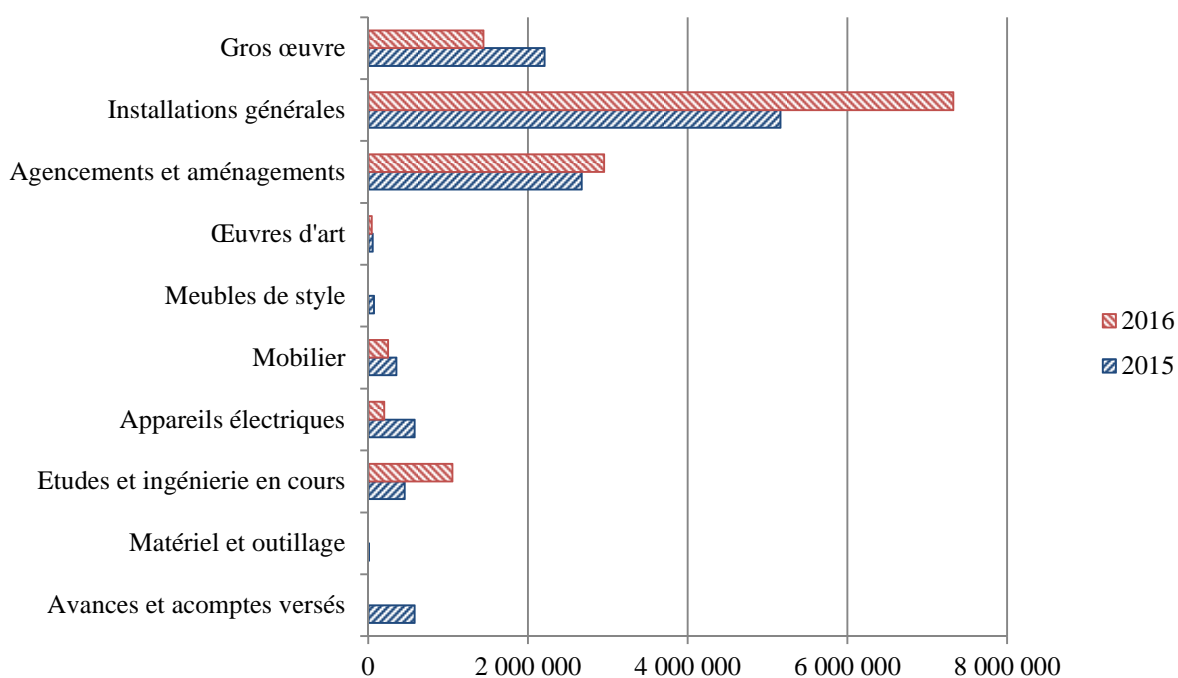
salles de réunion), la sécurisation des accès à l'Assemblée nationale ou encore des mises aux normes électriques et la rénovation de l'éclairage des salles de réunion.

Compte tenu, enfin, de la diminution des autres dépenses sur opérations et interventions diverses (2,20 millions d'euros en 2016, contre 2,60 millions d'euros en 2015), le taux de consommation des crédits d'investissements immobiliers inscrits au budget (10,54 millions d'euros en 2016) a atteint 125,66 % en 2016 (117,81 % en 2015, 81,75 % en 2014).

Le budget initial a donc été abondé en conséquence en cours d'exercice à hauteur de 2,8 millions d'euros à partir de l'article 2992 – dépenses imprévues.

Le graphique et le tableau suivants détaillent, article par article, l'évolution des dépenses d'investissement immobilier entre 2015 et 2016.

### Évolution des dépenses d'investissement immobilier (2015-2016)



**Évolution des dépenses d'investissement immobilier (2015-2016)***(en euros)*

Article budgétaire		2015	2016
2131 et 2331	Gros œuvre	2 203 347	1 439 384
2135 et 2335	Installations générales	5 158 813	7 321 296
2136 et 2336	Agencements et aménagements	2 669 679	2 949 287
2161	Œuvres d'art	54 312	42 538
2162	Meubles de style	68 354	–
2184	Mobilier	349 562	244 783
2185	Appareils électriques	577 450	198 051
2341	Études et ingénierie en cours	455 692	1 050 353
2151	Matériel et outillage	4 986	–
2388	Avances et acomptes versés	577 661	–
<b>TOTAL</b>		<b>12 119 856</b>	<b>13 245 693</b>

**a) Les principales opérations d'investissement**

Huit opérations d'un montant supérieur à 300 000 euros ont été réalisées au Palais-Bourbon, en 2016, pour un montant de 7,61 millions d'euros, parmi lesquelles :

- le déplacement et la réfection du réseau inter-bâtiments de transmission des images télévisées de l'Assemblée nationale (Nodal) (2 163 864 euros) ;
- l'achèvement de la rénovation et l'agrandissement de l'accueil du 128, rue de l'Université (1 485 199 euros) ;
- la modernisation de l'éclairage de l'Hémicycle (salle des lampes) (966 878 euros) ;
- la poursuite des rénovations sur les circulations situées au niveau de la zone Colbert au Palais-Bourbon (escalier K) (808 332 euros) ;
- la rénovation du parc d'onduleurs du Palais-Bourbon (773 838 euros) ;
- la rénovation de deux ascenseurs au Palais-Bourbon (557 314 euros) ;
- les études préalables aux travaux de confortement de l'emmarchement situé sous la colonnade du Palais-Bourbon qui seront menés en 2017 (528 401 euros) ;
- la restauration des sols en marbre des grands salons du Palais-Bourbon et du seuil du vestibule de l'Hôtel de Lassay (321 715 euros).

En outre, 3,44 millions d'euros ont été affectés en 2016 à diverses opérations de moindre envergure (entre 100 000 et 300 000 euros). Ces dernières ont concerné notamment la rénovation d'autres circulations de la zone Colbert pour 269 121 euros, le prolongement d'un ascenseur au Palais-Bourbon (ascenseur 38) pour 249 738 euros, le début des travaux de mise en place d'une régie centrale de production audiovisuelle pour 208 268 euros, la rénovation de l'éclairage de la salle Victor Hugo dans l'immeuble du 101, rue de l'Université pour 199 838 euros, la sécurisation du hall d'entrée du 3, rue Aristide Briand (143 047 euros) ou encore les études et menus travaux préalables à l'opération de réfection de l'étanchéité du sol de la Cour d'honneur (142 694 euros).

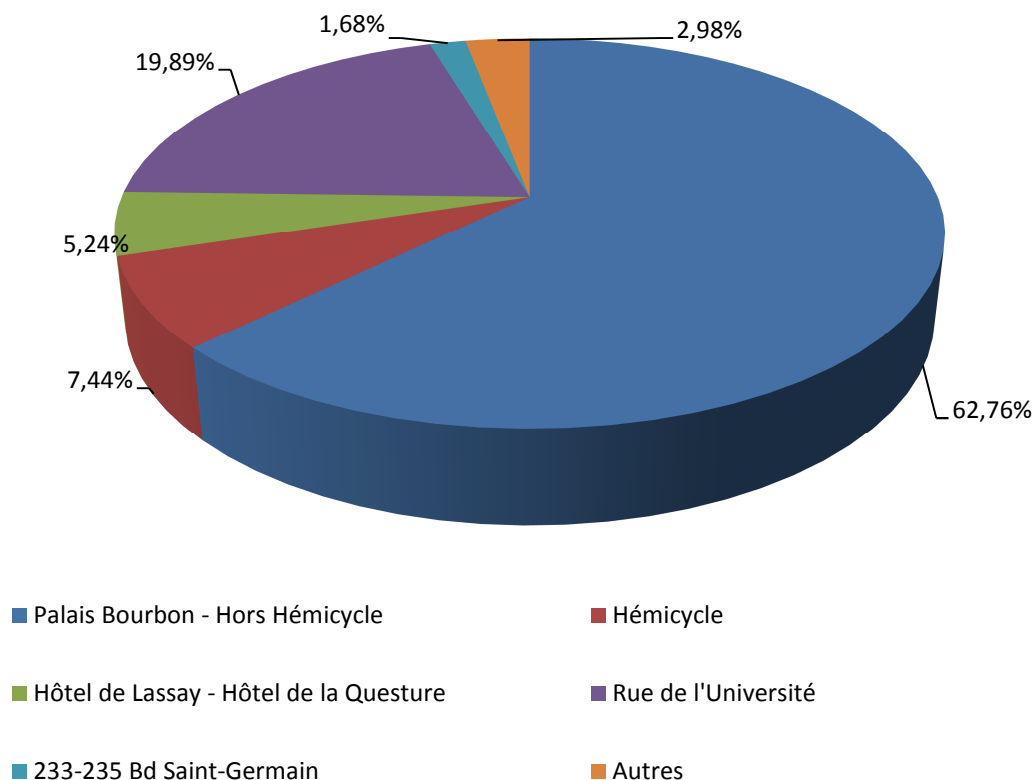
Enfin, 2,20 millions d'euros ont été affectés à des interventions plus ponctuelles et de petites opérations de rénovation d'installations techniques, portant notamment sur la modernisation du système de détection d'incendie de la Bibliothèque, la rénovation de certains locaux (cabinet médical, salles de réunion) ou la poursuite du déploiement du wifi.

## b) Les dépenses de travaux

Les dépenses de **travaux** au sens strict (**chapitres 213<sup>2</sup> et 233 et article 2388**) s'élèvent en 2016 à 11,71 millions d'euros, en hausse de 1,1 million par rapport à l'exercice précédent, soit une augmentation de 10,37 %.

Une part prépondérante de ces travaux a permis l'entretien du patrimoine dans les immeubles « historiques » de l'Assemblée nationale<sup>3</sup> (8,83 millions d'euros en 2016 contre 9,54 millions d'euros en 2015). Les dépenses relatives aux travaux dans les bâtiments situés rue de l'Université ont cependant plus que quadruplé (+ 418,81 %) en 2016 pour s'établir à 2,33 millions d'euros.

Répartition du coût des travaux par immeuble (2016)



- Les dépenses de gros œuvre (articles 2131 et 2331) connaissent une diminution de 34,67 % (1,44 million d'euros en 2016, contre 2,2 millions d'euros en 2015).

Aucune opération de grande ampleur (c'est-à-dire supérieure à un million d'euros) n'a en effet été réalisée en 2016. Ce poste recouvre les travaux de maçonnerie effectués dans le

<sup>2</sup> Hors installations téléphoniques.

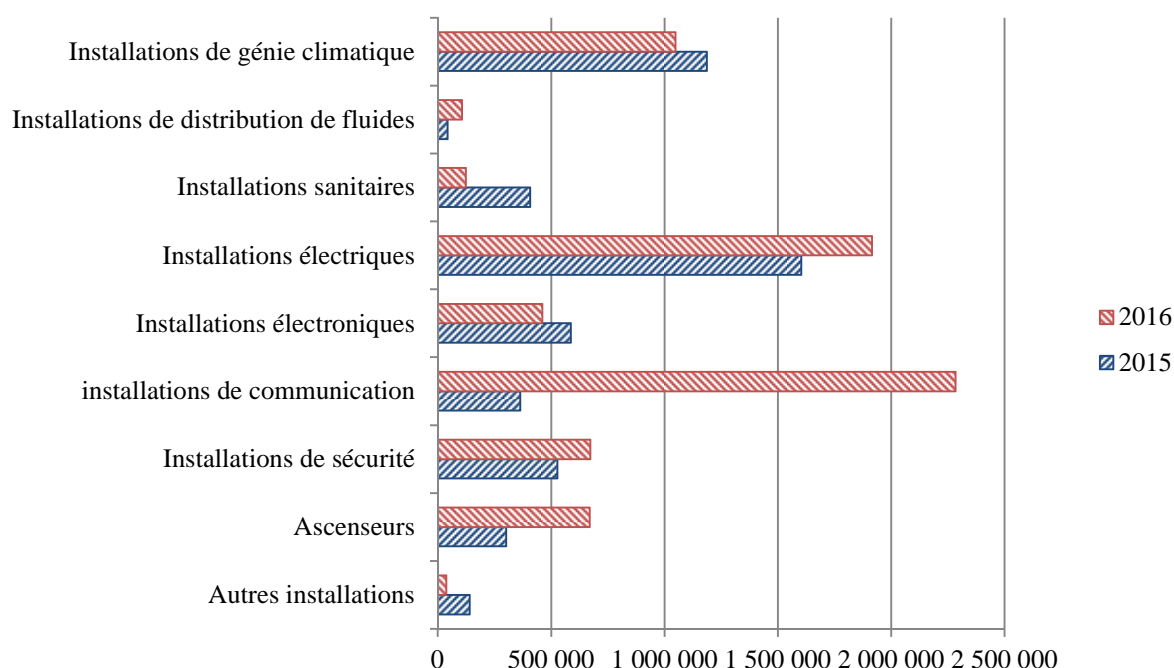
<sup>3</sup> Palais Bourbon, Petit Hôtel, Hôtel de Lassay et Hôtel de la Questure.

cadre des opérations de travaux les plus significatives, au nombre desquelles figurent la poursuite des rénovations sur les circulations verticales du Palais-Bourbon (escalier K) (0,30 million d'euros), la rénovation et l'agrandissement de l'accueil du 128, rue de l'Université (0,26 million d'euros), la rénovation des ascenseurs 4 et 5 (0,17 million d'euros), la rénovation des ondulateurs (0,12 million d'euros), la réfection des dalles de pavés de verre de la cour de l'Hôtel de la Questure (0,12 million d'euros). Le solde correspond à la part du gros œuvre (maçonnerie, structures, etc.) effectué dans le cadre d'opérations de travaux plus ponctuelles et de moindre envergure (0,47 million d'euros).

- Les dépenses effectuées au titre des installations générales (articles 2135 et 2335), qui représentent près des deux tiers des dépenses de travaux en 2016 (7,32 millions d'euros, soit 62,52 % des dépenses de travaux), connaissent une augmentation significative (+ 41,92 %) par rapport à l'exercice 2015 (5,16 millions d'euros). L'essentiel de la hausse (88,83 %) est due à l'augmentation observée sur le poste des installations de communication (+ 1,92 million d'euros).

Le graphique suivant détaille le coût des travaux par type d'installations :

### Évolution des dépenses relatives aux installations générales (2015-2016)



Les dépenses relatives aux *installations de génie climatique* diminuent de 11,63 %. Elles s'élèvent à 1,05 million d'euros en 2016, contre 1,19 million d'euros en 2015. Cette diminution résulte du financement en 2015 de plusieurs opérations significatives (travaux de sécurisation du système de distribution d'eau chaude au Palais-Bourbon, remplacement d'automates de régulation d'installations de génie climatique), qui n'ont pas nécessité de renouvellement en 2016. La rénovation générale de la gestion des installations de génie climatique (GTIC) initiée en 2014, s'est poursuivie en 2016 à hauteur de 0,12 million d'euros. La rénovation des ondulateurs du Palais-Bourbon s'est poursuivie en 2016 à hauteur de 0,18 million d'euros. Enfin, la rénovation et l'agrandissement de l'accueil du 128, rue de l'Université ont nécessité une dépense de 0,29 million d'euros.



Les dépenses d'*installations sanitaires* connaissent une forte diminution (- 69,70 %) en 2016 et s'établissent à 0,12 million d'euros (contre 0,41 million d'euros en 2015). Une grande partie des dépenses en 2015 avait été le fait de la rénovation des sanitaires de la zone Colbert (0,07 million d'euros). En 2016, les dépenses consistent, pour l'essentiel, en des interventions diverses sur les installations de plomberie et de conduite d'eau (pompes de relevage, collecteurs, etc.) pour un total de 0,05 million d'euros.

Les dépenses relatives aux *installations électriques* s'établissent en 2016 à 1,91 million d'euros. Ce poste connaît une augmentation de 19,48 % (+ 0,31 million par rapport à un réalisé de 1,60 million d'euros en 2015). La consommation observée des crédits est liée pour l'essentiel à la mise en œuvre des opérations suivantes : rénovation des onduleurs du Palais-Bourbon (0,42 million d'euros), modernisation de l'éclairage de la salle des Lampes (0,39 million d'euros), rénovation de l'éclairage de la salle Victor Hugo (0,17 million d'euros), rénovation et agrandissement de l'accueil du 128, Rue de l'Université (0,12 million d'euros), extraction d'un transformateur électrique défaillant et installation d'un nouveau transformateur dans l'immeuble Jacques Chaban-Delmas (0,10 million d'euros).

Les dépenses relatives aux *installations électroniques* sont en baisse en 2016 (- 21,37 %) : elles s'établissent à 0,46 million d'euros (0,59 million d'euros en 2015), après une forte hausse entre 2014 et 2015 (0,12 million d'euros en 2014). Elles ont permis notamment de financer une partie des travaux liés à la rénovation des circulations de la zone Colbert (0,09 million d'euros), à la réfection et à l'agrandissement de l'accueil du 128, rue de l'Université (0,06 million d'euros), ainsi que des opérations de travaux dans le cadre du système de télédistribution de l'Assemblée nationale (0,06 million d'euros).

Les dépenses d'*installations de communication* connaissent une très forte augmentation : elles s'établissent à 2,28 millions d'euros en 2016, contre 0,36 million d'euros en 2015. Cette hausse est due, à plus de 90 % (91,70 %), à une seule opération commencée en 2015 et qui s'est poursuivie en 2016 à hauteur de 2,09 millions d'euros : la rénovation du centre technique de rediffusion des programmes audiovisuels de l'Assemblée nationale (Nodal).

Les dépenses d'*installations de sécurité* augmentent de 27,70 % pour s'établir à 0,67 million d'euros (contre 0,53 million d'euros en 2015). Plusieurs opérations ont été menées, notamment dans le cadre du renforcement des dispositifs de surveillance vidéo (0,12 million d'euros), de la sécurisation du hall d'entrée de l'immeuble situé au 3, rue Aristide Briand (0,08 million d'euros), de la rénovation des systèmes de sécurité incendie (0,09 million d'euros) ou encore de la mise en conformité de la protection contre la foudre du Palais-Bourbon et de l'immeuble Jacques Chaban-Delmas (0,04 million d'euros).

En 2016, des travaux significatifs ont été poursuivis et amplifiés par rapport à 2015 sur les *ascenseurs*, pour un montant de 0,67 million d'euros (0,30 million d'euros en 2015). Dans cet ensemble, la rénovation des ascenseurs 4 et 5 au Palais-Bourbon, achevée en fin d'année 2016, a représenté près de 40 % (39,49 %) des dépenses du poste (0,26 million d'euros). Trois opérations ont, par ailleurs, été poursuivies en 2016 au niveau de l'Hôtel de la Questure (0,11 million d'euros), de l'escalier K (0,20 million d'euros), ou de l'ascenseur de la Bibliothèque (0,08 million d'euros).

- Les dépenses d'agencement et d'aménagement (articles 2136 et 2336), augmentent de 10,47 % par rapport à l'exercice précédent (2,95 millions d'euros en 2016 contre 2,67 millions d'euros en 2015).

Les dépenses d'*agencement au sens strict* connaissent une baisse de 33,95 % et s'établissent à 1,33 million d'euros en 2016, contre 2,01 millions d'euros en 2015. Elles correspondent essentiellement aux travaux de peinture, de cloisonnement et de menuiserie réalisés dans le cadre des principales opérations de rénovation de l'exercice : rénovation et agrandissement de l'accueil du 128, rue de l'Université (0,34 million d'euros), rénovation des circulations de la zone Colbert (0,10 million d'euros), rénovation du hall de l'escalier et des deux ascenseurs de l'Hôtel de la Questure (0,06 million d'euros).

Les dépenses de *serrurerie et métallerie* connaissent en revanche une forte augmentation et s'établissent à 1,13 million d'euros en 2016 contre 0,22 million d'euros en 2015. Près de 90 % des dépenses (86,38 %) correspondent aux travaux de métallerie effectués dans le cadre de la modernisation de l'éclairage de la salle des Lampes (0,48 million d'euros), de la rénovation et de l'agrandissement de l'accueil du 128, rue de l'Université (0,30 million d'euros) et de la rénovation de l'escalier K (0,20 million d'euros).

### **c) Les autres dépenses**

- Les dépenses relatives aux œuvres d'art (article 2161) se sont élevées à 42 538 euros (contre 54 312 euros en 2014). Parmi les dépenses figurent l'acquisition d'une œuvre de Peter Klasen, évoquant sur une ancienne toile de tente l'institution des congés payés en 1936, pour un montant de 22 000 euros, ainsi que la création d'un buste en hommage à Olympe de Gouges (16 003 euros).

- Il n'a pas été effectué en 2016 de dépenses relatives aux meubles de style (article 2162). En 2015, 68 354 euros avaient été consacrés à la restauration de mobiliers anciens.

- Les dépenses relatives à l'acquisition de mobiliers (articles 2184 et 2384) s'élèvent en 2016 à 244 783 euros contre 349 562 euros en 2015, soit une diminution de 29,97 %. En 2016, on peut signaler une acquisition significative intervenue pour le remplacement de 400 chaises pliantes de style Napoléon III utilisées pour les réceptions dans les salons de l'Hôtel de Lassay (53 395 euros).

- Les achats d'appareils électriques (articles 2185 et 2385) connaissent une forte baisse. Ils s'élèvent à 198 051 euros en 2016 contre 577 450 euros en 2015. Ceci s'explique par le caractère exceptionnellement élevé des dépenses en 2015, dues notamment à l'acquisition de projecteurs LED destinés à remplacer le dispositif d'éclairage de l'Hémicycle (pour 0,25 million d'euros).

- Le compte études en cours (article 2341) enregistre les dépenses d'étude et d'ingénierie préalables à des travaux immobiliers qui ne sont pas encore engagés ou terminés. Il s'élève en 2016 à 1 050 353 euros contre 455 692 euros en 2015. La moitié de ces dépenses, en 2016, concerne l'étanchéité de la Cour d'Honneur (137 794 euros) et la maîtrise d'œuvre

des travaux de confortement de l'embranchement (440 825 euros). Diverses dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou de contrôle technique liées à la mise en œuvre des opérations de travaux évoquées *supra* ont également été enregistrées sur ce compte.

## 2. Les dépenses d'investissement gérées par le service des Systèmes d'information

Les dépenses d'investissement du service des Systèmes d'information (SSI) s'élèvent en 2016 à 3,81 millions d'euros contre 4,37 millions d'euros en 2015 (- 12,64 %)<sup>4</sup>.

Ces dépenses sont liées principalement à la mise en œuvre de plusieurs axes d'intervention structurants (dématérialisation des procédures, renouvellement du matériel et des applications existants, sûreté et sécurité des systèmes, hypermobilité) pour un montant total de 3,44 millions d'euros. Au sein de ces axes d'intervention, 38 opérations ont été lancées, dont :

- 12 opérations au titre de la poursuite de la dématérialisation, pour un montant de 0,59 million d'euros ;
- 20 opérations au titre du renouvellement du matériel informatique et des applications, pour un montant de 2,75 millions d'euros ;
- 3 opérations au titre de la sûreté et de la sécurité des systèmes (0,06 million d'euros) ;
- 3 opérations liées à l'hypermobilité pour 0,04 million d'euros.

Le solde (0,37 million d'euros) correspond à la mise en œuvre de développements spécifiques (mise en place d'une solution d'archivage des pièces de marché, migration du système de gestion des serveurs de messagerie électronique, etc.) et, surtout, aux acquisitions de matériels préalables à la migration des installations téléphoniques de l'Assemblée vers un environnement Internet, dit TOIP (*Telephony over Internet Protocol*).

- Les dépenses d'acquisition de **logiciels (chapitres 205 et 235)** diminuent de 20 % en 2016 (2,15 millions d'euros en 2016 contre 2,69 millions d'euros en 2015).

Les deux tiers (66,96 %) des opérations réalisées en 2016 l'ont été dans le cadre du programme de renouvellement des applications, pour un montant de 1,44 million d'euros, tandis que près de 20 % (19,88 %) des crédits ont été consacrés à la poursuite de la dématérialisation, pour un montant de 0,43 million d'euros.

Les principales opérations réalisées en 2016 ont été les suivantes :

- la migration vers une nouvelle application d'infogérance des fonds de sécurité sociale (0,45 million d'euros) ;
- des évolutions de l'application de gestion de la maintenance immobilière assistée par ordinateur (GMAO) (0,21 million d'euros) ;

<sup>4</sup> Ces investissements comprennent les acquisitions et développements de logiciels (chapitre 205 et article 2351) et les achats de matériel informatique (articles 2188/2388).

- la gestion du référentiel d'identité (méta-annuaire) de l'Assemblée nationale (0,17 million d'euros) ;
- l'extension de la solution d'archivage audiovisuel (0,14 million d'euros) ;
- la poursuite du déploiement de la déclaration sociale nominative (DSN) (0,11 million d'euros) ;
- la montée de version de composants SAP (outil de supervision centralisée et module de gestion des accès : 0,09 million d'euros) ;
- la refonte de l'application de gestion des prestations décès (0,08 million d'euros).

• Les dépenses d'acquisition de **matériel informatique** (article 2188 et paragraphe 23881) sont stables (1,67 million d'euros en 2016 contre 1,68 million d'euros en 2015).

Les projets les plus significatifs recensés en 2016 ont trait au renouvellement du matériel informatique (78,75 % des dépenses) et concernent :

- le remplacement des commutateurs Ethernet (0,40 million d'euros) ;
- la poursuite du déploiement du réseau Wifi au sein de l'Assemblée nationale (0,29 million d'euros) ;
- les serveurs informatiques arrivés en fin de vie, ainsi que les évolutions des environnements de virtualisation des serveurs (0,26 million d'euros) ;
- le renouvellement des postes de travail des services (0,18 million d'euros) ;
- la maintenance évolutive de l'outil de sauvegarde des données du système d'information (0,12 million d'euros).

Dans le cadre de l'objectif de dématérialisation, l'acquisition de matériels supplémentaires destinés à étendre les possibilités d'archivage des vidéos et enregistrements sonores de la séance publique a également conduit à une dépense de 0,11 million d'euros.

Enfin, l'Assemblée nationale a également procédé à diverses acquisitions, notamment dans la perspective de la migration du réseau téléphonique de l'Assemblée vers un environnement TOIP (0,15 million d'euros).

### 3. Les dépenses d'investissement des autres services

• Les acquisitions de matériels du service de la Logistique parlementaire (article 2152), qui regroupent les achats de matériels de cuisine (compresseurs, électroménager, etc.), ainsi que les matériels d'impression et de reliure destinés aux ateliers de reprographie de l'Assemblée, s'établissent en 2016 à 102 924 euros (contre 253 253 euros en 2015).

La forte baisse constatée (- 59,36 %) tient à la très sensible augmentation des investissements observée en 2015, due au remplacement de matériels de cuisine arrivés en fin de vie en 2015 (achat, notamment, d'un piano et de deux fours mixtes destinés à équiper la cuisine centrale du restaurant du 7<sup>e</sup> étage de l'immeuble du 101, rue de l'Université). Le niveau de dépenses est revenu en 2016 à un niveau plus proche de celui des années

précédentes (93 232 euros en 2013 et 160 823 euros en 2014). Les investissements effectués en 2016 ont consisté essentiellement au remplacement de matériels obsolètes (par exemple une cellule de refroidissement pour le libre-service du 233, bd Saint-Germain, à hauteur de 9 014 euros).

- De nouvelles pièces, enregistrées sur l'article 2163 (livres et objets anciens), sont venues enrichir le fonds d'ouvrages et de manuscrits anciens de la bibliothèque (pour un montant total de 29 190 euros, contre 22 112 euros en 2015).

L'Assemblée nationale a ainsi acquis, en particulier, un manuscrit d'Alphonse de Lamartine (4 826 euros), un manuscrit du procès de Ravaillac, une lettre signée du docteur Guillotin, député, et un brevet de vainqueur de la Bastille datant de 1790.

- Les dépenses d'investissement de la division des transports se sont élevées à 204 190 euros en 2016, contre 160 283 euros en 2015. Compte tenu du plan de renouvellement des véhicules arrêté chaque année par le Collège des Questeurs, ont été acquis en 2016 six véhicules individuels ainsi qu'un véhicule utilitaire pour les déménageurs.

- Les dépenses de matériel de bureau (article 2183) s'établissent à 77 436 euros, en forte baisse par rapport à l'exercice 2015 (- 164 507 euros, soit - 67,99 % par rapport à un réalisé en 2015 de 241 944 euros). En 2015 avait en effet été mis en œuvre un plan de renouvellement des équipements de reprographie devenus obsolètes, avec l'acquisition de 48 copieurs pour un montant total de 234 351 euros. En 2016, la poursuite du plan de rajeunissement du parc de photocopieurs s'est poursuivie avec l'achat de onze unités, pour un montant de 70 966 euros. Le solde correspond à l'acquisition de petits matériels (achat d'une plastifieuse semi-professionnelle, achat de destructeurs de documents, etc.).

#### **4. Les dépenses d'investissement imprévues**

Le compte de dépenses imprévues (article 2992), doté de 3,54 millions d'euros en 2016, est un compte de réserves qui peut être utilisé pour abonder par des virements budgétaires, si nécessaire, les autres comptes d'investissement. Les sommes effectivement utilisées sont comptabilisées sur les comptes qui ont été abondés afin d'identifier la nature comptable de la dépense.

En 2016, plusieurs virements de crédits, d'un montant total de 2,80 millions d'euros ont été effectués depuis cet article pour abonder les comptes d'investissement du service des Affaires immobilières et du patrimoine.

**Budget d'investissement de l'Assemblée nationale**

(en euros et en %)

	Réalisé	Budget	Réalisé	Solde	Variations 2016/2015	
	2015	2016	2016	budgétaire 2016	Δ absolu	Δ %
<b>20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>2 685 340</b>	<b>2 475 000</b>	<b>2 148 186</b>	<b>326 814</b>	<b>-537 154</b>	<b>-20,00%</b>
205 LOGICIELS	2 685 340	2 475 000	2 148 186	326 814	-537 154	-20,00%
2051 et 2351 Logiciels systèmes d'information*	2 685 340	2 475 000	2 148 186	326 814	-537 154	-20,00%
2054 Logiciels information-multimédia	0	0	0	0	0	NS
<b>21/23 IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>14 508 940</b>	<b>13 269 900</b>	<b>15 890 860</b>	<b>-2 620 960</b>	<b>1 381 920</b>	<b>9,52%</b>
213 CONSTRUCTIONS	10 049 720	9 737 900	12 228 759	-2 490 859	2 179 040	21,68%
2131 et 2331 Gros œuvre*	2 203 347	2 322 400	1 439 384	883 016	-763 963	-34,67%
2135 et 2335 Installations générales*	5 158 813	5 510 000	7 321 296	-1 811 296	2 162 483	41,92%
2136 et 2336 Agencements et aménagements*	2 669 679	1 375 500	2 949 287	-1 573 787	279 609	10,47%
2137 et 2337 Installations téléphoniques	17 880	530 000	518 791	11 209	500 911	NS
215 MATÉRIEL ET OUTILLAGE	271 836	215 000	111 473	103 527	-160 363	-58,99%
2151 Matériel et outillage du SAIP	4 986	35 000	0	35 000	-4 986	-100,00%
2152 Matériel du service de la Logistique	253 253	165 000	102 924	62 076	-150 328	-59,36%
2153 Matériel Labo Photo	4 484	5 000	4 996	4	512	11,43%
2154 Matériel médical soins et prévention	9 114	10 000	3 552	6 448	-5 562	-61,02%
216 COLLECTIONS	144 778	110 000	71 728	38 272	-73 050	-50,46%
2161 Œuvres d'art	54 312	50 000	42 538	7 462	-11 774	-21,68%
2162 Meubles de style	68 354	50 000	0	50 000	-68 354	NS
2163 Livres, manuscrits et objets anciens	22 112	10 000	29 190	-19 190	7 078	32,01%
2164 Autres livres de la Bibliothèque	0	0	0	0	0	NS
2165 Autres œuvres et objets d'art	0	0	0	0	0	NS
218 AUTRES IMMOBILISATIONS	3 009 253	2 559 000	2 329 868	229 132	1 752 418	303,48%
2182 Matériel de transport	160 283	189 000	204 190	-15 190	43 907	27,39%
2183 Matériel de bureau	241 944	400 000	77 436	322 564	-164 507	-67,99%
2184 et 2384 Mobilier*	349 562	350 000	244 783	105 217	-104 779	-29,97%
2185 et 2385 Appareils électriques*	577 450	200 000	198 051	1 949	-379 399	-65,70%
2186 Bureautique des groupes	0	0	0	0	0	NS
2187 Matériel information-multimédia	0	0	0	0	0	NS
2188 Matériel informatique	1 680 015	1 420 000	1 605 408	-185 408	-74 607	-4,44%
234 ETUDES ET INGENIERIE EN COURS	455 692	648 000	1 089 113	-441 113	633 421	139,00%
2341 Études et ingénierie en cours	455 692	648 000	1 050 353	-402 353	594 661	130,50%
2342 Études et ingénierie sur instal. tel. en cours	0	0	38 760	-38 760	38 760	NS
2388 Avances et acomptes sur autres immobilisations	577 661	0	59 919	-59 919	-517 742	-89,63%
<b>29 DÉPENSES IMPRÉVUES</b>	<b>0</b>	<b>3 544 393</b>	<b>0</b>	<b>3 544 393</b>	<b>0</b>	<b>NS</b>
299 DÉPENSES IMPRÉVUES	0	3 544 393	0	3 544 393	0	NS
2992 Autres dépenses imprévues	0	3 544 393	0	3 544 393	0	NS
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>17 194 280</b>	<b>19 289 293</b>	<b>18 039 046</b>	<b>1 250 247</b>	<b>844 765</b>	<b>4,91%</b>

\* Les comptes 2331, 2335, 2336, 2337, 2351, 2384 et 2385 enregistrent les sommes mandatées en 2016 pour les opérations ou projets informatiques pour lesquels des décomptes intermédiaires ont été payés (situations de travaux, acomptes)

## B.— La section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement dans leur ensemble s'établissent à 506,23 millions d'euros, en diminution de 1,76 million d'euros (- 0,35 %) par rapport à 2015.

Après deux années consécutives de baisse (- 0,34 % en 2013 et - 2,51 % en 2014) et un léger rebond (+ 0,53 % en 2015), le niveau de ces dépenses s'établit à un niveau proche de celui constaté en 2014 (505,29 millions d'euros) et, comme en 2015, reste bien en deçà du réalisé de l'exercice 2011, dernière année de la précédente législature (510,86 millions d'euros).

Compte tenu d'un taux d'inflation annuel moyen de 0,2 % en 2016, les dépenses de fonctionnement affichent une diminution en volume de 0,55 %. En 2015, l'évolution en volume était identique à celle constatée en valeur (+ 0,53 %) en raison d'un taux d'inflation moyen de 0 %.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des dépenses de fonctionnement en valeur sur une période de six ans.

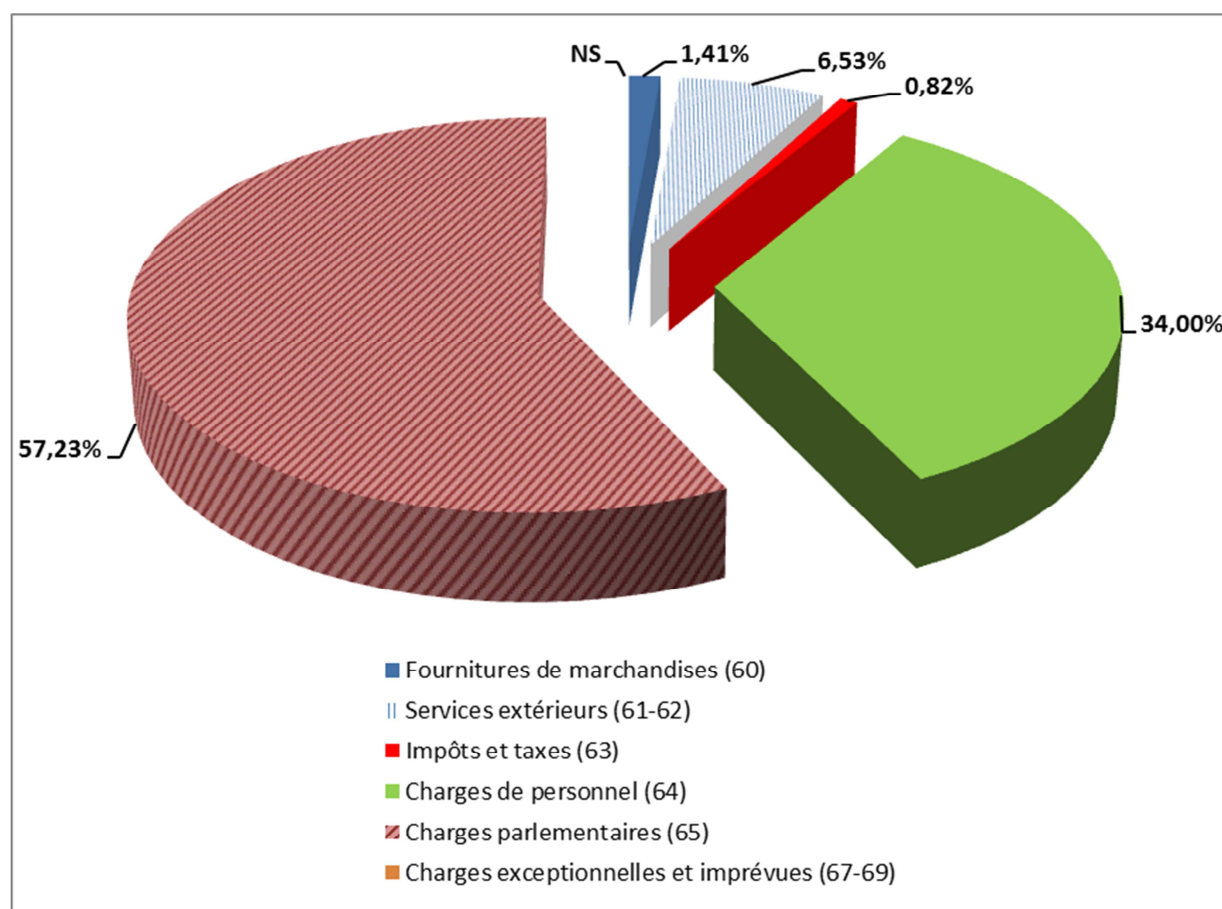
Années	Évolution en valeur
<b>2016/2015</b>	<b>- 0,35 %</b>
2015/2014	+ 0,53 %
2014/2013	- 2,51 %
2013/2012	- 0,34 %
2012/2011	+ 1,81 %
2011/2010	+ 0,65 %

Dans une structure générale identique à celle des exercices passés, le poids relatif des **charges parlementaires** dans la section de fonctionnement repart en hausse à 57,23 % après la baisse constatée en 2015 (2014 : 57,14 % ; 2015 : 56,78 %), le montant des dépenses ayant progressé de 0,45 % à 289,73 millions d'euros en 2016 (288,44 millions d'euros en 2015).

Comme en 2015, les **charges de personnel** représentent, avec 172,14 millions d'euros, le deuxième poste de dépenses. Leur poids relatif poursuit, cette année, le mouvement de décroissance engagé en 2014 : leur part dans la section de fonctionnement s'établit ainsi à 34 % en 2016 (2014 : 34,68 % ; 2015 : 34,59 %).

Corrélativement, la part des **autres postes de dépenses** dans la section de fonctionnement est en légère augmentation. Les dépenses de services extérieurs s'élèvent en 2016 à 33,07 millions d'euros, soit 6,53 % des dépenses de fonctionnement (6,42 % en 2015). Les autres charges (impôts et taxes, achats et charges exceptionnelles) représentent, avec 11,29 millions d'euros, 2,23 % de la section de fonctionnement (contre 2,21 % en 2015).

### Répartition des dépenses de fonctionnement par titres (2016)



## 1. Les achats de fournitures et de biens (titre 60)

Après une hausse de 4,13 % à 7 millions d'euros en 2015, les dépenses d'achats de biens et fournitures augmentent à nouveau en 2016 : elles s'établissent à 7,14 millions d'euros (+ 0,14 million d'euros par rapport à l'année précédente, soit + 2,06 %).

Cette progression s'explique, pour l'essentiel, par la progression sensible des dépenses de petits équipements (+ 0,12 million d'euros, soit + 43,24 %), notamment des équipements ménagers et du petit matériel informatique. Les achats de fournitures d'ateliers s'accroissent, pour leur part, globalement de 0,02 million d'euros (+ 4,61 %).

Par ailleurs, les consommations de fluides augmentent de 0,10 million d'euros à 4 millions d'euros en 2016 (+ 2,57 %) en raison de conditions climatiques hivernales moins favorables qu'au cours des années précédentes et des revalorisations tarifaires pratiquées par certains opérateurs.

En revanche, les achats de marchandises qui, depuis 2015, comportent les charges liées aux collations et aux plateaux-repas servis aux personnels d'astreinte, ont été ramenés à



0,21 million d'euros en 2016 (- 0,08 million d'euros, soit - 28,23 %), sous l'effet du ralentissement de l'activité parlementaire et de l'effet plein, en 2016, de la décision prise fin 2015 de supprimer les collations servies au personnel de permanence lors des séances de nuit.

Les achats de fournitures s'établissent également en baisse (- 0,02 million d'euros à 1,96 million d'euros, soit - 1,11 %), la diminution portant essentiellement sur les fournitures informatiques, les imprimés administratifs et les produits d'entretien.

- Les achats de **fournitures d'ateliers (chapitre 601)** s'établissent à 565 055 euros, en hausse de 4,61 % (+ 24 886 euros) par rapport à 2015 (540 169 euros).

Les dépenses d'achats de fournitures d'ateliers du SAIP (article 6011) regroupent divers petits achats effectués au profit des ateliers du service des Affaires immobilières et du patrimoine (lampes, interrupteurs, petits équipements électriques, éléments de tuyauterie, de menuiserie et de vitrerie, quincaillerie, outils de signalétique, etc.).

Ce poste varie essentiellement en fonction du rythme de reconstitution des approvisionnements en matériels des ateliers. Contrairement à ce qui s'était produit en 2015 (- 5,56 % du niveau des dépenses à 283 597 euros), les ateliers ont dû faire face en 2016 à des besoins globalement plus élevés (+ 20,10 % à 340 592 euros).

D'importants achats ont, en effet, été effectués pour les ateliers de menuiserie (34 780 euros : panneaux de bois, crochets pour tableaux, coulisses à tiroirs, etc.) et de serrurerie (47 585 euros : serrures Salto, verrous et supports associés, etc.). Il a, en outre, été nécessaire de procéder à des acquisitions spécifiques dans le domaine de la sécurité des accès (renouvellement des stocks de badges électroniques : 20 736 euros) et du génie climatique (achat de 30 boîtes de sélection des modes de chauffage et de climatisation pour installations à volume réfrigérant variable : 15 988 euros).

Les dépenses de fournitures pour impressions et reliures de l'article 6012 (papier, étiquettes, reliures et couvertures pour l'atelier de reprographie) sont, en revanche, en forte diminution (2015 : 175 554 euros ; 2016 : 152 346 euros, soit - 13,22 %).

La consommation de papier, qui était remontée en 2015 (55 074 ramettes achetées, soit + 4,26 %), a, de nouveau, diminué en 2016 (52 017 ramettes, soit - 5,55 %). Cette évolution est liée, non seulement au ralentissement de l'activité parlementaire observé cette année, mais reflète aussi les effets à long terme des politiques mises en œuvre pour favoriser le recours croissant aux échanges dématérialisés. Le prix de la pâte à papier, qui s'affichait en baisse en 2015, poursuit, par ailleurs, sa décroissance en 2016 (- 6,09 % en moyenne<sup>5</sup>).

Les dépenses de fournitures audiovisuelles (article 6013) ont, pour leur part, été ramenées à 72 117 euros en 2016, contre 81 019 euros l'année précédente (- 10,99 %). Les achats de cassettes vidéo et audio, qui représentent une part importante de ce poste de dépenses, ont été plus faibles en 2016 (33 398 euros pour 810 cassettes) qu'en 2015 (46 428 euros pour 1100 cassettes).

<sup>5</sup> Source INSEE : évolution en moyenne annuelle de l'indice du prix de la pâte à papier entre 2015 et 2016 (*Indices des prix internationaux des matières premières importées - Pâte à papier - En euros - Base 100 en 2000*).

- Les **acquisitions de petits équipements (chapitre 602)**, d'un montant de 408 979 euros en 2016, s'accroissent sensiblement par rapport à 2015 (285 527 euros), soit une hausse de 123 453 euros (+ 43,24 %).

La hausse la plus importante, en valeur absolue et en proportion, concerne les achats de petit équipement ménager (article 6023), qui s'établissent à 85 043 euros en 2016 contre 38 855 euros en 2015 (+ 118,87 %).

Cette augmentation résulte, en premier lieu, d'un report sur 2016 de la livraison, initialement prévue en 2015, d'un service de table complet pour les réceptions au Petit Hôtel (21 375 euros). Elle est liée, par ailleurs, au quasi-doublement (+ 99,54 % à 63 547 euros) des achats de vaisselle (pics apéritifs, verres, plateaux, etc.), de consommables (sacs et papier de cuisson, barquettes micro-ondes, etc.) et de petit matériel (agitateurs de pâtisserie, cercles perforés, pinces, etc.) pour les appartements officiels et la cuisine de l'Hôtel de Lassay.

L'article 6024, non utilisé au cours des exercices précédents, regroupe les achats de matériel informatique qui, en raison de la nature des équipements concernés ou de leur faible valeur, n'ont pas vocation à être enregistrés sur la section d'investissement (article 2188 supra). D'un montant global de 36 799 euros, les dépenses ont permis de renouveler les stocks de consommables destinés au réseau informatique de l'Assemblée (cordons lumineux, jarretières optiques, adaptateurs pour commutateurs Ethernet, etc.).

Les achats de petit équipement du service des Affaires immobilières et du patrimoine (article 6021), qui correspondent aux achats de divers matériels (blocs secours, chariots, etc.) et éléments mobiliers (lampes, radiateurs, chaises pliantes, etc.), s'accroissent fortement en 2016 (2015 : 175 164 euros ; 2016 : 210 383 euros, soit + 20,11 %). Outre les achats habituellement enregistrés sur ce compte, il a été procédé, en 2016, au remplacement de 268 extincteurs sur le parc de 1 300 équipements que compte l'Assemblée nationale, pour un montant total de 20 863 euros.

Les dépenses de petit équipement téléphonique (article 6025) augmentent également de manière significative (+ 16,11 % à 31 262 euros), essentiellement en raison de l'acquisition de 450 postes téléphoniques numériques dans le cadre de la mise à niveau du logiciel d'exploitation des autocommutateurs (20 880 euros).

Les achats de petit équipement automobile (article 6022), qui correspondent aux achats d'accessoires et de pièces détachées pour les véhicules du parc automobile de l'Assemblée nationale, évoluent peu entre 2015 (44 582 euros) et 2016 (45 494 euros, en hausse de 2,05 %).

- Les **achats de fournitures (chapitre 604)**, d'un montant de 1,96 million d'euros, diminuent pour la septième année consécutive (- 0,02 million d'euros par rapport à l'année 2015, soit - 1,11 %). Ces dépenses ont ainsi diminué de 35,58 % par rapport à leur niveau de 2009 (3,04 millions d'euros).

Les achats de fournitures de bureau (article 6041), en diminution de 0,03 million d'euros (- 2,50 %) à 1,32 million d'euros, représentent à eux seuls, comme chaque année, plus des deux tiers des achats de fournitures (67,44 % en 2016).

La baisse est, cette année, essentiellement imputable à une modification du périmètre des dépenses de *fournitures informatiques* intervenue en 2016 : celles-ci ne reprennent plus les acquisitions de consommables pour les groupes politiques, désormais rattachées à l'article 6582 infra (équipement bureautique des groupes). Les achats de cartouches d'encre et de divers consommables, qui restent intégrés à l'article 6041, s'établissent logiquement en baisse par rapport à l'année précédente (2015 : 0,23 million d'euros ; 2016 : 0,19 million d'euros, soit - 17,66 %).

Les dépenses de *papeterie* à destination des députés et des services, qui étaient en diminution quasi-constante depuis 2012, repartent légèrement à la hausse en 2016 (+ 2,99 % à 0,94 million d'euros, contre 0,91 million d'euros en 2015) sous l'effet d'une demande plus importante d'enveloppes, bostols et papiers à lettres génériques exprimée par les députés en circonscription (2015 : 8,26 millions d'articles commandés ; 2016 : 8,63 millions d'articles, en hausse de 4,38 %).

Les achats d'*imprimés administratifs* (papier et bostols personnalisés pour les députés et les services de l'Assemblée) poursuivent, en revanche, leur décroissance : à 54 155 euros (- 25,66 % par rapport à 2015), les dépenses correspondantes sont en diminution ininterrompue depuis 2008 (182 350 euros) et ont, depuis cette date, été plus que divisées par trois (- 70,30 %).

Après la forte baisse (- 15,49 % à 146 735 euros) observée en 2015, les dépenses de *fournitures courantes* (tampons encres, rouleaux d'étiquettes, chevalets, affichage mural, etc.) restent globalement stables en 2016, à 2 369 euros près (144 366 euros, soit - 1,61 %). En effet, les stocks de badges, qui avaient été renouvelés en 2015, n'ont pas donné lieu à de nouvelles commandes en 2016. En outre, malgré un rebond des achats de fournitures pour l'emballage, l'archivage et l'expédition, les réapprovisionnements ont été, comme l'an dernier, limités dans leur ensemble.

Les acquisitions regroupées dans les achats d'autres fournitures de l'article 6042 (uniformes du personnel, produits d'entretien, linge, denrées alimentaires et fleurs) progressent globalement de 1,87 % à 615 402 euros en 2016 (contre 604 131 euros en 2015). Les dépenses de linge de cuisine et de maison ont quasiment triplé (2015 : 5 621 euros ; 2016 : 16 366 euros) en raison d'un important renouvellement des stocks de nappes, serviettes et sets de table utilisés dans les réceptions. Les achats de produits d'entretien ont, en revanche, poursuivi leur décroissance (- 10,93 % à 134 236 euros, contre 150 702 euros en 2015) en raison d'un recours plus large des services de l'Assemblée aux prestations offertes dans le cadre des marchés de nettoyage des locaux, en lieu et place des marchés spécifiques de livraisons de produits.

Les achats de fournitures du laboratoire photo-vidéo (article 6043) et de fournitures médicales (article 6044) restent d'un faible montant : si les dépenses des cellules photo et vidéo ont été réduites (2015 : 3 588 euros ; 2016 : 2 181 euros) en raison d'une baisse du nombre de demandes de tirages photographiques, celles du cabinet médical (vaccins, médicaments, bouteilles d'oxygène médical, etc.) progressent (2015 : 17 894 euros ; 2016 : 19 982 euros).

- Le coût des **achats de fluides (chapitre 605)**, qui représente, comme en 2015, plus de la moitié (56,01 %) des dépenses du titre 60, s'établit à 4 millions d'euros en 2016 contre 3,90 millions d'euros en 2015 (+ 0,1 million d'euros, soit + 2,57 %) et 3,85 millions d'euros l'année précédente.

Les dépenses d'achats de fluides pour les bâtiments (article 6051) connaissent une nouvelle hausse, passant de 3,80 millions d'euros en 2015 à 3,91 millions d'euros en 2016 (+ 2,80 %). Comme chaque année, leur niveau reflète à la fois l'évolution des tarifs pratiqués par les différents opérateurs et les conditions climatiques sur l'ensemble de la période.

Premier poste de dépenses, le coût de la *fourniture d'électricité* progresse de 3,03 % entre 2015 (1,72 million d'euros) et 2016 (1,77 million d'euros), principalement en raison d'un rattrapage tarifaire de 50 184 euros effectué sur des factures de 2014. Sur l'ensemble de l'année 2016, le volume d'électricité consommé s'est élevé à 16 156 kWh contre 15 935 kWh en 2015 (+ 1,39 %). Parallèlement, l'Assemblée a profité de l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour adhérer au dispositif d'achat groupé d'électricité offert par l'Union des groupements d'achats publics et bénéficier ainsi de tarifs inférieurs de près de 15 % à ceux appliqués l'an dernier<sup>6</sup>.

Les dépenses au titre de la *fourniture de vapeur*, c'est-à-dire de chauffage et d'eau sanitaire, sont celles qui, au sein du chapitre 605, augmentent le plus en valeur absolue (2015 : 0,99 million d'euros ; 2016 : 1,09 million d'euros, soit + 9,84 %). Cette hausse résulte, tout d'abord, des conditions climatiques hivernales, globalement moins clémentes qu'en 2015<sup>7</sup>, qui ont eu pour effet d'accroître les consommations de vapeur (2015 : 9 359 MWh ; 2016 : 10 761 MWh, soit +14,98 %). Les tarifs (hors abonnements) pratiqués par le fournisseur, la Compagnie parisienne de chauffage urbain, sont également en hausse<sup>8</sup>.

Le coût de la *fourniture d'eau glacée* affiche, en revanche, une légère diminution, passant de 0,92 million d'euros en 2015 à 0,88 million d'euros en 2016 (- 5,11 %) malgré les revalorisations tarifaires pratiquées, comme l'an dernier, par le principal fournisseur de l'Assemblée (CLIMESPACE)<sup>9</sup>. Les données météorologiques expliquent, là encore, cette évolution : l'été 2016 ayant été légèrement moins chaud qu'en 2015<sup>10</sup>, les consommations d'eau glacée ont baissé de 8,30 % sur l'ensemble de l'année (2015 : 5 048 MWh consommés ; 2016 : 4 629 MWh consommés).

Les achats de carburants pour les véhicules (article 6052) poursuivent leur baisse en 2016 (- 6,51 % à 90 140 euros, contre 96 413 euros en 2015), celle-ci étant ininterrompue

<sup>6</sup> Tarif Heures Pleines Hiver : 7,153 c€ en novembre 2015 (opérateur historique) ; 6,191 c€ en février 2016 (nouvel opérateur).

<sup>7</sup> Selon la définition de Météo France, le degré jour unifié (DJU) est une valeur représentative de l'écart négatif entre la température d'une journée donnée et une température de référence (18° C), utilisée notamment afin d'évaluer les dépenses en énergie pour le chauffage. Le nombre cumulé de DJU (station de Paris Montsouris) était de 1 366 entre janvier et juin 2013 contre 1 331 à la même période en 2015 et de 907 entre juillet et décembre 2016 contre 737 à la même période en 2015.

<sup>8</sup> Le prix du mégawattheure de vapeur est passé de 69,90 € à l'automne 2015 à 77,20 € au début de l'année 2016.

<sup>9</sup> Le prix par mégawattheure a augmenté de 0,91 % à 56,64 € à l'été 2016 (56,13 € à la même période en 2015).

<sup>10</sup> La chaleur estivale est évaluée en utilisant la notion de « degré jour de réfrigération » (DJR), c'est-à-dire une valeur représentative de l'écart positif entre la température d'une journée donnée et une température de référence (15° C) afin d'évaluer les dépenses en énergie pour la climatisation. Le nombre de DJR s'est accru de 4,93 % en 2016 (702 contre 669 en 2015).

depuis la fin de la précédente législature<sup>11</sup>. Cette évolution traduit, comme l'an dernier, les effets de la politique de renouvellement des véhicules du parc automobile, avec le remplacement progressif des véhicules à essence par des véhicules hybrides ou électriques.

La diminution constante, depuis cinq ans, du nombre de kilomètres parcourus par ces véhicules constitue également un facteur important permettant d'expliquer la diminution des dépenses (0,94 million de km en 2016 contre 0,98 million en 2015, 1,02 million en 2014, 1,10 million en 2013 et 1,14 million en 2012). La baisse du prix à la pompe s'est également poursuivie en 2016, contribuant à amplifier ces effets structurels sur les quatre derniers exercices<sup>12</sup>.

- Le poste des **achats de marchandises (chapitre 607)** retrace le coût des accessoires remis ou vendus aux parlementaires (maroquinerie, cartes de vœux, médailles, etc.) ainsi que, depuis 2015, les charges liées aux collations et aux plateaux repas servis aux personnels d'astreinte. Les dépenses diminuent globalement, passant de 293 345 euros en 2015 à 210 530 euros en 2016 (- 28,23 %).

Cette baisse est due presque intégralement aux *dépenses de collations et de plateaux-repas*, qui sont ramenées à 137 866 euros en 2016 contre 218 410 euros en 2015 (- 36,88 %) en raison du niveau d'activité parlementaire, moins soutenu cette année, ainsi que de l'effet plein, en 2016, de la suppression, fin 2015, des collations servies au personnel de permanence lors des séances de nuit. Les *achats de médailles* sont, pour leur part, restés relativement stables (2015 : 71 510 euros ; 2016 : 69 351 euros, soit - 3,02 %).

## 2. Les services extérieurs (titres 61 et 62)

Les dépenses de services extérieurs (33,07 millions d'euros en 2016) connaissent une augmentation globale de 0,45 million d'euros (+ 1,38 %) par rapport à 2015 (32,62 millions d'euros). Elles sont réparties en quatre grandes catégories : dépenses de communication, dépenses immobilières, dépenses informatiques et autres dépenses. Dans cet ensemble, les dépenses immobilières et informatiques sont en hausse, respectivement de 3,81 % à 15,16 millions d'euros et de 3,66 % à 3,42 millions d'euros. Les dépenses de communication sont, en revanche, en baisse sensible (- 6,35 % à 2,28 millions d'euros). Les autres dépenses de services extérieurs sont, pour leur part, en légère diminution (- 0,59 % à 12,21 millions d'euros).

### a) Les dépenses de communication

Les **dépenses de communication de l'Assemblée nationale** (articles 6114, 6233, 6234, 6235, 6236, 6237 et 6238) regroupent les crédits relatifs à la gestion du site Internet, à

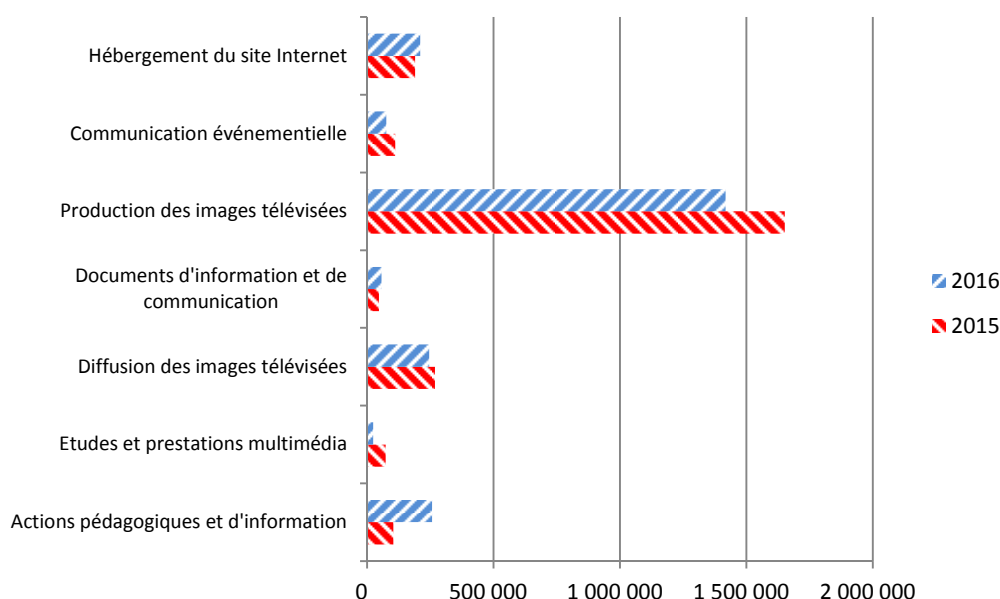
<sup>11</sup> 2010 : 183 492 euros ; 2011 : 180 535 euros ; 2012 : 145 831 euros ; 2013 : 135 918 euros ; 2014 : 109 487 euros ; 2015 : 96 413 euros ; 2016 : 90 140 euros.

<sup>12</sup> Selon le Conseil national routier (CNR), le prix moyen du litre de gazole hors TVA a diminué en moyenne de 3,47 % en 2016 après une baisse de 10,79 % en 2015, 5,10 % en 2014 et de 3,27 % en 2013.

l'organisation des expositions, à la production et à la diffusion des images télévisées, à l'édition de brochures et à l'organisation de manifestations diverses.

Ainsi définies, ces dépenses sont en diminution de 6,35 % (- 154 833 euros) par rapport à 2015 (2015 : 2 437 254 euros ; 2016 : 2 282 422 euros). Les trois plus fortes baisses en proportion se situent au niveau des charges d'études et de prestations multimédia (-67,31 % à 0,02 million d'euros), de communication événementielle (- 31,72 % à 0,08 million d'euros) et de production des images télévisées (- 14,14 % à 1,42 million d'euros). Les dépenses liées aux actions pédagogiques et d'information sont, pour leur part, en forte augmentation (+ 149,64 % à 0,26 million d'euros) et les frais d'hébergement du site Internet progressent de 11,21 % à 0,21 million d'euros.

### Évolution des dépenses de communication (2015-2016)



### Évolution des dépenses de communication (2015-2016)

(en euros)

Article budgétaire		2015	2016
6114	Hébergement du site Internet	188 555	209 691
6233	Communication événementielle	110 081	75 163
6234	Production d'images télévisées	1 650 341	1 416 959
6235	Documents d'information et de communication	46 050	56 762
6236	Diffusion des images télévisées	267 861	244 744
6237	Information multimédia	71 993	23 537
6238	Actions pédagogiques et d'information	102 374	255 566
<b>TOTAL</b>		<b>2 437 254</b>	<b>2 282 422</b>

- Les frais d'hébergement du site Internet de l'Assemblée nationale (article 6114) passent de 188 555 euros en 2015 à 209 691 euros en 2016 (+ 21 136 euros, soit + 11,21 %). Cette progression correspond, pour une large part, aux frais occasionnés par l'installation d'un nouveau serveur pour l'hébergement des vidéos sur le site Internet (31 992 euros).

Les frais d'hébergement du site et du portail vidéo ont, pour leur part, été ramenés à 143 157 euros en 2016, contre 148 595 euros en 2015 (- 3,66 %). La fréquentation du site a, en effet, légèrement décru en 2016, le nombre de pages consultées (portail vidéo compris) s'étant élevé à 27,48 millions sur l'ensemble de l'année (contre 29,53 millions de pages vues en 2015).

- Avec l'achèvement, en 2015, du projet CERESIAN de refonte des sites Internet de l'Assemblée nationale, les dépenses d'information multimédia (article 6237) ont été fortement réduites : elles s'établissent à 23 537 euros en 2016 contre 71 993 euros en 2015, ce qui représente une diminution de plus des deux tiers du réalisé budgétaire (- 67,31 %). Les développements effectués cette année ont, notamment, permis de moderniser la maquette graphique des trois sites Intranet de l'Assemblée (Weban, AN-577 et Bibliothèque) pour un coût total de 13 878 euros.

- Les articles 6233 (communication événementielle) et 6238 (actions pédagogiques et d'information) regroupent les événements de communication institutionnelle récurrents ou exceptionnels. Les dépenses correspondantes ont augmenté en 2016 (2015 : 212 454 euros ; 2016 : 330 729 euros, soit + 55,67 %), essentiellement en raison de la participation de l'Assemblée nationale au réaménagement décoratif de la station de métro qui porte son nom. Un premier versement de 75 000 euros avait été effectué en 2015 à la Régie autonome des transports parisiens (RATP). Les travaux ayant été achevés en 2016, le solde à verser (225 000 euros) a été enregistré dans les comptes de cet exercice.

Comme en 2014 et en 2015, les dépenses engagées en 2016 dans le cadre de l'organisation de la 21<sup>e</sup> édition du Parlement des enfants sont restées faibles (18 437 euros en 2016, contre 11 169 euros en 2015) compte tenu du format, désormais allégé, dans lequel se tient la manifestation. Dans cet ensemble, 8 200 euros ont été versés aux classes lauréates académiques et nationales. Le reste a trait à l'impression d'un « kit pédagogique » destiné aux classes participantes (2 160 euros) et, aux frais de transport, d'accueil et d'hébergement de la classe lauréate nationale (8 016 euros)

Les autres principales opérations réalisées en 2016 ont été les suivantes :

- la journée du Livre politique, qui s'est déroulée le 12 mars 2016 (24 602 euros) ;
- l'organisation, en juin 2016, d'une commémoration du 80<sup>e</sup> anniversaire du Front populaire et d'une exposition d'art contemporain, du 17 au 20 juin, évoquant la loi du 20 juin 1936 relative aux congés payés (8 645 euros) ;
- l'inauguration, le 19 octobre 2016, d'un buste d'Olympe de Gouges dans la salle des Quatre-Colonnes et l'hommage rendu le même jour par l'Assemblée aux trente-trois premières femmes élues députées en 1945 (6 137 euros) ;

- la tenue à l'Assemblée nationale, le 25 novembre 2016, de son premier « *data camp* », manifestation au cours de laquelle des personnes issues de la société civile sont invitées à venir exploiter au sein même de l'institution les données produites par l'Assemblée sur son activité et celle des députés (5 105 euros).

La charge financière des Journées européennes du patrimoine (17 et 18 septembre 2016) a été, cette année, un peu plus élevée que les années précédentes (2014 : 2 148 euros ; 2015 : 2 723 euros ; 2016 : 4 818 euros) en raison des frais occasionnés par la confection et la pose de la bâche reprenant le visuel de la manifestation (3 348 euros). La fréquentation a été, en 2016, inférieure à celle de l'an dernier (environ 11 000 visiteurs sur les deux journées contre 16 000 en 2015), mais se maintient à un niveau élevé.

La participation de l'Assemblée à la Fête de la Musique (21 juin 2016) a, pour sa part, engendré des dépenses inférieures à 6 000 euros (5 930 euros au total).

- Les charges de production des images télévisées (article 6234), qui regroupent l'ensemble des prestations liées à la gestion de la régie audiovisuelle de l'Assemblée (séances dans l'Hémicycle, réunions des commissions, etc.), sont ramenées à 1,42 million d'euros en 2016, en baisse de 14,14 % par rapport à 2015 (1,65 million d'euros). Les charges imputées sur ce compte sont étroitement dépendantes du rythme de l'activité parlementaire.

En raison du nombre peu élevé d'heures de séances observé en 2016, les dépenses d'exploitation des installations de l'Hémicycle décroissent de 26,15 % (2015 : 760 095 euros ; 2016 : 561 309 euros). Les charges d'exploitation des salles de réunion des commissions affichent, pour leur part, une diminution plus faible (2015 : 604 050 euros ; 2016 : 586 541 euros, soit - 2,90 %).

- L'article 6235 (documents d'information et de communication) regroupe les dépenses relatives aux supports de communication courante à l'intention du public et celles de la mission éditoriale. Celles-ci repartent à la hausse en 2016 (+ 23,26 % à 56 762 euros) après la forte baisse (- 58,35 % à 46 050 euros) observée en 2015.

Cette évolution résulte de l'accroissement des frais de réimpression des supports de communication pour le public (2015 : 15 564 euros ; 2016 : 27 708 euros, soit + 78,03 %) : 205 000 brochures, dépliants et plaquettes ont été distribués en 2016 (dont 125 000 dépliants « Bienvenue à l'Assemblée nationale ») contre 135 000 en 2015 (dont 60 000 dépliants « Bienvenue »).

Outre ces publications, les crédits ont été, en 2016, consacrés principalement à :

- la conception graphique des cartes de vœux (20 056 euros) ;
- la mise à jour du numéro hors-série de la revue Beaux-Arts consacré à l'Assemblée nationale (8 937 euros).

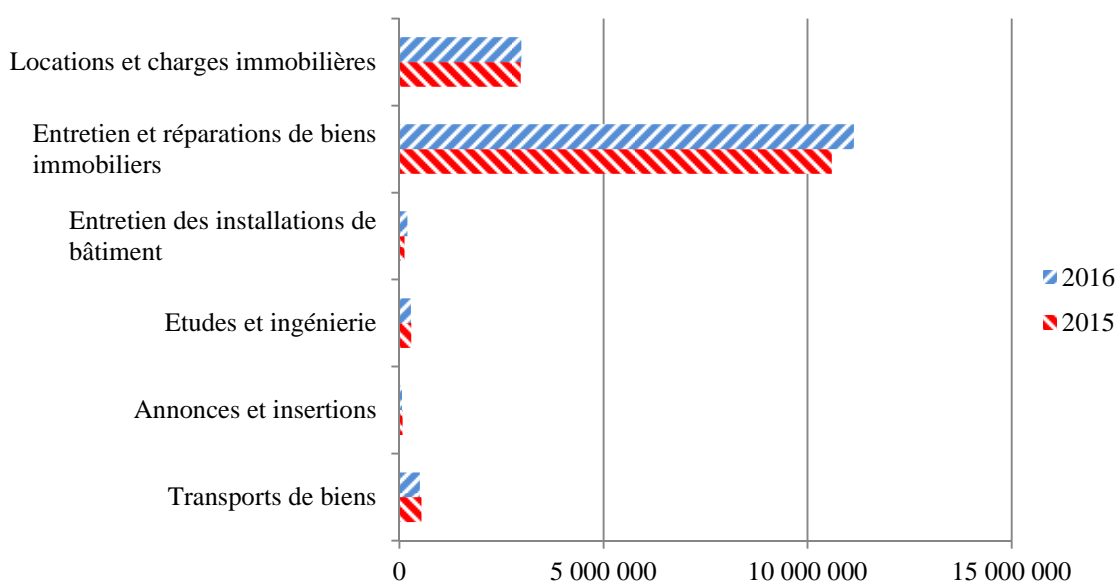


- Les charges de diffusion des images télévisées (article 6236) qui comprennent l'ensemble des dépenses afférentes à la diffusion d'images sur les chaînes de télévision hertzienne, avec le Sénat et le SERTE (Service d'exploitation de radio et de télévision) sont ramenées à 244 744 euros en 2016, contre 267 861 euros en 2015 (- 8,63 %). Cette évolution est essentiellement liée à la réduction de l'activité législative en 2016.

## b) Les dépenses immobilières

Les **charges de prestations extérieures liées à la gestion immobilière de l'Assemblée nationale** (articles 6132, 6151, 6152, 6223, 6231 et 6251) s'établissent en 2016 à 15,16 millions d'euros, en hausse de 3,81 % par rapport à 2015 (14,60 millions d'euros). Si certains postes sont relativement stables ou en légère baisse (locations, transports de biens, études et ingénierie), les charges d'entretien des installations sont en forte augmentation (+ 54,12 %). Les dépenses d'entretien et réparations des biens immobiliers poursuivent également leur progression (+ 5,09 % en 2016 après une hausse de 6,68 % en 2015). Les frais d'annonces et insertions sont, en revanche, en diminution sensible (- 20,80 %).

### Évolution des dépenses extérieures immobilières (2015-2016)



**Évolution des dépenses extérieures immobilières (2015-2016)**

(en euros)

Article budgétaire		2015	2016
6132	Locations et charges immobilières	2 970 772	2 984 564
6151	Entretien et réparation de biens immobiliers	10 593 916	11 132 929
6152	Entretien des installations de bâtiment	126 102	194 343
6223	Études et ingénierie	292 273	279 942
6231	Annonces et insertions	79 284	62 792
6251	Transports de biens	540 045	504 063
<b>TOTAL</b>		<b>14 602 392</b>	<b>15 158 633</b>

- Les dépenses relatives aux locations et charges immobilières (article 6132) passent de 2,97 millions d'euros en 2015 à 2,98 millions d'euros en 2016 (+ 0,46 %).

Cette progression est due, pour l'essentiel, à la revalorisation du principal indice<sup>13</sup> sur lequel sont indexés les loyers acquittés par l'Assemblée. En 2016, les coûts de location de bureaux (charges comprises) se sont répartis de la manière suivante :

- 2,50 millions d'euros au titre de l'immeuble du 110, rue de l'Université (+ 0,29 %) ;
- 0,48 million d'euros au titre de la location d'entrepôts à Aubervilliers (+ 1,40 %).

- Les dépenses d'entretien et de réparation des biens immobiliers (article 6151) poursuivent leur progression en 2016 (2014 : 9,93 millions d'euros ; 2015 : 10,59 millions d'euros ; 2016 : 11,13 millions d'euros en 2016, en hausse de 5,09 %).

La majeure partie de ces dépenses correspond à des contrats d'entretien et de maintenance et, pour plus de 80 %, à deux catégories de prestations : le nettoyage des locaux (44,86 % du total) et l'entretien des installations générales (41,52 % du total).

En dépit de la revalorisation des indices régissant l'indexation des contrats souscrits par l'Assemblée nationale pour l'entretien de ses bâtiments<sup>14</sup>, le coût du *nettoyage des locaux* diminue de 1,88 % (2015 : 5,09 millions d'euros ; 2016 : 4,99 millions d'euros) : la conclusion, en 2016, de nouveaux marchés de nettoyage pour le Palais-Bourbon et les immeubles sis 101-105, rue de l'Université (ensemble Jacques Chaban-Delmas) et 233, boulevard Saint-Germain a, en effet, permis d'obtenir des avantages tarifaires par rapport aux précédents contrats.

<sup>13</sup> Indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) représentatifs du niveau des prix à la consommation, de celui des prix de la construction neuve et de celui du produit intérieur brut en valeur : l'indice de référence appliqué aux bâtiments loués par l'Assemblée (février de l'année n-1) est passé de 107,44 pour les loyers 2015 à 107,86 pour les loyers 2016 (source INSEE).

<sup>14</sup> Indice BtoB relatif au prix de marché de nettoyage courant des bureaux, qui est passé en moyenne annuelle de 108,53 en 2015 à 109,35 en 2016 (source INSEE – série 81.21).

Ces dépenses se décomposent, par bâtiment, de la façon suivante :

- Immeuble du 3, rue Aristide Briand : 0,25 million d'euros ;
- Immeuble du 233, boulevard Saint-Germain : 0,27 million d'euros ;
- Palais-Bourbon et autres ensembles historiques : 2,09 millions d'euros ;
- Ensemble immobilier Jacques Chaban-Delmas : 2,24 millions d'euros ;
- Immeuble du 33, rue Saint-Dominique : 0,15 million d'euros.

Le coût de l'entretien des *installations générales* s'établit à 4,62 millions d'euros en 2016, en hausse de 0,36 million d'euros (+ 8,45 %) par rapport à 2015 (4,26 millions d'euros). Dans cet ensemble, plus de 90 % des dépenses (4,36 millions d'euros) sont constituées par les frais de mise en œuvre, sous la forme de prestations forfaitaires et d'interventions ponctuelles, des contrats de maintenance et d'entretien conclus dans les domaines représentatifs des installations techniques de l'Assemblée.

En 2016, le périmètre des secteurs techniques couverts (génie climatique, électricité de courant fort, électricité de courant faible, électromécanique, plomberie et sécurité incendie) s'est élargi à deux nouveaux domaines :

- la sûreté et la sécurité des bâtiments ;
- la protection des bâtiments contre les crues.

En matière de sûreté des bâtiments, deux nouveaux marchés, relatifs à la maintenance des dispositifs de sécurité connectés à la salle opérationnelle (logiciel de traitement et de partage des données, dit « logiciel d'hypervision » et équipements de vidéosurveillance) avaient été conclus en 2015 : les dépenses correspondantes, qui avaient été intégrées cette année-là dans la catégorie des installations de courant faible, se sont élevées à 0,27 million d'euros en 2016 (contre 0,14 million d'euros l'année précédente). Sous l'effet de cette réallocation, les dépenses d'intervention au titre du courant faible ont logiquement diminué en 2016 (2015 : 258 188 euros ; 2016 : 110 770 euros, soit - 57,10 %).

Dans le domaine de la protection contre les crues, un marché a été conclu spécifiquement en 2016 pour la maintenance des barrières acquises en 2005 pour protéger le Palais-Bourbon et l'ensemble immobilier Jacques Chaban-Delmas d'une montée des eaux à un niveau égal ou supérieur à la crue centennale de 1910. Les dépenses correspondantes se sont établies à 0,05 million d'euros en 2016.

Le renforcement de la sécurité des bâtiments a eu, par ailleurs, pour effet d'accroître les interventions (prévention et dépannages) sur les portes et barrières interdisant l'accès aux différents sites de l'Assemblée et, ainsi, d'augmenter les dépenses de maintenance des installations électromécaniques (2015 : 305 683 euros ; 2016 : 392 027 euros, soit + 28,25 %).

Au titre des secteurs d'intervention traditionnels, le principal poste de dépenses en valeur absolue (chauffage, ventilation et climatisation) affiche une progression de 0,12 million d'euros (+ 5,62 %) de ses dépenses en 2016 à 2,23 millions d'euros en raison des frais inhérents à la mise en place de nouveaux marchés dans le domaine du génie climatique (conduite des installations, maintenance des installations frigorifiques, etc.) : préparation des équipes et appropriation des travaux du précédent titulaire, définition du programme de maintenance et validation de l'inventaire des équipements.

Les dépenses d'entretien des installations de courant fort, qui avaient inclus les frais de maintenance des onduleurs en 2015, ont été, pour leur part, ramenées à leur périmètre habituel (remplacement de systèmes d'éclairage, dépannages sur les automates, les tableaux électriques, les générateurs, etc.). Elles ont représenté un montant de 0,62 million d'euros, contre 0,85 million d'euros l'année précédente (- 27 %).

Les autres dépenses *d'entretien courant des biens immobiliers* (1,52 million d'euros) sont également en augmentation (+ 0,27 million d'euros, soit + 22,07 %) par rapport à 2015 (1,24 million d'euros).

Elles comprennent le coût des petites interventions sur les bâtiments (peinture, revêtements de sols, stores, menuiserie, etc.) visant à l'entretien des infrastructures ou au remplacement de menus éléments. Les dépenses correspondantes, qui s'étaient déjà accrues sensiblement en 2015 (+ 46,41 % à 0,42 million d'euros), progressent à nouveau en 2016 (+ 0,21 million d'euros à 0,63 million d'euros, soit + 50,14 %) en raison notamment d'un nombre croissant d'interventions portant sur le rafraîchissement des locaux (raccords de peinture, réparation des toitures, remplacement de dalles ou de moquettes, etc.).

La catégorie des « autres dépenses d'entretien courant » comprend également les frais de maintenance des installations électroniques et d'entretien des espaces verts. Ce dernier poste de dépenses a sensiblement augmenté (+ 23,27 % à 0,21 million d'euros, contre 0,17 million d'euros en 2015) en raison du périmètre du marché conclu en 2016 pour l'entretien des jardins, élargi à des nouvelles catégories de prestations (remise en état des espaces verts après travaux, réparation des tuyaux d'arrosage, etc.). Les frais de maintenance des installations électroniques restent, pour leur part, globalement stables (2015 : 0,65 million d'euros ; 2016 : 0,67 million d'euros).

- Les charges d'entretien des installations de bâtiment ([article 6152](#)), qui regroupent les interventions (réparation et maintenance) effectuées sur des biens mobiliers ou éminemment spécifiques (onduleurs, mobilier de style, mobilier courant, appareils électriques et appareils audiovisuels), s'établissent à 194 343 euros en 2016, en hausse de 54,12 % par rapport à l'exercice 2015 (126 102 euros).

Les frais de *maintenance des onduleurs*, enregistrés sur les frais de *maintenance des installations générales* en 2015, redeviennent, à 73 030 euros, le premier poste de dépenses de l'article en 2016. Les charges d'entretien du *mobilier courant*, des *appareils électriques* et des *appareils audiovisuels* diminuent et s'établissent respectivement à 43 663 euros (- 1,73 %), 20 689 euros (- 14,94 %) et 501 euros (- 95,03 %).

Les dépenses *d'entretien du mobilier de style* se maintiennent à un niveau élevé (2015 : 45 344 euros ; 2016 : 56 459 euros, soit + 24,51 %) en raison, notamment, de la poursuite des opérations de restauration des boiseries de l'Hémicycle et de l'entretien de plusieurs tableaux.

- Les frais d'études et d'ingénierie du SAIP (article 6223) retracent deux types de dépenses : les études n'ayant pas donné lieu à travaux (infaisabilité technique, coût trop élevé) et celles qui ne peuvent pas, par nature, être rattachées à un élément d'actif (études préalables à des dépenses d'entretien ou pour lesquelles aucun projet d'investissement à plus ou moins long terme n'est envisagé).

En 2016, ces dépenses s'élèvent à 279 942 euros, soit une diminution de 4,22 % par rapport à 2015 (292 273 euros). Elles correspondent principalement aux mesures de surveillance de l'emmarchement situé sur la façade Nord du Palais-Bourbon (138 098 euros).

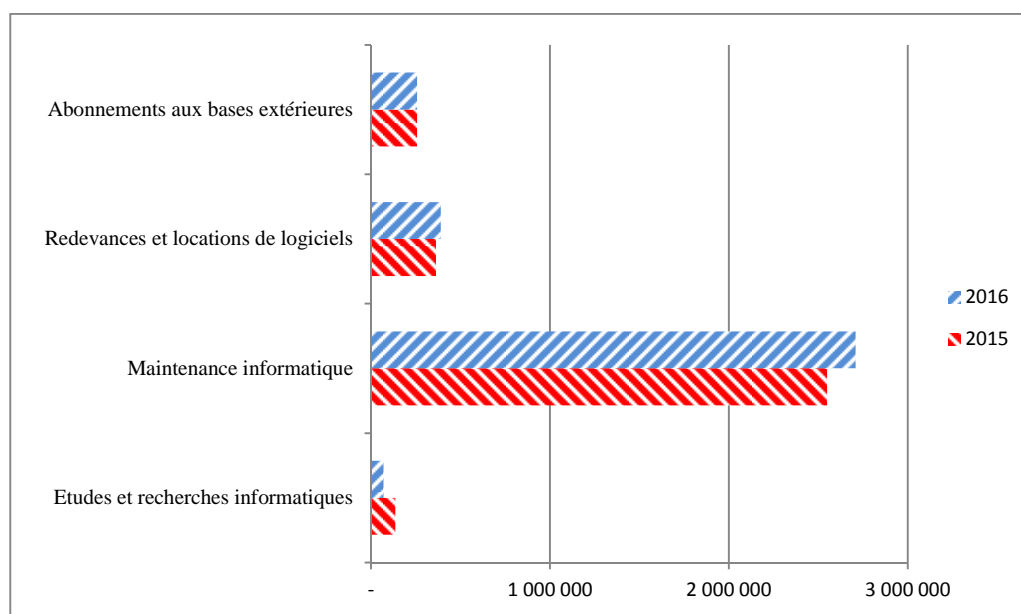
L'article 6231 (annonces et insertions) regroupe essentiellement les frais de publicité des marchés publics. Le niveau de dépenses dépend étroitement du rythme de lancement ou de renouvellement de marchés. Ces dépenses s'établissent en 2016 à 62 792 euros, en forte baisse (- 20,80 %) par rapport à l'année précédente (79 284 euros).

- Les crédits de l'article 6251 (transports de biens) permettent notamment de financer la location de véhicules de transports (bennes) dans le cadre de travaux immobiliers, le règlement de prestations de déménagement spécifiques, la collecte de déchets non recyclables ainsi que l'enlèvement et la destruction de papiers. Les dépenses constatées sont ramenées en 2016 à 504 063 euros, en baisse de 6,66 % par rapport à 2015 (540 045 euros).

### **c) Les dépenses informatiques**

Les **dépenses de prestations informatiques** (articles 6113, 6133, 6153 et 6171) s'établissent à 3,42 millions d'euros en 2016 (contre 3,30 millions d'euros en 2015), en hausse de 3,66 %. Comme en 2015, cette évolution est liée, pour l'essentiel, à la progression des charges de maintenance des matériels et logiciels (+ 0,16 million d'euros à 2,71 millions d'euros). Les dépenses d'études et recherches informatiques, qui s'étaient fortement accrues en 2015, sont, pour leur part, presque divisées par deux en 2016 (- 0,07 million d'euros à 0,07 million d'euros).

### Évolution des dépenses informatiques (2015-2016)



### Évolution des dépenses extérieures informatiques (2015-2016)

(en euros)

Article budgétaire		2015	2016
6113	Abonnements aux bases extérieures	256 259	255 118
6133	Redevances et locations de logiciels	360 741	388 547
6153	Maintenance informatique	2 547 185	2 707 414
6171	Études et recherches informatiques	133 956	67 921
<b>TOTAL</b>		<b>3 298 141</b>	<b>3 418 999</b>

- Le coût des abonnements (article 6113) à des bases informatiques extérieures juridiques, économiques, sociales et d'actualités (Europresse, Lexbase, Lamyline, etc.) reste quasiment stable en 2016 (2015 : 256 259 euros ; 2016 : 255 118 euros, soit - 0,45 %). Comme en 2014 et en 2015, les efforts de rationalisation des abonnements (Coface, Dalloz, etc.), couplés au regroupement en un seul marché de la fourniture d'accès aux bases de données de presse et de biographies, ont permis de compenser l'effet des revalorisations tarifaires prévues par les contrats en cours d'exécution.

- Le coût des redevances et locations informatiques (article 6133) s'établit à 388 547 euros, en progression (+ 7,71 %) par rapport à 2015 (360 741 euros).

Comme chaque année, la dépense la plus importante (48,67 %) correspond au marché d'infogérance de la gestion des fonds de sécurité sociale. Les coûts afférents à ce marché (hors affranchissement) sont quasiment stables d'une année sur l'autre (2015 : 187 181 euros ; 2016 : 189 095 euros, en hausse de 1,02 %). Les dépenses liées aux frais d'affranchissement

dans le cadre de la gestion des fonds de sécurité sociale sont, cette année, en diminution (45 620 euros en 2016 contre 51 937 euros en 2015, soit - 12,16 %).

Le compte regroupe, par ailleurs, le coût des abonnements Internet et téléphoniques pour les services de l'Assemblée nationale, qui s'accroît sensiblement en 2016 (2015 : 101 602 euros ; 2016 : 122 227 euros, soit + 20,30 %) sous l'effet d'un accès plus large au très haut débit. Il comprend également, en 2016, une dépense nouvelle portant sur l'acquisition de certificats numériques pour l'utilisation des fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'Assemblée (8 892 euros).

- Après la forte augmentation (+12,09 % à 2,55 millions d'euros) constatée en 2015, les dépenses de maintenance informatique (article 6153) continuent leur progression : elles s'élèvent en 2016 à 2,71 millions d'euros (+ 6,29 %).

Les frais de *maintenance des matériels* (système central, bureautique et réseaux) s'accroissent de 3,37 % pour s'établir à 1,02 million d'euros (contre 0,99 million d'euros en 2015).

Comme l'an dernier, le coût de la maintenance des équipements de réseau s'est accru entre 2015 et 2016 (+ 12,22 % à 0,53 million d'euros) à la suite de la diversification des installations intervenue au cours des années précédentes (cœurs de réseau, serveurs, etc.). Les dépenses de maintenance des matériels de bureautique sont, quant à elles, en légère baisse (- 4,73 %) à 0,42 million d'euros, ce qui traduit à la fois les effets du rajeunissement du parc ainsi que la volonté d'internaliser, autant que possible, les prestations de dépannage sans recourir à un prestataire extérieur.

Les dépenses liées au système central, qui comprennent notamment les frais de maintenance de la solution de gestion électronique des documents européens (EURODOC), évoluent peu en 2016 : elles sont ainsi ramenées au niveau constaté en 2014 (2014 : 0,07 million d'euros ; 2015 : 0,08 million d'euros ; 2016 : 0,07 million d'euros, soit - 5,47 %).

Les dépenses de *maintenance des logiciels* (système central, bureautique et réseaux) sont, en 2016 comme en 2015, en forte progression par rapport à l'année précédente (2014 : 1,05 million d'euros ; 2015 : 1,21 million d'euros ; 2016 : 1,35 million d'euros, en hausse de 11,04 %).

Dans cet ensemble, les frais de maintenance des logiciels du système central, qui constituent le principal poste de dépenses (47,78 % en 2016) de l'article, s'accroissent de 13,51 % à 1,29 million d'euros (contre 1,14 million d'euros en 2015). Sur deux ans (2014-2016), la hausse s'établit à 0,28 million d'euros (2014 : 1,02 million d'euros, soit + 27,04 %).

Cette augmentation significative est le résultat de la combinaison des trois facteurs suivants :

- le coût de la maintenance du progiciel comptable SAP, y compris au titre de sa tierce maintenance applicative, essentiellement sous l'effet de la mise à jour de son infrastructure technique et de l'acquisition de nouvelles licences utilisateurs en 2015 : frais de maintenance de 582 487 euros en 2016, contre 522 500 euros en 2015 (+ 11,48 %) et 500 440 euros en 2014 (+ 16,40 % en deux ans) ;

- l'élargissement du périmètre applicatif de l'Assemblée nationale, celui-ci se traduisant par de nouveaux coûts de maintenance, soit dès la mise en service de l'outil (11 986 euros par an, par exemple, pour l'extension de la solution d'archivage audiovisuelle déployée en 2016), soit après une première année (28 906 euros en 2016, par exemple, pour la maintenance de l'automate d'exploitation informatique acquis en 2014) ;
- les réévaluations tarifaires des contrats de maintenance portant sur des licences ou des applications plus anciennes (licences d'utilisation des systèmes de gestion de bases de données, logiciel de gestion de la maintenance des installations techniques immobilières GMAO, etc.)<sup>15</sup>.

Les dépenses de maintenance des logiciels de bureautique ont, en revanche, été ramenées à 49 057 euros en 2016, contre 64 333 euros en 2015 (- 23,75 %). En effet, les frais de maintenance d'une application de gestion du câblage et des implantations électriques (10 375 euros en 2015) sont désormais rattachés comptablement à la catégorie des dépenses de maintenance des logiciels du système central.

Les frais de maintenance des logiciels de réseau ont, pour leur part, été réduits de 42,36 % (2015 : 10 833 euros ; 2016 : 6 245 euros) à la suite de l'arrêt d'un marché de maintenance d'une solution d'authentification des accès au réseau (8 518 euros en 2015).

Les coûts *d'assistance informatique aux députés* diminuent en 2016, passant de 292 684 euros en 2015 à 285 503 euros en 2016 (- 2,45 %) sous l'effet de l'internalisation croissante des interventions.

Les dépenses *d'entretien du système de vote électronique* se sont maintenues, en 2016, au même niveau qu'en 2014 et en 2015 (49 200 euros), ce qui correspond aux tarifs du marché renégocié à des conditions avantageuses en 2013.

- Les dépenses d'études et de recherches informatiques (article 6171) qui, depuis 2014, recouvrent les frais d'études ne donnant directement lieu à aucun développement informatique ni à aucune intervention de maintenance, sont quasiment divisées par deux en 2016 (2015 : 133 956 euros ; 2016 : 67 921 euros, soit - 49,30 %).

Les principales prestations d'études et d'assistance informatiques menées en 2016 ont eu trait :

- à la poursuite de l'audit des accès externes et internes au système d'information de l'Assemblée nationale engagé en 2015 (32 250 euros) ;
- à la mise en œuvre d'un audit de sécurité spécifique au progiciel comptable SAP (11 068 euros).

<sup>15</sup> L'indice SYNTEC servant de référence aux révisions de prix des marchés de maintenance informatique est passé en moyenne de 2 459,33 en 2014 à 2 504,33 en 2015, puis à 2 554,58 en 2016 (+ 2,01 % entre 2015 et 2016 et + 3,87 % sur deux ans).



**d) Les autres dépenses****Évolution des autres dépenses de services extérieurs (2015-2016)***(en euros)*

Article ou chapitre budgétaire		2015	2016
6134	Locations de réseaux privés de transmission	4 434	1 410
6135	Locations de matériel de communication	122 167	101 971
6136	Locations de photocopieurs	36 539	44 781
6137	Locations de matériel de transport	45 283	30 382
6138	Locations de matériel divers	418 882	430 324
6139	Autres locations	338 663	374 752
6154	Entretien du matériel de communication	201 370	216 670
6155	Maintenance du matériel	635 860	615 379
6156	Entretien des livres et objets anciens	201 796	83 523
6157	Entretien des installations de transport	68 307	77 953
6158	Entretien du laboratoire photographique	1 760	5 512
6161	Assurances des biens et personnes	252 909	248 150
6165	Assurances des véhicules	90 674	89 007
6172	Documentation de la Bibliothèque	204 191	185 728
6173	Documentation européenne	25 042	50 618
6174	Achats de documents pour diffusion	1 392	-
6175	Abonnements	807 533	750 548
6181	Subventions et libéralités	966 706	778 989
6182	Subventions et indemnités repas	1 031 584	984 188
6211	Personnel intérimaire et mis à disposition	1 480 229	1 400 187
6221	Honoraires d'experts et d'avocats	324 983	322 704
6222	Études et expertises des Commissions	193 229	215 780
6226	Autres honoraires	-	-
6241	Impressions parlementaires	234 611	218 152
6243	Impressions techniques	5 894	4 595
6252	Transport du personnel	586 686	503 496
6261	Frais de courrier	3 671 880	4 166 597
6262	Frais de télécommunication	325 112	305 094
629	Régies d'avances	3 300	2 524
<b>TOTAL</b>		<b>12 281 018</b>	<b>12 209 017</b>

• Les dépenses de locations de matériel de communication (article 6135), c'est-à-dire le coût de la location des machines à affranchir (ou assimilées), sont ramenées en 2016 à 101 971 euros (contre 122 167 euros en 2015, soit - 16,53 %). Le réalisé de l'année 2015 avait, en effet, été légèrement surévalué en raison de l'enregistrement d'une facture de location de 18 541 euros relative au quatrième trimestre 2014 qui n'avait, pu, pour des raisons matérielles, être rattachée comptablement à cet exercice.

- Les crédits de location de matériels divers (article 6138) permettent de financer la location de matériel de sonorisation et techniques pour les salles de réunion et de matériels divers nécessaires pour la réalisation de travaux (échafaudages, nacelles, matériels d'éclairage).

L'évolution des dépenses est en lien direct avec le nombre de réunions et colloques organisés à l'Assemblée nationale et, de manière indirecte, avec le rythme de l'activité parlementaire.

En 2016, les dépenses de location progressent légèrement (+ 2,73 %) pour s'établir à 430 324 euros (418 882 euros en 2015). Elles comprennent, cette année, le coût des divers équipements (matériels de vidéo-projection, éclairage scénique, installations de captation audiovisuelle et de sonorisation, etc.) loués dans le cadre de l'organisation de plusieurs colloques organisés à l'Hôtel de Lassay, notamment :

- le colloque « *Refaire la démocratie* », du 5 au 7 octobre 2016 (7 446 euros) ;
- l'ouverture du colloque « *L'Assemblée nationale et les avis du Conseil d'État* » ainsi que la clôture du *data camp* organisé dans l'enceinte de l'Assemblée nationale les 25 et 26 novembre 2016 (7 495 euros au total) ;
- la tenue, du 7 au 9 décembre 2016, du sommet mondial du « *Partenariat pour un gouvernement ouvert* », initiative multilatérale visant à promouvoir la transparence de l'action publique (13 564 euros).

- Les dépenses relatives aux autres locations (article 6139) comprennent, pour une large part, les frais (loyers et charges) occasionnés par la location d'emplacements de stationnement à proximité de l'esplanade des Invalides.

Ceux-ci avaient été fortement réduits en 2015 (- 28,26 % à 232 541 euros) à la suite de la décision de l'Assemblée nationale de réduire le nombre de places louées de 130 à 102 et à la réduction obtenue sur la part du loyer acquittée en 2014 pour les emplacements libérés. En 2016, en l'absence de toute refaction, ces dépenses sont revenues à leur niveau habituel (261 229 euros, en hausse de 12,34 % par rapport à 2015). Au total, les dépenses de l'article augmentent de 10,66 % à 374 752 euros (contre 338 663 euros en 2015).

- Les dépenses d'entretien du matériel (article 6155) diminuent globalement de 3,22 % à 615 379 euros en 2016 (contre 635 860 euros en 2015).

Dans cet ensemble, les dépenses *d'entretien des équipements de cuisine* (cuiseurs-vapeurs, meubles réfrigérés, etc.) repartent à la hausse en 2016 (2015 : 118 903 euros ; 2016 : 139 898 euros, soit + 17,66 %) tout en restant bien en deçà des réalisés des exercices 2013 (165 694 euros) et 2014 (146 720 euros). Si la part forfaitaire du marché de maintenance des matériels de cuisine reste globalement stable d'une année sur l'autre (2015 : 93 681 euros ; 2016 : 91 237 euros, soit - 2,61 %), les interventions ponctuelles ont été plus nombreuses en 2016 qu'au cours de l'année précédente, notamment dans les cuisines du 101, rue de l'Université et du 233, boulevard Saint-Germain (+ 35,10 % à 27 053 euros) et dans les buvettes (+ 110,76 % à 10 954 euros).

Le second poste de dépenses, dédié à *l'entretien des articles de linge* utilisés à l'Assemblée (linge pour les réceptions, linge courant, etc.) diminue de 6,74 %

(2015 : 194 330 euros ; 2016 : 181 225 euros), principalement grâce aux avantages tarifaires obtenus par l'Assemblée nationale lors de la renégociation en 2016 du marché d'entretien du linge des bureaux avec canapés-lits situés dans l'immeuble sis 110, rue de l'Université.

Les frais de *maintenance des photocopieurs* correspondent à une redevance contractuelle établie en fonction du nombre de copies effectuées et, dès lors, du niveau d'activité de l'Assemblée. Ils s'affichent logiquement en baisse en 2016 (2015 : 293 253 euros ; 2016 : 262 295 euros, soit - 10,56 %), la diminution étant particulièrement sensible pour les impressions couleurs (2015 : 109 325 euros ; 2016 : 94 568 euros, soit - 13,50 %).

Les dépenses *d'entretien des autres matériels de bureau* (machines de mise sous pli, destructeurs de documents, etc.) sont, à 57 euros près, identiques en 2016 (11 983 euros) à celles de 2015 (12 040 euros).

- L'article 6161 (assurance des biens et personnes) enregistre à titre principal le paiement des primes des diverses polices d'assurance souscrites par l'Assemblée nationale pour la protection des personnes et des biens : responsabilité civile, frais médicaux des stagiaires accueillis à l'Assemblée, contrat d'assistance lors des missions parlementaires effectuées à l'étranger et dommages aux biens.

Les dépenses sur ce compte sont, à 248 150 euros, en légère diminution en 2016 (- 1,88 %) par rapport à 2015 (252 909 euros), des conditions tarifaires plus avantageuses ayant été obtenues lors de la renégociation du contrat d'assurance responsabilité civile à la fin de l'année précédente (2015 : 11 263 euros ; 2016 : 5 450 euros, soit - 51,61 %). Le principal contrat d'assurance (dommage aux biens) a, pour sa part, représenté une dépense globale de 231 929 euros en 2016, contre 233 458 euros en 2015 (- 0,65 %).

- L'article 6175 (abonnements) regroupe l'ensemble des dépenses d'abonnement : périodiques et supports documentaires, agences de presse (AFP et REUTERS), veille médiatique (alerte média) et Journaux Officiels.

Le principal poste (périodiques et supports documentaires) affiche, en 2016, une diminution de 10,11 % après la hausse de 9,17 % constatée en 2015 (2014 : 450 067 euros ; 2015 : 491 324 euros ; 2016 : 441 538 euros).

Cette évolution s'explique, tout d'abord, par le retour à un rythme normal de dépenses après une année 2015 marquée par un accroissement significatif (+ 9,17 %) dont les origines, essentiellement techniques, tenaient à l'amélioration du suivi comptable des charges constatées d'avance. Elle est liée, par ailleurs, à la réduction du nombre d'abonnements obtenue dans le cadre d'une démarche de sensibilisation des utilisateurs.

Les dépenses d'accès aux agences de presse sont en légère augmentation d'un exercice à l'autre (2015 : 290 373 euros ; 2016 : 297 566 euros, soit + 2,48 %).

Le coût de la veille médiatique, qui évolue en fonction du nombre de mots-clés déclenchant les alertes médias, est, par nature, extrêmement volatile : après la forte hausse constatée en 2015 (+ 83,65 % à 25 395 euros), les dépenses sont ramenées à 11 445 euros en 2016 (- 54,93 %).

- Les dépenses de subventions et libéralités (article 6181), s'établissent à 778 989 euros en 2016, en forte baisse (- 19,42 %) par rapport à 2015 (966 706 euros).

Les subventions versées à la Boutique (331 424 euros), pour couvrir les rémunérations de ses personnels contractuels, et à l'Association sportive et culturelle de l'Assemblée nationale (ASCAN), pour un montant de 120 000 euros, ont été reconduites à l'identique en 2016. Une subvention d'équilibre, d'un montant (100 000 euros) plus faible en 2016 qu'en 2015 (255 000 euros) a, par ailleurs, été versée à l'Association de gestion des restaurants de l'Assemblée nationale (AGRAN).

Sur ce compte a été imputée en 2016, comme en 2015, une subvention au Groupe des anciens députés (53 000 euros). Aucune subvention n'a, en revanche, été allouée en 2016 au salon de coiffure contrairement à ce qui s'était produit en 2015 (23 145 euros).

- Les subventions et indemnités repas (article 6182) sont globalement en diminution de 4,59 % par rapport à 2015 (0,98 million d'euros en 2016 contre 1,03 million d'euros l'année précédente).

Elles comportent deux postes principaux :

- la subvention de fonctionnement versée à l'AGRAN, qui progresse de 6,56 % pour s'établir à 544 311 euros (510 819 euros en 2015) en raison, non seulement, de l'accroissement du nombre de repas servis (216 422 en 2016 contre 210 841 en 2015), mais aussi des revalorisations successives du montant du différentiel versé pour chaque repas décidées par le Collège des Questeurs en 2015 et en 2016 ;
- les charges de repas d'astreinte, qui évoluent en fonction du niveau d'activité parlementaire : elles ont été ramenées à 228 847 euros en 2016, contre 246 929 euros en 2015 (- 7,32 %).

Les remboursements effectués à l'AGRAN au titre de ses frais de personnel ont, pour leur part, été réduits de 22,94 % (2015 : 273 837 euros ; 2016 : 211 031 euros). L'association a, en effet, été moins contrainte que l'an dernier de recourir à des contrats à durée déterminée de courte durée (contrat d'extras) pour couvrir des besoins spécifiques.

- Les dépenses de l'article 6211 (personnels intérimaires et mis à disposition), globalement en baisse de 5,41 % à 1,40 million d'euros (1,48 million d'euros en 2015), comprennent principalement, comme chaque année, les deux postes suivants :

- les charges des *personnels mis à disposition de l'Assemblée* (essentiellement les frais de personnel de la brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris et de la Garde républicaine) : représentant traditionnellement plus de 80 % des dépenses totales de l'article (95,06 % en 2016), elles sont en légère hausse (1,33 million d'euros en 2016 contre 1,26 million d'euros en 2015, soit + 5,34 %) en raison de la prise en charge par l'Assemblée des équipements de sécurité renforcée alloués aux Gardes républicains à la suite des attaques terroristes du 13 novembre 2015 à Paris ;
- la prise en charge des *personnels intérimaires* recrutés pour faire face aux éventuelles absences de longue durée de personnels indispensables à la continuité du service (secrétaires de personnalités politiques, personnel technique, etc.). La forte baisse des dépenses constatée en 2016 (2015 : 216 612 euros ; 2016 : 69 153 euros, soit - 68,08 %)

est liée, pour l'essentiel, à un recours limité des services à des intérimaires sur des postes techniques, contrairement à ce qui s'était produit en 2015.

- Les honoraires d'experts et d'avocats ([article 6221](#)) se maintiennent en 2016 à peu près au même niveau qu'en 2015 (2015 : 324 983 euros ; 2016 : 322 704 euros, soit - 0,70 %).

Les *honoraires d'experts* regroupent, comme chaque année, le règlement de diverses expertises réalisées dans le cadre de l'établissement des comptes annuels, notamment l'évaluation actuarielle des engagements sociaux de l'Assemblée nationale (16 200 euros en 2016, soit la même somme qu'en 2015).

Ils comprennent également les missions d'assistance et d'accompagnement effectuées dans le cadre de la mise en œuvre d'une réforme réglementaire ou de la mise en place d'un nouveau dispositif de gestion : ainsi, la traduction, dans les états financiers de l'Assemblée nationale de l'exercice 2015, des résultats de l'inventaire physico-comptable des immobilisations effectué à la demande du certificateur des comptes a nécessité le recours à une assistance extérieure au début de l'année 2016 (95 274 euros au total). La passation, cette année, d'une délégation de service public pour des prestations de restauration rapide et les perspectives de renouvellement du marché de téléphonie pour les députés de la future législature en 2017 se sont également traduites par des dépenses préalables d'assistance à maîtrise d'ouvrage (respectivement 18 000 euros et 9 645 euros).

Au total, les *honoraires d'experts* s'établissent à 158 110 euros en 2016, contre 230 326 euros en 2015 (- 31,35 %).

Les *honoraires d'avocats et huissiers* s'établissent en 2016 à 164 594 euros contre 94 657 euros en 2015 (+ 73,88 %). Ils correspondent, à titre principal, aux demandes de consultations spécialisées adressées par les services de l'Assemblée et à la gestion des contentieux (essentiellement la division de la Réglementation et du contrôle des marchés, le service des Ressources humaines et le service de la Gestion financière et sociale).

- Les dépenses correspondant aux études et expertises des commissions ([article 6222](#)), qui incluent les études des commissions permanentes, des commissions d'enquête et des missions d'information ainsi que les travaux du Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (CEC), progressent de 11,67 % pour s'établir à 215 780 euros en 2016 (193 229 euros en 2015).

Au titre des études, l'Assemblée nationale a contribué à hauteur de 13 500 euros au financement de l'expertise demandée conjointement par les commissions des Finances des deux assemblées dans le cadre du groupe de travail sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement du groupe communal.

Les travaux des commissions d'enquête et des missions d'information ont représenté, pour leur part, un montant global de 66 343 euros, dont 58 872 euros pour la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme et 7 329 euros pour celle portant sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français.

Le coût des travaux du Comité d'évaluation et de contrôle, qui s'était sensiblement accru en 2015 (2014 : 7 533 euros ; 2015 : 139 618 euros), se maintient à un niveau similaire

en 2016 (135 987 euros, en baisse de 2,64 %). La dépense la plus importante correspond à l'étude préalable à l'évaluation, rendue publique le 26 octobre 2016, du non-recours aux minima sociaux et aux soins des personnes en situation de précarité sociale (133 080 euros).

- Les charges d'impressions parlementaires (article 6241) sont en diminution (- 7,02 %) par rapport à l'exercice 2015 (218 152 euros, contre 234 611 euros).

Le nombre de pages de rapports soumis pour impression à un prestataire extérieur a, en effet, été ramené à 18,65 millions, contre 19,27 millions l'année précédente (- 3,23 %).

Parmi les 1 521 documents publiés en 2016 (1 319 en 2015), plus de la moitié (860 documents, soit 56,54 %) a été réalisée en interne par l'atelier de reprographie.

- Les dépenses de transport du personnel (article 6252), à hauteur de 503 496 euros en 2016 contre 586 686 euros en 2015 (- 14,18 %), varient en proportion de l'activité législative constatée. La majeure partie de ces dépenses correspond, comme chaque année (454 790 euros, soit 90,33 % du réalisé), à la prise en charge du rapatriement collectif des personnels à l'issue des séances de nuit.

- Les frais de courrier (article 6261) s'établissent à 4,17 millions d'euros en 2016, contre 3,67 millions d'euros en 2015 (+ 13,47 %). Il s'agit de la troisième hausse consécutive après celle constatée en 2014 (+ 2,90 % à 3,24 millions d'euros) puis en 2015 (+ 13,34 %).

Cette évolution résulte, tout d'abord, du recours de plus en plus fréquent des députés aux nouveaux moyens de communication pris en charge dans le cadre des dépenses plafonnées d'affranchissement, à savoir la distribution en circonscription de plis non adressés par porteur et l'envoi de courriels ou SMS en nombre : le nombre de députés concernés par l'un ou l'autre de ces deux dispositifs s'est élevé respectivement à 123 et 54 en 2016, contre 92 et 30 en 2015.

L'augmentation des dépenses est liée, par ailleurs, à la reprise du trafic postal en 2016 (+ 1,18 % à 4,05 millions de plis affranchis) après trois années consécutives de baisse (2012 : 5,07 millions de plis ; 2013 : 4,62 millions ; 2014 : 4,16 millions ; 2015 : 4 millions). Les envois effectués par les députés, qui représentent près de 90 % du total de plis, progressent de 1,26 % pour s'établir à 3,64 millions de plis en 2016 (3,59 millions en 2015). Les plis adressés par les services ont, pour leur part, été ramenés à 0,18 million en 2016, contre 0,20 million l'année précédente (- 9,70 %). Les autres catégories de plis s'élèvent à 0,23 million (0,21 million en 2015, soit + 10,10 %).

- Les frais des télécommunications passées au départ de l'Assemblée nationale (article 6262) sont en baisse en 2016 pour le cinquième exercice consécutif (2011 : 0,53 million d'euros ; 2012 : 0,45 million d'euros ; 2013 : 0,42 million d'euros ; 2014 : 0,38 million d'euros ; 2015 : 0,33 million d'euros ; 2016 : 0,31 million d'euros, soit - 6,16 % par rapport à l'année précédente).

Les frais relevant du marché passé avec le principal opérateur de téléphonie fixe de l'Assemblée ont représenté, avec 130 524 euros, plus de 40 % des dépenses de cet article (42,78 % en 2016). La diminution constatée par rapport à 2015 (155 747 euros,

soit - 16,19 %) est, pour l'essentiel, liée à la baisse des consommations dans un contexte de moindre activité parlementaire.

Les charges des lignes de *communication mobiles* et des *liaisons spécialisées* se sont élevées globalement à 80 724 euros en 2016, contre 74 759 euros l'année précédente (+ 7,98 %). L'exercice 2015 avait été marqué par une grande modération des communications hors forfait.

Le solde des dépenses imputées sur ce compte (soit 93 846 euros) correspond, comme en 2015, aux abonnements et consommations des lignes et liaisons des locaux du Parlement à Versailles, ainsi qu'aux frais des lignes analogiques et Numéris du Palais-Bourbon conservées en cas de défaillance de l'opérateur titulaire du marché principal.

### 3. Les impôts, taxes et versements assimilés (titre 63)

Les charges d'impôts, taxes et versements assimilés décroissent de 1,39 % (2015 : 4,19 millions d'euros ; 2016 : 4,13 millions d'euros).

- Assis sur les rémunérations versées aux personnels, le versement au Syndicat des transports parisiens (article 6330) diminue de 0,67 % à 3,36 millions d'euros en dépit de l'effet en année pleine de la modification de son taux, porté à 2,85 % par le STIF le 1<sup>er</sup> juillet 2015 (contre 2,7 % auparavant).

- La baisse de 1,02 % du montant des impôts locaux (article 6350) auxquels l'Assemblée nationale est assujettie (2015 : 778 172 euros ; 2016 : 770 269 euros) résulte essentiellement de la réduction des tarifs de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France en 2016 (2015 : 497 048 euros ; 2016 : 492 753 euros)<sup>16</sup>.

La somme acquittée au titre de la taxe additionnelle sur les surfaces de stationnement est, pour sa part, quasiment stable à 69 764 euros (70 432 euros en 2015). Le montant des redevances pour occupation de la voirie et des réseaux d'assainissement progresse, en revanche, légèrement à 104 021 euros (102 312 euros en 2015, soit + 1,67 %) en raison, notamment, du règlement à la ville de Paris d'une nouvelle redevance relative aux barrières anti-crue.

Le montant dû au titre de la taxe de balayage est resté stable en 2016 pour le quatrième exercice consécutif à 0,06 million d'euros.

<sup>16</sup> Les tarifs de la taxe sont actualisés en fonction de l'indice du coût de la construction (article 231 *ter* du Code général des impôts), qui a diminué de 1,17 % sur la période de référence retenue pour 2016 (entre le troisième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015).

- En 2016, aucune contribution n'a été versée par l'Assemblée nationale au fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (article 6380) compte tenu, notamment, des travaux d'accessibilité pour les personnes handicapées effectués dans les locaux de l'Assemblée nationale en 2015 (mise en conformité d'ascenseurs, aménagements de sanitaires, création de refuges adaptés, etc.).

#### 4. Les charges de personnel (titre 64)

Les charges de personnel comprennent les frais de rémunération des personnels statutaires et contractuels de l'Assemblée nationale et de la Présidence ainsi que les charges sociales.

Ces dépenses (172,14 millions d'euros en 2016) s'affichent en diminution (- 2,04 %, soit une baisse de 3,58 millions d'euros) par rapport à l'exercice 2015 (175,72 millions d'euros). Compte tenu de cette décroissance, leur part dans la section de fonctionnement poursuit la diminution constatée depuis deux ans (2013 : 35,41 % ; 2014 : 34,68 % ; 2015 : 34,59 % ; 2016 : 34 %).

Dans cet ensemble, les dépenses de rémunération présentent une nouvelle baisse en 2016 (- 3,53 % à 121,39 millions d'euros), après une première réduction observée en 2014 (- 6,88 % à 126,08 millions d'euros) et une deuxième en 2015 (- 0,19 % à 125,84 millions d'euros).

Cette diminution intervient en dépit de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique de 0,6 % décidée par le Gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016 (décret n° 2016-670 du 25 mai 2016). Elle est liée, tout d'abord, à la réduction du rythme de l'activité parlementaire, qui a un effet sur le montant des rémunérations versées au titre des travaux supplémentaires : le nombre d'heures de séance, qui est un indicateur de cette activité, s'est établi à 943 h 40 en 2016 contre 1 133 h 20 en 2016 (- 16,8 %).

La réduction des dépenses traduit également les effets de mesures plus structurelles, en l'occurrence la poursuite de la réduction du nombre de fonctionnaires. Sur les 47 départs à la retraite enregistrés en 2016, 12 n'ont pas donné lieu à remplacement : le nombre de fonctionnaires s'établit ainsi à 1 132 au 1<sup>er</sup> janvier 2017, contre 1 144 au 1<sup>er</sup> janvier 2016. La baisse cumulée des effectifs de fonctionnaires, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (1 263) atteint ainsi 10,37 %. Les effectifs des personnels contractuels passent, pour leur part, à 160 emplois au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (contre 131 début 2016).

Les charges sociales sont constituées, pour l'essentiel, des dépenses liées à la caisse de retraites du personnel, des prestations directes et des autres charges sociales. Elles poursuivent leur progression et s'établissent à 50,74 millions d'euros en 2016, contre 49,88 millions d'euros l'année précédente (+ 1,72 %). Comme chaque année, l'évolution de ces charges reflète le rythme des départs en retraite, qui s'est maintenu à un niveau élevé en 2016.



### a) Les personnels statutaires

Parmi les dépenses de rémunérations des **personnels statutaires (chapitre 641)**, celles assises sur l'évolution du point d'indice, diminuent de 0,41 % en 2016 pour s'établir à 74,07 millions d'euros (contre 74,38 millions d'euros en 2015). Elles comprennent :

- le traitement de base, inscrit à l'article 6411, pour un montant de 50,77 millions d'euros en 2016 (50,99 millions d'euros en 2015, soit - 0,44 %) ;
- l'indemnité de législature, fixée en fonction du traitement de base et inscrite à l'article 6412, pour un montant de 23,31 millions d'euros en 2016 (23,38 millions d'euros en 2015, soit - 0,34 %).

Ces deux comptes sont en diminution constante sur la période 2012-2016, leur baisse cumulée depuis 2012 (77,38 millions d'euros) dépassant les 3 millions d'euros (- 3,31 millions d'euros, soit - 4,27 %). L'évolution observée en 2016 résulte, comme les années précédentes, du non-remplacement d'une partie des départs à la retraite. Le nombre de points à rémunérer a, ainsi, de nouveau diminué cette année par rapport à l'exercice 2015 (2012 : 741 947 points ; 2013 : 724 817 points ; 2014 : 718 625 points ; 2015 : 712 901 points ; 2016 : 707 514 points, soit une baisse de 0,76 %).

Ces efforts de réduction des effectifs ont permis de compenser largement les effets du relèvement de la valeur du point d'indice de la fonction publique à 55,8969 euros à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016 (55,5635 euros sur la période précédente, soit + 0,6 %).

Les dépenses inscrites au titre des travaux supplémentaires (article 6413) comprennent :

- les heures supplémentaires, qui s'établissent à 286 408 euros en 2016, contre 262 271 euros en 2015 (+ 9,20 %) ;
- les indemnités pour travaux supplémentaires qui sont directement corrélées au rythme de l'activité parlementaire et sont réduites de 12,16 % en 2016 pour s'établir à 23,01 millions d'euros (contre 26,20 millions d'euros en 2015).

Les versements des prestations familiales et du supplément familial enregistrés sur les articles 6415 et 6416 dépendent de l'évolution du nombre et de la situation familiale des bénéficiaires, ainsi que du contexte réglementaire applicable. La forte diminution (- 19,07 % à 1,19 million d'euros, contre 1,47 million d'euros en 2015) des prestations familiales constatée en 2016 traduit les effets en année pleine du mécanisme de modulation en fonction du revenu mis en place à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015. Le supplément familial est, pour sa part, ramené à 0,46 million d'euros (0,47 million d'euros en 2015, soit - 2,51 %).

Enfin, 41 allocations de fin de carrière ont été versées en 2016 (43 en 2015). Les dépenses effectuées au titre de cette indemnité, qui dépend du niveau de rémunération des fonctionnaires concernés, s'élèvent à 456 525 euros en 2016, contre 412 280 euros en 2015 (+ 10,73 %).

## b) Les personnels contractuels

Les charges de rémunération des **personnels contractuels (chapitres 642 et 643)** sont, de nouveau, en progression (+ 6,60 %) à 10,25 millions d'euros en 2016 après la hausse (+ 7,04 % à 9,61 millions d'euros) constatée en 2015. Depuis deux ans, l'effectif global de ces personnels s'est, en effet, sensiblement accru : 160 contractuels au 1<sup>er</sup> janvier 2017, contre 131 au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et 115 au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (+ 39,13 % en deux ans).

- Les dépenses du **chapitre 642 (personnels contractuels de l'Assemblée nationale)**, qui regroupent les charges de rémunération de l'ensemble des contractuels, hors Présidence, ainsi que les gratifications allouées aux apprentis et stagiaires, augmentent de 14,57 % pour s'établir à 7,64 millions d'euros en 2016 (contre 6,67 millions d'euros en 2015).

L'Assemblée procède, en effet, de plus en plus, au recrutement de personnels contractuels pour faire face à ses besoins sur des postes techniques : on dénombrait ainsi 89 contractuels en poste dans les services de l'Assemblée, contractuels à statut non compris, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, contre 65 au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice précédent. Les postes pourvus en 2016 correspondent, pour l'essentiel, à des emplois de cuisinier, d'ingénieur et de conducteur de travaux, de coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (SPS), de bibliothécaire et d'informaticien.

Par ailleurs, l'Assemblée accueille chaque année un nombre important d'apprentis (37 en 2016, contre 36 en 2015 et 21 en 2014) et, surtout, de plus en plus de stagiaires (90 en 2016, contre 62 en 2015 et 57 en 2014).

- Les dépenses du **chapitre 643 (personnels contractuels de la Présidence)**, qui comprennent principalement les charges de rémunération de l'ensemble des contractuels de la Présidence (membres du cabinet, secrétaires et employés du service courrier), ont été réduites de 11,44 % à 2,61 millions d'euros (contre 2,94 millions d'euros en 2015) en raison d'un renouvellement des équipes en cours d'année et du niveau de rémunération globalement moins élevé attribué aux nouveaux arrivants. L'effectif de ces personnels était de 36 au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (contre 34 au 1<sup>er</sup> janvier 2016).

- Les **indemnités de chômage (chapitre 644)**, correspondent à l'indemnisation des contractuels en fin de contrat n'ayant pas retrouvé d'emploi, l'Assemblée nationale étant son propre assureur pour le risque chômage. Le nombre de contractuels indemnisés a fortement baissé depuis l'an dernier, passant de 11 au 31 décembre 2015 à 6 à la fin de l'exercice 2016. En moyenne, 8,7 contractuels ont ainsi été indemnisés au cours de l'année 2016 (contre 14,3 au cours de l'exercice 2015). C'est la raison pour laquelle la charge correspondante a diminué, passant de 0,39 million d'euros en 2015 à 0,16 million d'euros en 2016 (- 59,97 %).

## c) Les charges de sécurité sociale et de prévoyance

Les dépenses imputées sur le **chapitre 645 (charges de sécurité sociale et de prévoyance)** comprennent la contribution au fonds de sécurité sociale du personnel, la contribution et la subvention à la caisse de retraites du personnel, les cotisations versées aux URSSAF et aux caisses de retraite complémentaire pour les personnels contractuels et la

contribution solidarité autonomie. Ces charges s'établissent à 48,37 millions d'euros en 2016 (contre 47,57 millions d'euros en 2015), en hausse de 0,80 million d'euros (+ 1,68 %).

La contribution au fonds de sécurité sociale du personnel de l'Assemblée nationale (article 6451), qui correspond à la part patronale de l'ensemble des cotisations de sécurité sociale, est assise sur l'évolution des traitements de base. En 2016, elle diminue logiquement de 0,41 % à 3,82 millions d'euros (contre 3,84 millions d'euros en 2015).

En revanche, la contribution et la subvention d'équilibre à la caisse de retraites du personnel (article 6452) poursuivent leur progression (+ 1,52 % à 41,76 millions d'euros en 2016, contre 41,13 millions d'euros en 2015). Cette hausse s'explique par :

- la hausse de la contribution qui représente la part patronale des cotisations, les taux de cotisations ayant été de nouveau relevés en 2016 (1<sup>er</sup> janvier 2015 : 9,26 % ; 1<sup>er</sup> juin 2015 : 9,34 % ; 1<sup>er</sup> janvier 2016 : 9,69 %) ;
- une légère hausse de la subvention d'équilibre, le montant des prestations versées par la caisse ayant continué à s'accroître du fait de l'augmentation des effectifs de la caisse (1 189 retraités et ayants droit à fin 2016 contre 1 173 à fin 2015) et de l'effet en année pleine de la revalorisation réglementaire du montant moyen des pensions intervenue le 1<sup>er</sup> octobre 2015 (+ 0,1 %).

Les charges relatives aux cotisations à l'URSSAF (article 6453) affichent également une augmentation (+ 6,89 %), passant de 2 millions d'euros en 2015 à 2,14 millions d'euros en 2016. Le montant dû au titre de ces cotisations varie en fonction du montant des rémunérations versées aux employés contractuels de l'Assemblée nationale (et personnels assimilés<sup>17</sup>) assujettis au régime général. Les cotisations aux caisses de retraites complémentaires (IRCANTEC), imputées sur l'article 6454, ont également augmenté à 0,54 million d'euros (contre 0,49 million d'euros en 2015, soit + 11,02 %).

Le coût de la contribution de solidarité autonomie instaurée par la loi n° 2004-626 du 26 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées et destinée à financer les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (article 6455), diminue de 0,42 % en 2016 pour s'établir à 118 137 euros en 2016, contre 118 630 euros en 2015 : cette contribution est assise sur le montant des traitements de base des fonctionnaires de l'Assemblée nationale, lui-même en diminution.

Les dépenses de **prestations directes (chapitre 646)** diminuent globalement de 13,13 %, passant de 1,18 million d'euros en 2015 à 1,02 million d'euros en 2016.

Les arrérages de pensions des retraités de l'Union française, qui en constituent traditionnellement le poste principal (93,04 % en 2016) poursuivent leur baisse en 2016 et sont ramenés à 0,95 million d'euros contre 1,06 million d'euros l'année précédente (- 10,32 %). On dénombrait 55 bénéficiaires (ayants droit compris) au 31 décembre 2016 contre 63 à la fin de l'année précédente.

Aucun capital décès n'a, par ailleurs, été versé en 2016 sur l'article 6462 (57 323 euros en 2015).

<sup>17</sup> Vacataires et apprentis.

#### **d) Les autres charges sociales**

Les dépenses du **chapitre 647 (autres charges sociales de personnel)** repartent à la hausse en 2016 (+ 51,30 % à 262 576 euros) après être restées relativement stables pendant trois ans (2013 : 165 523 euros ; 2014 : 168 365 euros ; 2015 : 173 550 euros).

Les indemnités de repas des Gardes républicains, qui constituent le premier poste de dépenses, s'élèvent à 184 391 euros, en hausse de 17,46 % par rapport à 2015 (156 988 euros). Cette augmentation est, tout d'abord, la conséquence des revalorisations tarifaires décidées par le Collège des Questeurs pour les espaces de restauration en libre-service en 2015 et en 2016. Le renforcement des mesures de sécurité dans les locaux de l'Assemblée nationale a eu, par ailleurs, pour effet d'accroître la présence sur site des Gardes républicains, comme en témoigne le nombre de repas servis et pris en charge (2015 : 25 491 repas ; 2016 : 28 542 repas, soit + 11,97 %).

Le soutien financier accordé par l'Assemblée à la Mutuelle du personnel avait été limité à 4 200 euros en 2015, le Collège des Questeurs n'ayant statué sur le montant définitif de la subvention qu'au début de l'année suivante. Il s'élève en 2016 à 69 674 euros. En effet, après un premier versement de 34 837 euros en début d'année 2016 au titre de l'exercice précédent, un second versement, du même montant et au titre de l'exercice en cours, est intervenu durant l'été 2016 sur autorisation des Questeurs.

Les frais de médecine du travail s'établissent à 7 817 euros, en baisse de 20,71 % par rapport à 2015 (9 859 euros).

#### **e) Les frais de recrutement et de formation**

Le montant des frais de recrutement (article 6481) s'accroît globalement de 6,17 % en 2016 (2015 : 465 463 euros ; 2016 : 494 195 euros).

Les dépenses correspondantes dépendent, en tout premier lieu, du nombre et de la nature des concours administratifs organisés par l'Assemblée nationale au cours de l'année. En 2016, cinq concours (3 internes et 2 externes) ont été organisés contre quatre en 2015 (2 externes et 2 internes). Le concours externe d'administrateur-adjoint et celui d'assistant de direction et de gestion (interne et externe) représentent, à eux seuls, un coût global de 219 120 euros, en baisse par rapport au coût des deux concours externes de 2015 (279 402 euros).

L'article comprend également d'autres types de dépenses, tels que les frais liés au recrutement de contractuels (2015 : 66 216 euros ; 2016 : 59 463 euros) ainsi que la participation de l'Assemblée à la formation des apprentis qu'elle recrute. Ce dernier poste est en forte augmentation depuis deux ans (2014 : 35 578 euros ; 2015 : 81 151 euros ; 2016 : 136 454 euros).

Les charges de formation professionnelle (article 6482) augmentent de 19,90 % en 2016 à 541 269 euros (contre 451 417 euros en 2015). En 2016, les actions de formation ont rassemblé 1 186 participants (contre 1 247 en 2015) et représenté 2 938 journées au total (contre 2 507 en 2015).

## 5. Les charges parlementaires (titre 65)

Les charges parlementaires représentent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement (56,78 % en 2015, 57,23 % en 2016). Elles s'établissent, fin 2016, à 289,73 millions d'euros et présentent une légère hausse par rapport à l'exercice 2015 (288,44 millions d'euros, soit + 0,45 %).

Les charges sociales présentent, comme en 2015, une baisse importante de 1,83 million d'euros (soit - 3,02 %, à 58,55 millions d'euros). Cette évolution tient essentiellement à la baisse du nombre d'affiliés à la Caisse des pensions des anciens députés et à l'absence de revalorisation en 2016 du niveau des pensions versées.

Les dépenses d'activités internationales de l'Assemblée et les frais de mission des commissions, qui constituent l'essentiel des charges de représentation, présentent en 2016 une augmentation de 10,38 % et s'établissent à 4,63 millions d'euros (4,19 millions d'euros en 2015).

Les frais de secrétariat, qui regroupent, outre l'indemnité représentative de frais de mandat, les rémunérations versées aux collaborateurs de députés et de groupes politiques et les charges sociales afférentes, poursuivent leur progression sous l'effet des mesures mises en œuvre depuis le début de la législature pour améliorer la situation matérielle des collaborateurs, avec notamment la mise en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 d'un régime d'assurance complémentaire obligatoire. Ils progressent, en 2016, de 1,40 % et s'établissent à 163,80 millions d'euros (161,53 millions d'euros en 2015).

Les dépenses d'indemnités parlementaires connaissent une légère diminution en 2016 (- 0,37 %) et s'établissent à 49,90 millions d'euros. Cette évolution tient essentiellement à la durée et au nombre des vacances de sièges parlementaires constatées sur l'exercice. Les frais de voyages et déplacements sont en légère augmentation (7,42 millions d'euros en 2015, 7,65 millions d'euros en 2016, soit une hausse de 3,16 %), tout comme les autres charges liées au mandat (4,71 millions d'euros en 2015, 4,99 millions d'euros en 2016, soit une hausse de 5,98 %), qui regroupent principalement les dépenses d'équipements informatiques, de communication et d'hébergement des députés. Par ailleurs, les frais enregistrés par l'Assemblée nationale au titre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) s'élèvent à 221 214 euros en 2016, contre 139 340 euros en 2015.

### a) Les indemnités parlementaires

Les dépenses d'**indemnités parlementaires (chapitre 651)**, qui incluent également les prestations familiales et le supplément familial, atteignent 49,90 millions d'euros en 2016. Elles sont en diminution de 0,37 % par rapport à l'exercice 2015 (50,08 millions d'euros).

Les dépenses d'indemnités parlementaires au sens strict (article 6511) constituent l'essentiel des dépenses du chapitre (98,24 %). Elles diminuent très légèrement, de 0,12 % en 2016 (49,02 millions d'euros) par rapport à 2015 (49,08 millions d'euros). En dépit de la revalorisation de la valeur du point d'indice de la fonction publique en 2016 (+ 0,6 % au 1<sup>er</sup> juillet 2016), ce poste connaît une baisse due au nombre et à la durée des vacances de sièges de députés enregistrées en 2016 : le nombre de vacances d'une durée d'un mois

enregistrées en 2016 (28) connaît ainsi une forte augmentation par rapport à celles observées en 2015 (9).

Les dépenses de prestations familiales (article 6514) s'établissent à 153 752 euros en 2016 (contre 236 590 euros en 2015). Leur évolution (- 35,01 %) reflète la diminution du nombre de députés ayant perçu des allocations au cours de l'année 2016 du fait de leur situation familiale. Cette évolution traduit également les pleins effets en 2016 de la réforme des allocations familiales entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2015 et qui a eu pour conséquence une diminution des montants moyens alloués.

Les dépenses de supplément familial (article 6515) diminuent de 15,24 % pour s'établir à 183 127 euros en 2016 (contre 216 052 euros en 2015), suivant une tendance plus forte que celle observée l'année précédente (- 3,37 % entre 2014 et 2015), qui est exclusivement liée à l'évolution de la situation familiale des députés concernés.

## b) Les charges sociales

Les dépenses de **charges sociales (chapitre 652)** diminuent de 3,02 % pour s'établir à 58,55 millions d'euros en 2016 (contre 60,38 millions d'euros en 2015).

Cette diminution se concentre sur les charges de sécurité sociale et de prévoyance inscrites sur l'article 6521, qui représentent plus de 97 % (97,51 %) des dépenses du chapitre (57,10 millions d'euros en 2016, 59,07 millions d'euros en 2015, soit une baisse de 3,34 %). Ces charges se composent d'une contribution versée par l'Assemblée nationale, qui inclut la part patronale des cotisations de sécurité sociale et de prévoyance, et d'une subvention d'équilibre versée à la Caisse de pensions des anciens députés.

En 2016, les *contributions de sécurité sociale* s'établissent à 3,69 millions d'euros, en légère baisse de 0,12 % par rapport à 2015 (3,70 millions d'euros). Cette évolution traduit les effets des variations de vacances de sièges observées entre 2015 et 2016 sur le montant total des indemnités parlementaires versées, qui constituent l'essentiel de l'assiette de ces cotisations.

La *contribution à la Caisse de pensions des députés*, qui constitue la part patronale des cotisations de prévoyance versées par les députés, augmente de 5,84 % en 2016 (16,56 millions d'euros en 2016, 15,64 millions d'euros en 2015). Cette évolution traduit les effets de la hausse progressive des taux de cotisations vieillesse : 9,26 % le 1<sup>er</sup> janvier 2015, 9,34 % le 1<sup>er</sup> juin 2015, 9,69 % le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La *subvention d'équilibre* versée à la Caisse de pensions des députés poursuit en revanche sa baisse, ce qui correspond à une évolution habituellement observée en cours de législature compte tenu de la diminution du nombre de pensionnés (39,61 millions d'euros en 2015, 36,73 millions d'euros en 2016, soit une baisse de 7,27 %).

Le montant de cette subvention est étroitement corrélé au nombre d'affiliés à la Caisse de pensions et au montant des prestations versées. Les effectifs de la Caisse sont passés de 1 835 au 31 décembre 2015 à 1 794 au 31 décembre 2016 (l'année 2016 présente la plus faible population depuis douze ans). Le nombre de nouvelles liquidations (ayants droit compris) a été plus faible que l'année précédente (2015 : 56 ; 2016 : 55), tandis que le nombre

de sorties du régime a connu une légère baisse (2015 : 99 ; 2016 : 96). Les évolutions d'effectifs expliquent l'essentiel de la baisse des dépenses constatée en 2016, en l'absence de revalorisation réglementaire des pensions en 2016.

La *contribution de solidarité autonomie*, instaurée par la loi n° 2004-626 du 26 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, destinée à financer les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, est quasi stable en 2016 (114 334 euros en 2015, 114 198 euros en 2016, soit - 0,12 %). Cette cotisation étant assise sur l'indemnité parlementaire, son évolution est étroitement corrélée, compte tenu de la revalorisation du point d'indice, à la durée et au nombre de vacances de sièges constatées.

Les prestations directes (article 6522) s'établissent à 1,27 million d'euros, en hausse de 13,08 % par rapport à 2015 (1,12 million d'euros). Elles sont constituées, pour plus de 61 % (61,75 %), par des arrérages des pensions versées aux anciens députés de l'Assemblée algérienne (ADAA) et aux anciens conseillers de l'Union française (ACUF), pour un montant total de 0,78 million d'euros. Ces dépenses connaissent une diminution constante depuis de nombreuses années, à mesure que décroît le nombre de bénéficiaires<sup>18</sup>.

En 2016, deux capitaux décès ont été versés pour un montant de 221 399 euros (aucun en 2015) et une allocation-décès a été versée pour un montant de 9 054 euros (deux en 2015, pour un montant de 18 000 euros).

La prime annuelle de la police d'assurance souscrite au titre de l'*assurance décès et invalidité* pour des déplacements en groupe de plus de 27 députés ou dans des zones à risque de guerre civile ou étrangère a été identique à celle de 2014 et 2015, soit 253 710 euros.

### **c) La contribution aux frais de secrétariat des groupes**

Les dépenses afférentes à la contribution aux frais de secrétariat des groupes (article 6531) incluent les subventions allouées aux groupes, dont le montant est fixé par le Bureau de l'Assemblée nationale, les sommes versées pour payer les charges patronales dues au titre des employés des groupes, ainsi que les frais de fonctionnement éventuellement pris en charge par l'Assemblée nationale. La contribution s'élève au total à 9,85 millions d'euros en 2016, en diminution de 2,50 % par rapport à 2015 (10,10 millions d'euros).

Cette baisse s'explique essentiellement par la disparition du groupe Écologiste, qui a été dissous le 19 mai 2016. L'arrêt des versements correspondants vient compenser plus que largement les effets de l'augmentation du point d'indice de la fonction publique à partir de juillet 2016 (+ 0,6 %) sur lequel sont indexées les contributions aux frais de secrétariat des groupes.

<sup>18</sup> 11 anciens députés de l'Assemblée algérienne et ayants droit et 44 anciens conseillers de l'Union française et ayants droit au 31 décembre 2016.

La contribution aux groupes est répartie de la façon suivante :

(en millions d'euros)

Groupe	Montant
Socialiste, républicain et citoyen	4,44
Les Républicains	3,16
Union des démocrates et indépendants	0,71
Gauche démocrate et républicaine	0,66
Radical, républicain, démocrate et progressiste	0,60
Écologiste	0,27
<b>TOTAL</b>	<b>9,85</b>

**d) La contribution aux frais de secrétariat des députés, le crédit supplémentaire de fin de mandat et l'indemnité représentative de frais de mandat.**

Les frais de secrétariat des députés (article 6532) augmentent globalement de 1,66 %, soit une progression de 1,86 million d'euros (112,23 millions d'euros en 2015, 114,09 millions d'euros en 2016).

Les charges de *rémunérations brutes*<sup>19</sup> s'établissent en 2016 à 69,32 millions d'euros, en hausse de 0,22 million d'euros (+ 0,31 %) par rapport à 2015 (69,10 millions d'euros).

Comme en 2015, le nombre moyen de contrats de collaborateurs en 2016 est resté quasi stable par rapport aux exercices précédents : l'évolution constatée s'explique principalement par une hausse des rémunérations, à hauteur de 59,05 millions d'euros en 2016, contre 58,45 millions d'euros en 2015 (+ 1,02 %), liée à l'augmentation du point d'indice de la fonction publique de 0,6 % au 1<sup>er</sup> juillet 2016, ainsi qu'à la montée en charge des mesures prises en 2014 pour permettre une meilleure prise en charge des arrêts maladie des collaborateurs. Comme chaque année, les parlementaires ont également procédé à d'importants recrutements en fin d'exercice afin de faire face au surcroît de travail habituellement observé à cette période de l'année : on comptabilisait ainsi 2 160 contrats au 31 décembre 2016, contre 2 102 au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les dépenses afférentes aux *rémunérations supplémentaires* des collaborateurs<sup>20</sup> augmentent de 13,68 % pour s'établir à 7,52 millions d'euros (6,61 millions d'euros en 2015). Cette évolution s'explique principalement par la hausse des primes d'ancienneté versées aux collaborateurs, qui s'élèvent en 2016 à 6,11 millions d'euros (5,21 millions d'euros en 2015, soit + 17,22 %). Cette augmentation, particulièrement importante, est liée au plein effet de sa revalorisation biennale (la prime ayant été instituée au 1<sup>er</sup> janvier 2006) et au plein effet de la première attribution de la prime pour les nouveaux collaborateurs recrutés en 2012, au début

<sup>19</sup> Rémunérations versées y compris cessions de crédits collaborateur, gestion directe, 13<sup>ème</sup> mois, prime de repas, prime de prévoyance et indemnité de congés payés.

<sup>20</sup> Primes d'ancienneté, frais de garde, formation professionnelle, frais de voyage, frais de transport.



de la XIV<sup>e</sup> législature. Le nombre de bénéficiaires de cette prime est ainsi passé de 1 482 en décembre 2015 à 1 527 en décembre 2016.

Les *charges sociales* augmentent de 1,60 % en 2016 pour s'établir à 29,77 millions d'euros (29,30 millions d'euros en 2015). Cette évolution est la conséquence de la mise en place, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et conformément à la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, d'un régime de couverture collective à adhésion obligatoire en matière de remboursements complémentaires de frais de santé, pour un montant de 0,45 million d'euros en 2016.

La *taxe sur les salaires* connaît une augmentation de 3,80 % entre 2015 (7,21 millions d'euros) et 2016 (7,49 millions d'euros), en conséquence de l'évolution des dépenses afférentes aux rémunérations et de l'adoption du nouveau régime de complémentaire santé (la taxe sur les salaires étant due sur les cotisations).

La dépense enregistrée au titre du crédit supplémentaire de fin de mandat (article 6533), qui regroupe la plupart des éléments constitutifs du coût pris en charge par l'Assemblée nationale en cas de licenciement des collaborateurs de députés en fin de mandat et des collaborateurs de groupes, a très fortement augmenté en 2016 : elle s'établit à 963 964 euros en 2016, contre 261 456 euros en 2015. Cette évolution s'explique par un fort renouvellement des équipes à la suite de fins de mandats plus nombreuses que l'année précédente (79 fins de contrats de collaborateurs de députés en 2016, contre 29 en 2015), ainsi que par la disparition du groupe Écologiste.

Les dépenses relatives à l'indemnité représentative de frais de mandat (article 6534) connaissent une légère baisse (-0,11%) et s'établissent à 38,89 millions d'euros (38,94 millions d'euros en 2015), sous l'effet d'un nombre de vacances de sièges plus important que celui constaté en 2015, qui vient compenser l'effet de l'augmentation du point d'indice de la fonction publique de 0,6 % au 1<sup>er</sup> juillet 2016.

Les diverses composantes de la contribution de l'Assemblée nationale aux frais de secrétariat et de mandat des députés sont récapitulées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)

	2015	2016
Rémunérations brutes des collaborateurs	69,10	69,32
Rémunérations supplémentaires des collaborateurs (prime d'ancienneté, frais de garde, formation professionnelle, frais de voyage, frais de transport collectif)	6,61	7,52
Crédit supplémentaire de fin de mandat (brut)	0,26	0,96
Charges sociales (y compris celles relatives au crédit supplémentaire de fin de mandat) hors taxe sur les salaires	29,30	29,77
Taxe sur les salaires	7,21	7,49
Indemnité représentative de frais de mandat	38,94	38,89
<b>TOTAL</b>	<b>151,43</b>	<b>153,95</b>

## e) Les voyages et déplacements

Les dépenses de **voyages et déplacements des députés et des anciens députés (chapitre 654)** augmentent de 3,16 % en 2016 pour s'établir à 7,65 millions d'euros (7,42 millions d'euros en 2015). Cette tendance générale masque une évolution contrastée des différents postes de déplacements (avions, taxis, frais de péages et transports ferroviaires).

Les déplacements aériens (article 6541) s'établissent à 4,29 millions d'euros en 2016, en hausse de 6,08 % par rapport à 2015 (4,04 millions d'euros), sans toutefois atteindre le niveau de 2013 (4,50 millions d'euros). Cette évolution s'explique notamment par une augmentation des dépenses des députés d'outre-mer, ainsi que de celles des députés représentant les Français établis hors de France.

Les déplacements ferroviaires (article 6542) s'établissent à 1,83 million d'euros, en hausse de 2,73 % par rapport à l'exercice 2015 (1,78 million d'euros). Ils correspondent pour plus de 75 % (76,10 %) au coût des abonnements aux cartes de circulation délivrées aux députés utilisant le train pour effectuer les trajets entre Paris et leur circonscription. En 2016, 313 députés en moyenne ont bénéficié d'une carte « Forfait France entière » (314 en 2015). La réévaluation en 2016 du coût unitaire de cette carte (+ 3,68 %) explique pour une large part la progression des dépenses globales de *déplacements SNCF* (+ 2,92 % à 1,56 million d'euros) par rapport à 2015 (1,52 million d'euros).

Les *déplacements RATP*, deuxième composante des frais de déplacement ferroviaires, augmentent de 1,62 % par rapport à 2015 (267 687 euros en 2015, 272 016 euros en 2016). Outre une légère augmentation du nombre moyen de cartes de transport délivrées par rapport à l'année précédente (458 en 2015, 461 en 2016), cette évolution s'explique par une augmentation tarifaire de la part de la RATP.

Les frais de taxis (article 6543) et de péage (article 6544) sont en baisse à 1,14 million d'euros en 2016 (1,21 million d'euros en 2015), soit une diminution de 5,76 %. Cette évolution résulte pour partie d'une consommation modérée par les députés des quotas de remboursements qui leur sont alloués en matière de taxis, ainsi que des nouvelles modalités de réservation de taxis par le biais de codes individuels mises en place fin 2015.

Enfin, les frais correspondant aux déplacements des anciens députés (article 6545) augmentent de 2,47 % en 2016 et s'établissent à 391 725 euros (contre 382 292 euros en 2015), en raison de l'augmentation du nombre de bénéficiaires d'une carte de transport SNCF (35 membres honoraires du Parlement en 2016, contre 31 en 2015 ; 166 membres honoraires de l'Assemblée nationale en 2016, contre 153 en 2015).

## f) Les charges de représentation de l'Assemblée nationale

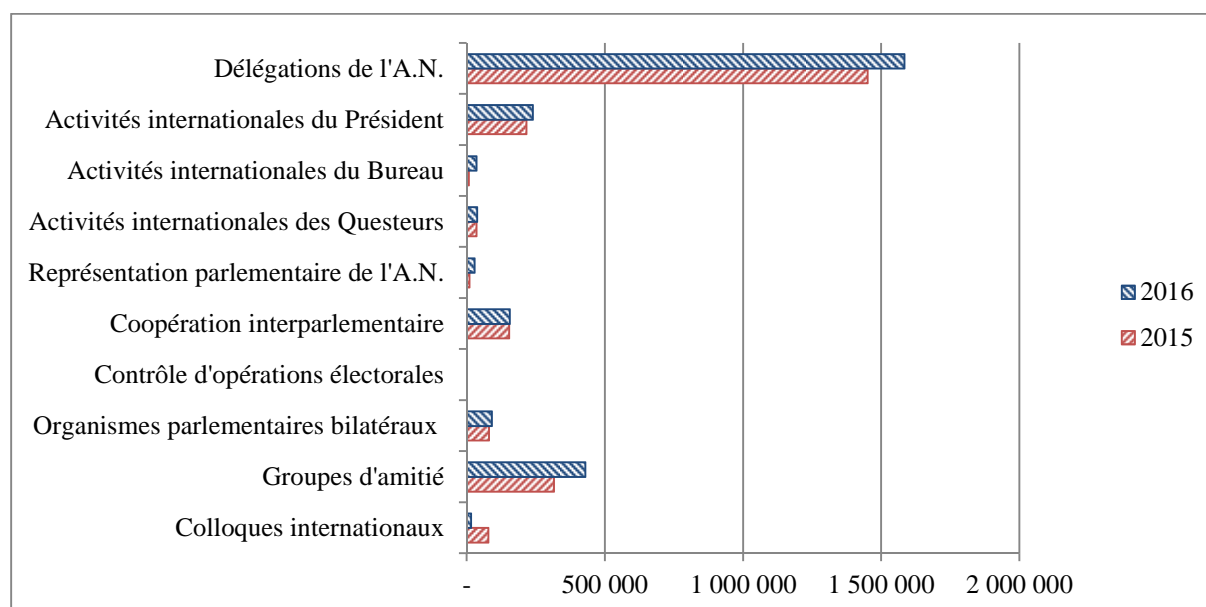
Les **charges de représentation de l'Assemblée nationale (chapitre 656)** comprennent les charges liées aux activités internationales des organes de l'Assemblée nationale et les frais de missions et réceptions des commissions liés à leur activité institutionnelle. D'un montant global de 4,51 millions d'euros, elles sont en augmentation par rapport à l'exercice précédent (4,17 millions d'euros en 2015, soit une hausse de 8,36 %), après deux années de baisse (4,37 millions d'euros en 2014, 4,43 millions d'euros en 2013).

Les dépenses relatives aux **autres missions et réceptions parlementaires (chapitre 657)**, qui correspondent aux charges afférentes aux missions d'information initiées par la Conférence des Présidents, connaissent, quant à elles, une forte augmentation en 2016 : elles s'établissent à 111 195 euros contre 24 489 euros en 2015, du fait principalement de deux missions d'information ayant nécessité des déplacements à l'étranger, l'une consacrée aux moyens de Daech et l'autre aux suites du référendum du 23 juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne.

- Les activités internationales de l'Assemblée nationale

Les dépenses liées aux activités internationales de l'Assemblée (article 6568), notamment les frais de mission et de réception des délégations représentant l'Assemblée nationale au sein de différents organismes internationaux et bilatéraux, ainsi que les dépenses liées à l'activité des groupes d'amitié, augmentent de 11,57 % pour s'établir à 2,61 millions d'euros en 2016 (contre 2,34 millions d'euros en 2015 et 2,50 millions d'euros en 2014).

Les dépenses correspondantes sont détaillées dans le tableau et le graphique ci-après.



Activités internationales	2015	2016
Délégations de l'A.N. (UIP, OTAN, UE, Conseil de l'Europe, OSCE, APF, etc.)	1 449 472	1 582 978
Activités internationales du Président	214 725	238 005
Activités internationales du Bureau	6 533	34 198
Activités internationales des Questeurs	33 768	36 798
Représentation parlementaire de l'A.N.	8 213	27 581
Coopération interparlementaire (y compris les échanges avec le Bundestag et les stagiaires allemands)	152 002	154 174
Contrôle d'opérations électorales	-	-
Organismes parlementaires bilatéraux (France-Canada, France-Québec, France-Russie, et France-Chine, etc.)	79 429	89 945
Groupes d'amitié	314 474	427 632
Colloques internationaux	76 683	14 154
<b>TOTAL</b>	<b>2 335 301</b>	<b>2 605 464</b>

- L'activité des délégations internationales

Les dépenses relatives à *l'activité de l'Assemblée auprès des organismes internationaux* regroupent les dépenses de députés membres de délégations à diverses assemblées parlementaires : Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (AP-OTAN), Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE), Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), groupe français de l'Union Interparlementaire (UIP). Elles comprennent, d'une part, la quote-part de l'Assemblée nationale aux frais de fonctionnement de ces organismes ainsi que, d'autre part, les frais de missions et de réceptions des députés membres de la délégation française dans chacune des assemblées parlementaires précitées. Ces dépenses représentent en 2016, comme les années précédentes, une part prépondérante (60,76 %) du montant total imputé sur l'article 6568 (activités internationales de l'Assemblée nationale).

Les dépenses de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (AP-OTAN), s'établissent à 452 039 euros, en augmentation de 1,96 % par rapport à 2015 (443 362 euros). Depuis 2012, la contribution française à l'AP-OTAN est entièrement prise en charge par l'Assemblée nationale (et non plus par le ministère des Affaires étrangères). Elle s'élève à 240 368 euros en 2016 (- 4,56 % par rapport à 2015) et représente 53,17 % du montant total des dépenses de l'exercice. Les autres dépenses correspondent à la participation des députés français aux réunions et sessions de l'AP-OTAN : la progression des dépenses de la délégation observée en 2016 tient à l'évolution des frais liés à la participation au Forum annuel Transatlantique de Washington (40 097 euros), qui sont revenus à un niveau proche de celui de 2014 (42 969 euros) après une forte baisse en 2015 (24 427 euros). Les dépenses liées aux sessions plénières et de printemps, qui se sont tenues cette année en Albanie et en Turquie, s'élèvent à 30 565 euros (contre 28 318 euros en 2015). Plusieurs réunions de commissions de l'AP-OTAN ont eu lieu hors d'Europe : les trois déplacements les plus importants se sont ainsi tenus au Canada et aux États-Unis pour un montant total de 63 363 euros.

Les frais afférents aux activités du groupe français de l'Union interparlementaire (UIP) augmentent de 6,30 % en 2016 (319 429 euros en 2015, 339 553 euros en 2016). Si la contribution versée en 2016 (260 617 euros) est inférieure à celle de l'exercice précédent (283 891 euros), la hausse du réalisé global s'explique pour partie par la survenue en 2016 d'une dépense intervenant tous les deux ans, la participation à la Conférence mondiale sur l'e-parlement à Valparaiso (Chili) pour un montant de 13 868 euros, ainsi que par l'audition conjointe de l'UIP et de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) sur le problème de la drogue pour un montant de 18 475 euros.

Les dépenses de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) augmentent de 7,58 % (272 086 euros en 2014, 258 678 euros en 2015, 278 280 euros en 2016). Pour le troisième exercice consécutif, les frais de fonctionnement de l'Assemblée parlementaire ont connu une hausse, à hauteur de 2,38 % en 2016 (178 484 euros en 2016, 174 342 euros en 2015). Les réunions plénières, qui se sont tenues en 2016 à Vienne, à Tbilissi et à Skopje ont représenté une dépense totale de 26 840 euros. Les frais afférents aux missions d'observation électorale ont fortement augmenté par rapport à l'exercice précédent (2015 : 22 895 euros, 2016 : 59 449 euros). Cinq missions ont, en effet, été organisées en 2016 (Kazakhstan, Russie, Géorgie, Moldavie et États-Unis) contre trois en 2015 (Tadjikistan, Kirghizistan et Biélorussie).

Les dépenses de la section française de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) augmentent en 2016 (+ 21 068 euros) et s'établissent à 217 464 euros (contre 196 396 euros en 2015), soit une hausse de 10,73 %. La session plénière de l'APF s'est tenue cette année à Madagascar, pour un coût total de 35 888 euros (contre 9 813 euros en 2015, la session ayant eu lieu en Suisse). La contribution de l'Assemblée nationale aux frais de fonctionnement, qui inclut, outre une cotisation annuelle, les trois cinquièmes du loyer payé par l'APF au titre des locaux qu'elle occupe dans l'immeuble du 233 boulevard Saint-Germain et la prise en charge d'une partie des rémunérations de son personnel, est quasiment stable à 115 860 euros (115 723 euros en 2015). La participation aux différentes sessions des assemblées régionales de l'APF (notamment assemblées régionales Amérique et Asie-Pacifique) a représenté une dépense de 13 396 euros. Enfin, les réunions des différentes commissions de l'APF ont représenté une dépense de 24 170 euros en 2016.

Les dépenses de la délégation française aux assemblées européennes, qui recouvrent les frais de participation à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, s'élèvent à 163 830 euros en 2016 (contre 128 173 euros en 2015, soit une hausse de 27,82 %). En 2016, la participation des députés aux quatre sessions plénières de l'Assemblée parlementaire à Strasbourg a représenté une dépense de 78 464 euros (contre 78 559 euros en 2015). Six missions d'observation électorale (notamment en Jordanie, au Kazakhstan et en Géorgie) ont été effectuées en 2016 pour un montant de 27 121 euros (une seule avait été effectuée en 2015, pour un montant de 1 852 euros). Enfin, parmi les autres dépenses de la délégation, figure notamment un colloque sur l'avenir du Conseil de l'Europe, organisé par la délégation française pour un montant de 9 761 euros.

Après une forte diminution entre 2014 et 2015 (-29,01 %), les dépenses des autres délégations françaises à des assemblées internationales augmentent de 34 % en 2016 pour s'établir à 120 408 euros (contre 89 854 euros en 2015 et 126 572 euros en 2014). Les dépenses au titre de l'Assemblée parlementaire de la coopération économique de la Mer noire s'élèvent à 4 061 euros (2 449 euros en 2015). Le compte retrace également les dépenses effectuées au titre de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (116 347 euros en 2016,

contre 85 241 euros en 2015), en hausse du fait notamment de la présidence par la France, en 2016, du forum pour le dialogue en Méditerranée (« dialogue 5+5 ») pour un montant de 23 600 euros. En 2016, aucune dépense n'a été effectuée au titre de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (2 164 euros en 2015).

Enfin, 11 405 euros ont été dépensés en 2016 (13 581 euros en 2015) pour répondre aux besoins de l'Association des secrétaires généraux de parlement (ASGP) et de l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones (ASGPF).

- Les actions ponctuelles et les relations bilatérales

Cette rubrique inclut les actions de coopération interparlementaire, la représentation parlementaire de l'Assemblée nationale, le contrôle des opérations électorales et les dépenses des organismes parlementaires bilatéraux. Les dépenses de l'exercice 2016 s'élèvent à 271 701 euros, en hausse de 13,38 % par rapport à l'exercice 2015 (239 645 euros).

Les dépenses de *coopération interparlementaire*<sup>21</sup> se sont élevées en 2016 à 101 237 euros, contre 96 668 euros en 2015. Elles ont permis de financer :

- dix missions réalisées à l'étranger ou en outre-mer, pour un coût global de 27 872 euros en 2016. Parmi ces déplacements figure une mission de coopération auprès de l'Assemblée nationale du Québec pour un montant de 9 645 euros, ainsi que la participation au séminaire de clôture du jumelage européen avec les Parlements de Bosnie-Herzégovine (6 989 euros) ;
- vingt et une visites d'études et réceptions organisées à l'Assemblée nationale, pour un coût total de 61 866 euros : parmi les événements les plus importants figurent les visites d'étude d'une délégation de la Chambre des représentants de Jordanie (12 506 euros) et d'une délégation du Parlement du Cambodge (10 916 euros), ainsi que la visite d'étude de huit collaborateurs du Programme des Nations Unies pour le développement (7 209 euros).

En outre, le cycle international spécialisé d'administration publique (CISAP), consacré à « l'organisation du travail parlementaire », organisé conjointement avec le Sénat et l'École nationale d'administration, a généré une dépense de 11 499 euros en 2016 (5 422 euros en 2015).

La coopération bilatérale franco-allemande permet l'accueil de stagiaires allemands et des programmes d'échange avec le Bundestag. En 2016, les dépenses se sont établies à 51 935 euros (contre 53 337 euros en 2015). En 2016 ont été financés :

- l'accueil, comme chaque année, de cinq stagiaires allemands auprès de députés pendant cinq mois (30 500 euros de participation à leur allocation d'entretien) ;
- les autres activités parlementaires franco-allemandes traditionnelles (7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> prix parlementaire franco-allemand, réunion commune du Bureau de l'Assemblée nationale et du *Präsidium* du Bundestag).

<sup>21</sup> Hors accueil de stagiaires allemands, échanges avec le Bundestag et moyens documentaires et informatiques, qui font l'objet de développements spécifiques.

Les *moyens documentaires et informatiques* se sont établis à 1 002 euros en 2016 (contre 1 998 euros en 2015).

Les charges de *représentation parlementaire* (participation de l'Assemblée nationale à des événements internationaux spécifiques) s'élèvent à 27 581 euros en 2016, en hausse par rapport à l'exercice 2015 (8 213 euros). Cette hausse des dépenses est essentiellement due au plus grand nombre de déplacements à l'extérieur du continent européen : participations à la cérémonie solennelle d'ouverture de l'Assemblée nationale du Burkina Faso (6 184 euros) ou encore à la cérémonie de célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire de la création de la *French-American Foundation* à New York (4 477 euros).

Au titre des autres *organismes bilatéraux*, plusieurs événements ont été financés pour un montant total de 89 945 euros (79 429 euros en 2015, soit une hausse de 13,24 %) :

- les activités de l'association interparlementaire France-Canada, pour un montant de 29 532 euros (le déplacement de la délégation française intervenant tous les deux ans) ;
- la XXIX<sup>e</sup> session de la Commission interparlementaire franco-québécoise, pour un montant de 19 122 euros ;
- la troisième session de la Grande commission parlementaire France-Algérie, pour un montant de 14 608 euros ;
- la septième session de la Grande commission parlementaire France-Chine, pour un montant de 26 683 euros ;

En 2016, aucune dépense n'a été engagée au titre du Forum interparlementaire franco-marocain, qui a vocation à se tenir tous les deux ans.

- Les activités des groupes d'amitié

Les dépenses constatées au titre des activités des groupes d'amitié (427 632 euros en 2016, contre 314 474 euros en 2015) augmentent de 35,98 % en raison d'un nombre plus important de déplacements hors de l'Union européenne. Treize missions ont été menées, dont neuf dans des pays non européens (Botswana, Haïti, Nouvelle-Zélande, République démocratique du Congo, Égypte, Israël, Bolivie, Mauritanie, Comores) et douze groupes d'amitié ont reçu leurs homologues en France.

- Les colloques internationaux

Les dépenses constatées au titre des colloques internationaux (14 154 euros en 2016), connaissent une forte baisse par rapport aux dépenses enregistrées en 2015 (76 683 euros), dont le montant élevé tenait essentiellement à l'organisation d'un colloque interparlementaire à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, du 4 au 6 décembre 2015. En 2016, ont été notamment prises en charge une partie des dépenses afférentes à l'accueil par la France du sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert du 7 au 9 décembre 2016 (4 684 euros), ainsi qu'un colloque sur la société ukrainienne, organisé à l'Assemblée nationale les 28 et 29 juin 2016 (4 849 euros).

- Les missions et réceptions des commissions permanentes

Les frais de mission et de réception des commissions permanentes (article 6569) s'établissent en 2016 à 804 376 euros, en légère hausse (+ 1,69 %) par rapport à l'exercice 2015 (791 019 euros).

La répartition de ces dépenses par commission est décrite dans le tableau ci-dessous.

### Répartition des dépenses par commission (2015-2016)

(en euros et en %)

Paragr.	Commission	2015	2016	Δ	%
65691	Affaires sociales	16 390	19 715	3 325	20,28%
65692	Défense	133 317	109 561	- 23 755	-17,82%
65693	Affaires étrangères	204 164	229 741	25 577	12,53%
65694	Finances	52 300	70 354	18 054	34,52%
65695	Lois	47 641	40 167	- 7 474	-15,69%
65696	Affaires économiques	61 161	46 132	- 15 029	-24,57%
65697	Affaires européennes	200 741	155 577	- 45 164	-22,50%
65698	Affaires culturelles	31 581	70 421	38 839	122,98%
65699	Développement durable	43 725	62 707	18 983	43,41%
<b>TOTAL</b>		<b>791 019</b>	<b>804 376</b>	<b>13 357</b>	<b>1,69%</b>

La *commission des Affaires sociales* a dépensé, au titre de ses frais de mission et de réception, 19 715 euros en 2016 (contre 16 390 euros en 2015, soit + 20,28 %). Outre un déplacement à Berlin de la rapporteure sur les crédits de l'assurance maladie (4 758 euros), les moyens ont essentiellement été utilisés pour divers déplacements, notamment dans le cadre de la mission d'information sur l'avenir de la prévention spécialisée (1 531 euros).

Les dépenses de la *commission de la Défense* (109 561 euros en 2016) sont en baisse de 17,82 % par rapport à l'exercice précédent (133 317 euros en 2015). Elles correspondent, pour plus de la moitié (58,34 %), aux déplacements suivants organisés dans le cadre de missions d'information :

- déplacement d'une délégation de la commission sur le théâtre de l'opération Barkhane (Mali, Niger, Burkina Faso) pour un montant de 40 973 euros ;
- déplacements en Israël, en Belgique et au Royaume-Uni de la mission d'information sur la présence et l'emploi des forces armées sur le territoire national, pour un montant total de 12 613 euros ;
- déplacements de la mission d'information sur le rôle de la marine nationale (4 247 euros) et sur les enjeux technologiques et industriels du renouvellement des composantes de la dissuasion nucléaire (2 540 euros) ;
- déplacement aux Émirats Arabes Unis et en Jordanie auprès des forces aériennes françaises (6 086 euros).



Les dépenses de la *commission des Affaires étrangères* représentent, comme les années précédentes, et avec plus de 28 % (28,56 %) des crédits, le premier poste de dépenses. Elles s'établissent à 229 741 euros (contre 204 164 euros en 2015) soit une hausse de 12,53 %. Outre la traditionnelle participation à la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies (24 068 euros), les crédits de l'exercice 2016 ont permis de financer la réalisation de 34 missions, dont 17 ont eu lieu hors d'Europe. Au titre des missions les plus significatives en 2016, figurent une mission d'information sur la Côte d'Ivoire (24 494 euros), une mission d'information sur la diplomatie sportive au Japon (19 078 euros) et une mission d'information sur la situation migratoire en Europe (15 399 euros).

Les dépenses de la *commission des Finances* connaissent en 2016 une forte hausse (+ 34,52 %) après deux années de baisse consécutive et s'établissent à 70 354 euros (52 300 euros en 2015). Elles correspondent, pour plus des deux tiers, aux déplacements suivants :

- déplacement en Inde et en Birmanie au titre de la mission « Action extérieure de l'État » (19 483 euros) ;
- déplacement en Polynésie française dans le cadre de la mission « Outre-mer » (12 638 euros) ;
- déplacement aux États-Unis dans le cadre de la mission commune, avec la commission des Affaires étrangères, sur l'extraterritorialité de la législation américaine (8 601 euros) ;
- participation, dans le cadre de la mission « Défense », au déplacement précité d'une délégation de la commission de la Défense sur le théâtre de l'opération Barkhane au Mali, au Niger et au Burkina Faso (6 648 euros).

Les dépenses de la *commission des Lois* connaissent en 2016 une baisse de 15,69 % et s'établissent à 40 167 euros (47 641 euros en 2015), en dépit des moyens importants mobilisés au bénéfice de la mission d'information tendant à évaluer l'efficacité des mécanismes européens pour prendre en charge des flux migratoires exceptionnels (21 002 euros). D'autres dépenses ont été engagées au titre du contrôle parlementaire de l'état d'urgence (3 612 euros) ou encore pour des travaux préparatoires au projet de loi « Justice du XXI<sup>e</sup> siècle » (2 324 euros).

En 2016, les frais de mission et de réception de la *commission des Affaires économiques* se sont élevés à 46 132 euros, en baisse de 24,57 % par rapport à l'exercice 2015 (61 161 euros). Parmi les missions d'information organisées, les dépenses engagées pour la mission d'information relative aux objets connectés et pour la mission d'information sur la crise des filières d'élevage ont représenté, respectivement, 10 293 euros et 10 409 euros.

La *commission des Affaires européennes* a consommé, avec 155 577 euros, près de 20 % (19,34 %) des crédits de l'article 6569. Les dépenses sont en baisse de 22,5 % par rapport à 2015 (200 741 euros), année au cours de laquelle s'étaient tenus les travaux préparatoires menés par les parlementaires dans le cadre de l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Les frais de réception s'élèvent à 14 463 euros en 2016 (9 204 euros en 2015). Ils correspondent à divers frais engagés lors d'auditions effectuées dans le cadre de rapports d'information (frais d'interprétariat, petits déjeuners de travail, etc.).

Parmi les frais de mission proprement dits (133 500 euros en 2016 contre 170 359 euros en 2015), qui sont principalement liés à des déplacements préalables à la présentation de rapports d'information, peuvent être évoqués :

- un déplacement au Pérou et en Colombie de la mission d'information sur l'évaluation des accords de libre-échange de l'Union européenne (20 004 euros) ;
- un déplacement au Mali dans le cadre de l'évaluation de la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM) et de l'opération EUCAP menée par l'Union européenne au Sahel dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (16 497 euros) ;
- un déplacement en Serbie et au Monténégro dans le cadre de la mission d'information sur les négociations d'adhésion à l'Union européenne (13 918 euros).

En outre, la contribution de l'Assemblée nationale aux activités de la Conférence des organes parlementaires spécialisés (COSAC) a coûté, au total, 7 615 euros. Elle comprend une contribution aux frais de fonctionnement de la COSAC (865 euros), ainsi que les frais afférents à la participation aux réunions qui se sont tenues en 2016 en Slovaquie et aux Pays-Bas (6 750 euros).

Les dépenses de mission et réception de la *commission des Affaires culturelles et de l'Éducation* s'établissent à 70 421 euros, en hausse de 38 839 euros par rapport à l'exercice 2015 après avoir diminué de plus de moitié entre 2014 (66 854 euros) et 2015 (31 581 euros). Cette évolution s'explique par l'organisation, en 2016, du déplacement d'une délégation au Québec sur le thème de la réussite éducative pour un montant de 39 242 euros, soit plus de la moitié des crédits (55,72 %). Outre la traditionnelle rencontre avec la commission de la culture et des médias du Bundestag (5 378 euros), des dépenses ont été engagées dans le cadre d'un déplacement à Londres de la mission d'information sur le marché de l'art (4 391 euros), ou de déplacements en Italie et en Espagne dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (3 330 euros).

Enfin, les dépenses de la *commission du Développement durable* s'établissent en 2016 à 62 707 euros, en hausse de 43,41 % par rapport à l'exercice 2015 (43 725 euros), sans toutefois atteindre le niveau de l'exercice 2014 (73 277 euros). Près des trois quarts (73,69 %) des dépenses sont liés aux déplacements suivants :

- déplacement aux États-Unis d'une délégation de la mission d'information sur le démantèlement des infrastructures nucléaires (16 445 euros) ;
- déplacements au Maroc dans le cadre de la participation à la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21) et de la préparation de la COP 22 (21 329 euros) ;
- déplacement au Mexique dans le cadre de la treizième réunion de la Conférence des parties à la convention sur la biodiversité biologique (8 434 euros).

- Les autres missions et réceptions parlementaires

L'article 6570 (missions d'information de la Conférence des Présidents), créé en 2014, tire les conséquences du développement des interventions initiées directement par la Conférence des Présidents sur des sujets transversaux, y compris à dimension internationale.

Les dépenses constatées en 2016 (111 195 euros) sont nettement supérieures à celles de 2015 (24 489 euros). Elles correspondent aux frais de déplacement et de réception supportés dans le cadre de six missions d'information. L'importance des dépenses en 2016 est principalement imputable aux travaux menés dans le cadre de la mission d'information sur les moyens de Daech (53 670 euros) et de la mission d'information sur les suites du référendum du 23 juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne et le suivi des négociations (43 412 euros).

### **g) Les autres charges liées au mandat**

Les **autres charges liées au mandat (chapitre 658)** s'élèvent à 4,99 millions d'euros, contre 4,71 millions d'euros en 2015, soit une augmentation de + 5,98 %.

Les dépenses d'équipement informatique des députés (article 6581), qui correspondent aux frais de matériel informatique et bureautique (hors consommables) pris en charge par l'Assemblée nationale dans le cadre d'un plafond fixé pour toute la législature, sont en forte progression (+ 21,49 %) pour la deuxième année consécutive (2014 : 1,05 million d'euros ; 2015 : 1,17 million d'euros ; 2016 : 1,42 million d'euros).

Cette évolution, habituellement observée en fin de législature, correspond à la nécessité de renouveler les matériels acquis en début de mandat et totalement amortis depuis. Elle s'explique également par l'entrée d'un nombre plus important de députés en 2016 qu'en 2015 (dix-sept en 2016, contre neuf en 2015), à la suite de remaniements ministériels ou de démissions, et par la nécessité de doter les nouveaux arrivants en équipements informatiques.

Les frais de communications téléphoniques des députés (article 6583) augmentent de 4,37 % et s'établissent à 2,66 millions d'euros (contre 2,55 millions d'euros en 2015).

Ce compte enregistre, comme chaque année, les dépenses liées aux abonnements aux installations fixes qui équipent les permanences parlementaires et aux lignes mobiles (tablettes comprises). Ces frais sont pris en charge dans la limite d'un plafond annuel.

Les dépenses effectuées dans le cadre du marché global de téléphonie passé par l'Assemblée (2015 : 2,11 millions d'euros ; 2016 : 2,25 millions d'euros, soit + 6,37 %) évoluent d'une année sur l'autre en fonction du nombre de députés couverts et du volume des consommations hors forfait.

Les dépenses de formation des députés (articles 6584, 6585 et 6588) se sont élevées à 241 061 euros en 2016 (contre 225 562 euros en 2015), soit une hausse de 6,87 % liée en partie à une demande plus forte de cours de langues de la part des députés.

**Participation des députés aux cours de langues étrangères (2015-2016)**

	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation (%)</b>
Nombre de députés ayant suivi un ou plusieurs cours de langues dans l'année	45	47	+ 4,44%
Nombre d'heures de cours de langues dispensées dans l'année	868,5	1066,25	+ 22,77%

Les frais d'hébergement des députés (article 6586) connaissent également une augmentation, à hauteur de 14,08 %, et s'établissent à 454 170 euros, contre 398 131 euros en 2015. Cette évolution s'explique par une augmentation du nombre de nuitées passées à l'extérieur de la résidence hôtelière (1 959 en 2016 contre 1 794 en 2015).

**Budget de fonctionnement de l'Assemblée nationale**

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
<b>60 ACHATS DE BIENS ET FOURNITURES</b>	<b>7 000 340</b>	<b>7 669 300</b>	<b>7 144 255</b>	<b>525 045</b>	<b>143 915</b>	<b>2,06%</b>
601 ACHATS DE FOURNITURES D'ATELIERS	540 169	590 000	565 055	24 945	24 886	4,61%
6011 Fournitures d'ateliers du SAIP	283 597	305 000	340 592	-35 592	56 996	20,10%
6012 Fournitures d'impressions et reliures	175 554	220 000	152 346	67 654	-23 208	-13,22%
6013 Fournitures audiovisuelles	81 019	65 000	72 117	-7 117	-8 902	-10,99%
602 ACHATS DE PETITS ÉQUIPEMENTS	285 527	307 000	408 979	-101 979	123 453	43,24%
6021 Petit équipement du SAIP	175 164	165 000	210 383	-45 383	35 218	20,11%
6022 Petit équipement automobile	44 582	52 000	45 494	6 506	912	2,05%
6023 Petit équipement du service de la Logistique	38 855	40 000	85 043	-45 043	46 187	118,87%
6024 Petit équipement informatique	0	30 000	36 799	-6 799	36 799	NS
6025 Petit équipement téléphonique	26 925	20 000	31 262	-11 262	4 337	16,11%
604 ACHATS DE FOURNITURES	1 980 317	2 205 000	1 958 395	246 605	-21 922	-1,11%
6041 Achats de fournitures de bureau	1 354 704	1 520 000	1 320 831	199 169	-33 873	-2,50%
6042 Achats d'autres fournitures	604 131	655 000	615 402	39 598	11 270	1,87%
6043 Fournitures du labo photo-vidéo	3 588	7 000	2 181	4 819	-1 407	-39,21%
6044 Fournitures médicales soins et prévention	17 894	23 000	19 982	3 018	2 088	11,67%
605 ACHATS DE FLUIDES	3 900 981	4 305 000	4 001 295	303 705	100 314	2,57%
6051 Fluides pour les bâtiments	3 804 568	4 175 000	3 911 155	263 845	106 587	2,80%
6052 Carburant pour véhicules	96 413	130 000	90 140	39 860	-6 274	-6,51%
607 ACHATS DE MARCHANDISES	293 345	262 300	210 530	51 770	-82 815	-28,23%
6071 Achats de marchandises	293 345	262 300	210 530	51 770	-82 815	-28,23%
<b>61 SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>22 632 579</b>	<b>23 009 300</b>	<b>23 010 415</b>	<b>-1 115</b>	<b>377 836</b>	<b>1,67%</b>
611 BASES DE L'A.N. ET BASES EXTÉRIEURES	444 814	588 500	464 809	123 691	19 995	4,50%
6113 Abonnements aux bases extérieures	256 259	300 000	255 118	44 882	-1 141	-0,45%
6114 Hébergement du site Internet	188 555	288 500	209 691	78 809	21 136	11,21%
613 LOCATIONS	4 297 481	4 393 000	4 356 731	36 269	59 250	1,38%
6132 Locations et charges immobilières	2 970 772	3 000 000	2 984 564	15 436	13 791	0,46%
6133 Redevances et locations informatiques	360 741	385 000	388 547	-3 547	27 806	7,71%
6134 Locations de réseaux privés de transmission	4 434	4 000	1 410	2 590	-3 024	-68,20%
6135 Locations de matériel de communication	122 167	105 000	101 971	3 029	-20 196	-16,53%

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
6136 Locations de photocopieurs	36 539	38 000	44 781	-6 781	8 242	22,56%
6137 Locations de matériel de transport	45 283	38 000	30 382	7 618	-14 901	-32,91%
6138 Location de matériel divers	418 882	420 000	430 324	-10 324	11 442	2,73%
6139 Autres locations	338 663	403 000	374 752	28 248	36 090	10,66%
<b>615 TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANTS</b>	<b>14 376 296</b>	<b>14 515 800</b>	<b>15 033 724</b>	<b>-517 924</b>	<b>657 428</b>	<b>4,57%</b>
6151 Entretien et réparation de biens immobiliers	10 593 916	10 600 000	11 132 929	-532 929	539 013	5,09%
6152 Entretien des installations de bâtiment	126 102	330 000	194 343	135 657	68 242	54,12%
6153 Maintenance informatique	2 547 185	2 347 800	2 707 414	-359 614	160 229	6,29%
6154 Entretien du matériel de communication	201 370	205 000	216 670	-11 670	15 300	7,60%
6155 Maintenance du matériel	635 860	776 000	615 379	160 621	-20 481	-3,22%
6156 Entretien des livres et objets anciens	201 796	180 000	83 523	96 477	-118 273	-58,61%
6157 Entretien des installations de transport	68 307	75 000	77 953	-2 953	9 646	14,12%
6158 Entretien du labo photographique	1 760	2 000	5 512	-3 512	3 752	213,23%
6159 Archives audiovisuelles	0	0	0	0	0	NS
<b>616 PRIMES D'ASSURANCES</b>	<b>343 584</b>	<b>365 000</b>	<b>337 158</b>	<b>27 842</b>	<b>-6 426</b>	<b>-1,87%</b>
6161 Assurances des biens et personnes	252 909	265 000	248 150	16 850	-4 759	-1,88%
6165 Assurances des véhicules	90 674	100 000	89 007	10 993	-1 667	-1,84%
<b>617 ÉTUDES ET DOCUMENTATION</b>	<b>1 172 115</b>	<b>1 208 000</b>	<b>1 054 816</b>	<b>153 184</b>	<b>-117 300</b>	<b>-10,01%</b>
6171 Études et recherches informatiques	133 956	70 000	67 921	2 079	-66 036	-49,30%
6172 Documentation de la bibliothèque	204 191	268 000	185 728	82 272	-18 463	-9,04%
6173 Documentation européenne	25 042	55 000	50 618	4 382	25 576	102,13%
6174 Achats de documents pour diffusion	1 392	0	0	0	-1 392	-100,00%
6175 Abonnements	807 533	815 000	750 548	64 452	-56 985	-7,06%
6176 Revues de presse	0	0	0	0	0	NS
6178 Reliures	0	0	0	0	0	NS
6179 Documentation internationale	0	0	0	0	0	NS
<b>618 AUTRES CHARGES DIVERSES</b>	<b>1 998 290</b>	<b>1 939 000</b>	<b>1 763 178</b>	<b>175 822</b>	<b>-235 112</b>	<b>-11,77%</b>
6181 Subventions et libéralités	966 706	730 000	778 989	-48 989	-187 717	-19,42%
6182 Subventions et indemnités repas	1 031 584	1 209 000	984 188	224 812	-47 396	-4,59%
<b>62 AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>9 986 225</b>	<b>10 131 800</b>	<b>10 058 656</b>	<b>73 144</b>	<b>72 431</b>	<b>0,73%</b>
621 PERSONNEL EXTÉRIEUR À L'A.N.	1 480 229	1 446 000	1 400 187	45 813	-80 042	-5,41%
6211 Personnel intérimaire et mis à disposition	1 480 229	1 446 000	1 400 187	45 813	-80 042	-5,41%
6213 Personnel extérieur mis à disposition du SAIP	0	0	0	0	0	NS
622 HONORAIRES	810 484	1 100 000	818 426	281 574	7 942	0,98%

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
6221 Honoraires d'experts et d'avocats	324 983	170 000	322 704	-152 704	-2 279	-0,70%
6222 Études et expertises des Commissions	193 229	580 000	215 780	364 220	22 551	11,67%
6223 Études et ingénierie	292 273	350 000	279 942	70 058	-12 331	-4,22%
6224 Honoraires des rédacteurs de biographies	0	0	0	0	0	NS
6225 Honoraires audiovisuels	0	0	0	0	0	NS
6226 Autres honoraires	0	0	0	0	0	NS
623 INFORMATIONS	2 327 983	2 420 000	2 135 523	284 477	-192 461	-8,27%
6231 Annonces et insertions	79 284	85 000	62 792	22 208	-16 492	-20,80%
6233 Communication événementielle	110 081	150 000	75 163	74 837	-34 917	-31,72%
6234 Production des images télévisées	1 650 341	1 485 000	1 416 959	68 041	-233 383	-14,14%
6235 Documents d'information et de communication	46 050	150 000	56 762	93 238	10 712	23,26%
6236 Diffusion des images télévisées	267 861	300 000	244 744	55 256	-23 117	-8,63%
6237 Information-multimédia	71 993	100 000	23 537	76 463	-48 456	-67,31%
6238 Actions pédagogiques & d'information	102 374	150 000	255 566	-105 566	153 192	149,64%
624 IMPRESSIONS	240 505	250 000	222 747	27 253	-17 758	-7,38%
6241 Impressions parlementaires	234 611	240 000	218 152	21 848	-16 459	-7,02%
6243 Impressions techniques	5 894	10 000	4 595	5 405	-1 299	-22,03%
625 TRANSPORT ET DÉPLACEMENTS	1 126 731	1 144 800	1 007 559	137 241	-119 172	-10,58%
6251 Transport de biens	540 045	540 000	504 063	35 937	-35 982	-6,66%
6252 Transport du personnel	586 686	604 800	503 496	101 304	-83 191	-14,18%
626 FRAIS POSTAUX ET COMMUNICATIONS	3 996 992	3 760 000	4 471 691	-711 691	474 699	11,88%
6261 Affranchissement du courrier	3 671 880	3 360 000	4 166 597	-806 597	494 717	13,47%
6262 Frais de télécommunication	325 112	400 000	305 094	94 906	-20 018	-6,16%
629 REGIES DES SERVICES DE L'A.N.	3 300	11 000	2 524	8 476	-776	-23,52%
<b>63 IMPÔTS ET TAXES</b>	<b>4 188 873</b>	<b>3 712 854</b>	<b>4 130 686</b>	<b>-417 832</b>	<b>-58 187</b>	<b>-1,39%</b>
633 SYNDICAT DES TRANSPORTS PARISIENS	3 381 982	2 900 854	3 359 248	-458 394	-22 734	-0,67%
635 IMPÔTS LOCAUX	778 172	710 000	770 269	-60 269	-7 903	-1,02%
637 TAXES ET DROITS SUR LES VÉHICULES	15	2 000	1 169	831	1 154	NS
638 FONDS D'INSERTION TRAVAILLEURS HANDICAPES	28 704	100 000	0	100 000	-28 704	-100,00%
<b>64 CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>175 720 302</b>	<b>175 074 000</b>	<b>172 136 889</b>	<b>2 937 111</b>	<b>-3 583 413</b>	<b>-2,04%</b>
641 PERSONNELS STATUTAIRES	115 835 262	113 531 300	110 990 309	2 540 991	-4 844 953	-4,18%

	Réalisé	Budget	Réalisé	Solde	Variations 2016/2015	
	2015	2016	2016	2016	Δ absolu	Δ %
6411 Traitements-rémunérations de base	50 994 582	51 530 000	50 767 989	762 011	-226 593	-0,44%
6412 Indemnités de législature	23 384 491	23 620 000	23 305 912	314 088	-78 579	-0,34%
6413 Travaux supplémentaires	26 459 103	23 475 300	23 298 187	177 113	-3 160 916	-11,95%
6414 Autres indemnités	12 641 425	12 526 000	11 511 342	1 014 658	-1 130 083	-8,94%
6415 Prestations familiales	1 474 623	1 580 000	1 193 371	386 629	-281 252	-19,07%
6416 Supplément familial	468 758	500 000	456 982	43 018	-11 775	-2,51%
6418 Indemnité de fin de carrière	412 280	300 000	456 525	-156 525	44 245	10,73%
642 PERSONNELS CONTRACTUELS DE L'ASSEMBLEE	6 667 962	6 731 300	7 639 468	-908 168	971 507	14,57%
6421 Traitements-rémunérations de base	4 974 779	5 100 000	6 048 201	-948 201	1 073 423	21,58%
6422 Indemnités de travaux suppl. et de législature	1 242 055	1 198 000	1 116 156	81 844	-125 899	-10,14%
6423 Autres indemnités	375 116	380 500	397 988	-17 488	22 872	6,10%
6424 Prestations familiales	76 012	52 800	77 124	-24 324	1 111	1,46%
6425 Indemnités de préavis de licenciement	0	0	0	0	0	NS
643 PERSONNELS CONTRACTUELS DE LA PRÉSIDENTE	2 944 271	2 815 100	2 607 559	207 541	-336 712	-11,44%
6431 Salaires-rémunérations de base	2 809 444	2 713 000	2 502 509	210 491	-306 934	-10,93%
6432 Indemnités	113 227	82 000	94 637	-12 637	-18 589	-16,42%
6433 Prestations familiales	21 601	20 100	10 413	9 687	-11 188	-51,79%
6434 Indemnités de préavis de licenciement	0	0	0	0	0	NS
644 AUTRES PERSONNELS	387 991	527 900	155 318	372 583	-232 673	-59,97%
6442 Indemnisation des demandeurs d'emploi	387 991	527 900	155 318	372 583	-232 673	-59,97%
645 CHARGES SOCIALES	47 572 435	48 668 700	48 373 839	294 861	801 405	1,68%
6451 Contribution au fonds de sécurité sociale	3 835 814	3 835 000	3 819 981	15 019	-15 833	-0,41%
6452 Contribution à la Caisse de retraites	41 131 563	42 291 700	41 757 902	533 798	626 339	1,52%
6453 Cotisations URSSAF	1 999 518	1 942 000	2 137 259	-195 259	137 741	6,89%
6454 Cotisations caisses complémentaires	486 909	480 000	540 560	-60 560	53 651	11,02%
6455 Contribution de solidarité autonomie	118 630	120 000	118 137	1 863	-493	-0,42%
646 PRESTATIONS DIRECTES	1 179 809	1 227 400	1 024 868	202 532	-154 941	-13,13%
6461 Accidents du travail	14 108	15 000	20 791	-5 791	6 683	47,37%
6462 Capital-décès 1	57 323	80 000	0	80 000	-57 323	-100,00%
6463 Allocation-décès 1	0	20 000	7 338	12 662	7 338	NS
6464 Allocations viagères	45 142	49 500	43 249	6 251	-1 893	-4,19%
6465 Médico-social et prévention	0	600	0	600	0	NS
6466 Arrérages de pensions des R.U.F.	1 063 237	1 062 300	953 491	108 809	-109 746	-10,32%
6467 Allocations vacances des contractuels	0	0	0	0	0	NS
647 AUTRES CHARGES SOCIALES	173 550	220 300	262 576	-42 276	89 026	51,30%



	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
6473 Action sociale	0	0	0	0	0	NS
6474 Subventions et indemnités repas	2 503	3 000	694	2 306	-1 809	-72,29%
6475 Indemnités repas gardes républicains	156 988	153 000	184 391	-31 391	27 403	17,46%
6476 Subvention à la Mutuelle du personnel	4 200	43 000	69 674	-26 674	65 474	NS
6477 Médecine du travail	9 859	21 300	7 817	13 483	-2 042	-20,71%
648 AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	959 024	1 352 000	1 082 951	269 049	123 928	12,92%
6481 Frais de recrutement de personnel	465 463	632 000	494 195	137 805	28 732	6,17%
6482 Formation professionnelle	451 417	630 000	541 269	88 731	89 852	19,90%
6483 Dons de médailles	0	0	0	0	0	NS
6484 Formations micro-informatiques	42 143	90 000	47 488	42 512	5 344	12,68%
<b>65 CHARGES PARLEMENTAIRES</b>	<b>288 437 913</b>	<b>295 509 371</b>	<b>289 729 602</b>	<b>5 779 769</b>	<b>1 291 689</b>	<b>0,45%</b>
651 INDEMNITÉS PARLEMENTAIRES	50 081 336	50 196 195	49 897 860	298 335	-183 476	-0,37%
6511 Indemnité parlementaire	49 080 497	49 161 419	49 020 962	140 457	-59 535	-0,12%
6512 Indemnités spéciales	548 197	559 776	540 019	19 757	-8 178	-1,49%
6514 Prestations familiales	236 590	230 000	153 752	76 248	-82 838	-35,01%
6515 Supplément familial	216 052	245 000	183 127	61 873	-32 925	-15,24%
652 CHARGES SOCIALES	60 378 534	60 314 751	58 553 160	1 761 591	-1 825 373	-3,02%
6521 Sécurité sociale et prévoyance	59 068 500	58 965 751	57 096 975	1 868 776	-1 971 525	-3,34%
6522 Prestations directes	1 119 420	1 158 000	1 265 820	-107 820	146 400	13,08%
6528 Autres charges sociales	190 613	191 000	190 365	635	-248	-0,13%
653 FRAIS DE SECRÉTARIAT	161 528 099	165 432 953	163 796 520	1 636 433	2 268 421	1,40%
6531 Frais de secrétariat des groupes	10 101 436	10 134 511	9 848 609	285 902	-252 827	-2,50%
6532 Frais de secrétariat des députés	112 227 828	114 386 962	114 090 858	296 104	1 863 029	1,66%
6533 Crédit supplémentaire de fin de mandat	261 456	2 000 000	963 964	1 036 036	702 508	268,69%
6534 Indemnité représentative de frais de mandat	38 937 379	38 911 480	38 893 090	18 390	-44 289	-0,11%
654 VOYAGES ET DÉPLACEMENTS	7 415 086	8 055 000	7 649 168	405 832	234 082	3,16%
6541 Déplacements par avions	4 040 044	4 720 000	4 285 685	434 315	245 641	6,08%
6542 Déplacements SNCF/RATP	1 784 222	1 810 000	1 832 865	-22 865	48 643	2,73%
6543 Déplacements en taxis	1 095 928	1 000 000	1 015 185	-15 185	-80 742	-7,37%
6544 Remboursements de péages	112 600	125 000	123 707	1 293	11 107	9,86%
6545 Déplacements des anciens députés	382 292	400 000	391 725	8 275	9 433	2,47%
655 CHARGES DES OFFICES PARLEMENTAIRES	139 340	400 000	221 214	178 786	81 874	58,76%
6551 Office d'évaluation des choix scientifiques	139 340	400 000	221 214	178 786	81 874	58,76%
6556 Office d'évaluation des politiques de santé	0	0	0	0	0	NS
656 REPRÉSENTATION DE L'A.N.	4 165 980	5 202 472	4 514 096	688 376	348 116	8,36%
6563 Frais de réception du Président	405 251	450 000	416 612	33 388	11 361	2,80%

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
6564 Frais de déplacement du Président	71 848	60 000	83 542	-23 542	11 693	16,28%
6565 Frais de mission du Cabinet	29 198	60 000	28 961	31 039	-236	-0,81%
6566 Frais de réception du Bureau	512 011	550 000	562 596	-12 596	50 585	9,88%
6567 Délégations	21 353	42 500	12 545	29 955	-8 808	-41,25%
6568 Activités internationales de l'A.N.	2 335 301	3 023 000	2 605 464	417 536	270 164	11,57%
6569 Missions et réceptions des Commissions	791 019	1 016 972	804 376	212 596	13 357	1,69%
657 AUTRES MISSIONS ET RECEPTIONS	24 489	30 000	111 195	-81 195	86 705	354,05%
6570 Autres missions et réceptions parlementaires	24 489	30 000	111 195	-81 195	86 705	354,05%
658 AUTRES CHARGES LIEES AU MANDAT	4 705 049	5 878 000	4 986 390	891 610	281 341	5,98%
6581 Équipement informatique des députés	1 168 180	1 600 000	1 419 220	180 780	251 040	21,49%
6582 Maintenance des équipements bureautiques des groupes	271 850	350 000	116 601	233 399	-155 249	-57,11%
6583 Frais de communication des députés	2 545 503	3 000 000	2 656 704	343 296	111 200	4,37%
6584 Formation aux techniques de communication	117 840	123 000	117 600	5 400	-240	-0,20%
6585 Autres formations députés	29 813	70 000	37 204	32 796	7 391	24,79%
6586 Frais d'hébergement	398 131	460 000	454 170	5 830	56 040	14,08%
6587 Insignes et équipements officiels	1 860	90 000	0	90 000	-1 860	-100,00%
6588 Cours de langues	77 909	65 000	86 257	-21 257	8 348	10,72%
6589 Autres charges diverses	93 963	120 000	98 634	21 366	4 671	4,97%
<b>67 CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>23 569</b>	<b>30 000</b>	<b>17 671</b>	<b>12 329</b>	<b>-5 897</b>	<b>-25,02%</b>
671 Charges exceptionnelles exercice courant	19 621	30 000	17 668	12 332	-1 953	-9,95%
674 Charges exceptionnelles exercices antérieurs	3 948	0	4	-4	-3 944	-99,91%
<b>69 DÉPENSES IMPRÉVUES</b>	<b>0</b>	<b>2 293 000</b>	<b>0</b>	<b>2 293 000</b>	<b>0</b>	<b>NS</b>
699 DÉPENSES IMPRÉVUES	0	2 293 000	0	2 293 000	0	NS
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>507 989 800</b>	<b>517 429 625</b>	<b>506 228 174</b>	<b>11 201 451</b>	<b>-1 761 626</b>	<b>-0,35%</b>

## C.— Les recettes diverses

Les recettes diverses de l'Assemblée nationale comprennent, pour l'essentiel, des produits dont la nature fluctuante rend peu significatives les variations d'un exercice sur l'autre.

En 2016, elles s'élèvent à 5,24 millions d'euros, en hausse de 9,20 % par rapport à l'exercice 2015 (4,80 millions d'euros). Proportionnellement faibles, elles représentent 1 % des ressources budgétaires de l'Assemblée en 2016 (0,92 % en 2015).

- Les **ventes et produits assimilés (titres 70, 72 et 73)** diminuent de 12,48 %, passant de 306 992 euros à 268 676 euros.

Les ventes de documents parlementaires (article 7211) qui, depuis l'arrêt par la direction des Journaux Officiels, en 2012, de son service d'abonnement aux documents parlementaires, ne comportent plus que les ventes effectuées par la Boutique, ne représentent qu'une part résiduelle et décroissante dans le total des ventes et produits assimilés. Les produits enregistrés sur l'exercice 2016 s'établissent à 5 143 euros, soit 1,91 % du total des titres 70, 72 et 73 (1,64 % en 2015, avec 5 045 euros).

Les ventes de publications de l'Assemblée nationale (article 7220), qui regroupent essentiellement les ventes d'affiches et d'ouvrages divers également réalisées par la Boutique, diminuent fortement en 2016, comme en 2015 (- 28,22 % à 7 455 euros). Les rétrocessions perçues par l'Assemblée sur les ventes d'ouvrages et d'affiches atteignent 7 385 euros (10 316 euros en 2015). Les produits des ventes aux députés de divers produits (clichés de la Photothèque) s'établissent à 70 euros en 2016.

Les produits des ventes de médailles (article 7071) augmentent de 7,75 % en 2016 pour s'établir à 52 097 euros (contre 48 352 euros en 2015).

Les ventes de denrées des distributeurs (article 7074) restent globalement stables en 2016, passant de 7 116 euros à 6 905 euros (- 2,96 %). Les ventes d'autres marchandises (article 7075) s'établissent, pour leur part, à 2 361 euros (contre 3 476 euros en 2015).

Les remboursements de communications téléphoniques (article 7082), qui comprennent les remboursements des groupes politiques ou de certains utilisateurs extérieurs (LCP-AN, Assemblée parlementaire de la francophonie, etc.) ainsi que les reversements effectués par les députés en situation de dépassement de l'un de leurs forfaits (téléphone ou affranchissement), connaissent en 2016 une diminution de 20,09 % et viennent s'établir à 125 528 euros (157 079 euros en 2015).

Les produits d'activités annexes (article 7088) sont, pour leur part, en baisse de 3,92 % à 37 482 euros (39 013 euros en 2015). En 2016, les recettes constatées sur ce compte proviennent pour l'essentiel des produits perçus par l'Assemblée nationale au titre de la participation à certaines réceptions officielles (19 041 euros).

Les produits issus de la délivrance de photocopies (article 7081), étroitement liés aux besoins exprimés par les parlementaires et les groupes politiques, sont en baisse - 13,20 %) à 31 705 euros (contre 36 525 euros en 2015).

- Les **produits de gestion courante (titre 75)** augmentent de 15,61 % en 2016 pour s'établir à 4,75 millions d'euros (contre 4,11 millions d'euros en 2015). Ils représentent plus de 90 % (90,75 %) des recettes diverses de l'Assemblée.

Les recettes comptabilisées sur l'article 7580 (produits divers de gestion courante) s'établissent à 1,82 million d'euros (contre 1,20 million d'euros en 2015), soit une augmentation de 52,37 %.

Parmi ces diverses recettes figurent, en 2016, un reversement exceptionnel d'excédent de trésorerie de la Boutique (0,13 million d'euros) ainsi que, surtout, le complément d'indemnisation reçu par l'Assemblée nationale par jugement du tribunal administratif de Paris en compensation du préjudice résultant de dommages causés aux installations situées sous l'emmarchement de l'escalier d'honneur (0,91 million d'euros). Les produits issus des annulations de factures non parvenues des exercices précédents se sont élevés en 2016 à 0,21 million d'euros.

Les revenus des immeubles (article 7520), qui enregistrent le produit des locations de salles de réunion, sont en nette diminution en 2016 à 70 602 euros contre 108 229 euros en 2015 (- 34,77 %).

Les remboursements des caisses primaires d'assurance maladie et du FONGECIF (article 7540) effectués au titre des indemnités journalières des collaborateurs et des formations effectuées par ces derniers augmentent en revanche pour s'établir à 0,76 million d'euros en 2016 (contre 0,70 million d'euros en 2015).

Les redevances de gestion des fonds de sécurité sociale (article 7560) s'élèvent en 2016 à 1,80 million d'euros (contre 1,85 million d'euros en 2015, soit une diminution de 2,41 %).

- Les **produits exceptionnels (titre 77)**, qui recouvrent des produits non récurrents de nature diverse, s'établissent à 0,22 million d'euros en 2016 (contre 0,38 million d'euros en 2015).

En 2016, 40 000 euros ont été encaissés au titre des remboursements des compagnies de transport de l'article 7714 (78 992 euros en 2015). Ces recettes proviennent essentiellement des remises annuelles consenties par la société Air France et qui, adossées au chiffre d'affaires, varient en fonction du nombre de billets d'avion vendus à l'Assemblée nationale.

Les autres produits exceptionnels sur exercice courant (article 7718) et sur exercices antérieurs (articles 7743 et suivants) connaissent une hausse (2015 : 25 674 euros ; 2016 : 29 952 euros).

Enfin, les **remboursements des compagnies d'assurances (chapitre 776)** sont en hausse (2015 : 16 484 euros ; 2016 : 36 210 euros). Divers sinistres, affectant successivement les caméras du Quai d'Orsay et un dégât des eaux, ont donné lieu à des indemnisations en 2016.

## Recettes diverses de l'Assemblée nationale

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
<b>70 VENTES DE MARCHANDISES</b>	<b>291 561</b>	<b>198 000</b>	<b>256 078</b>	<b>58 078</b>	<b>-35 483</b>	<b>-12,17%</b>
707 VENTES DE MARCHANDISES	58 944	56 000	61 363	5 363	2 419	4,10%
7071 Ventes de médailles	48 352	50 000	52 097	2 097	3 745	7,75%
7072 Ventes d'accessoires	0	0	0	0	0	NS
7073 Ventes de cartes de vœux	0	0	0	0	0	NS
7074 Ventes de denrées distributeurs	7 116	6 000	6 905	905	-211	-2,96%
7075 Ventes autres marchandises	3 476	0	2 361	2 361	-1 115	-32,08%
708 AUTRES PRODUITS ANNEXES	232 617	142 000	194 715	52 715	-37 902	-16,29%
7081 Délivrances de photocopies	36 525	30 000	31 705	1 705	-4 820	-13,20%
7082 Remb. de communications téléphoniques	157 079	100 000	125 528	25 528	-31 551	-20,09%
7083 Ventes de catalogues	0	1 000	0	-1 000	0	NS
7088 Autres produits d'activités annexes	39 013	11 000	37 482	26 482	-1 531	-3,92%
<b>72 VENTES DE DOC. PARLEMENTAIRES</b>	<b>15 431</b>	<b>31 000</b>	<b>12 598</b>	<b>-18 402</b>	<b>-2 834</b>	<b>-18,36%</b>
721 VENTES DE DOC. PARLEMENTAIRES	5 045	8 000	5 143	-2 857	97	1,93%
7211 Ventes par le Kiosque	5 045	8 000	5 143	-2 857	97	1,93%
7212 Ventes par les J.O.	0	0	0	0	0	NS
722 VENTES DE PUBLICATIONS DE L'A.N.	10 386	23 000	7 455	-15 545	-2 931	-28,22%
7220 Ventes de publications de l'A.N.	10 386	23 000	7 455	-15 545	-2 931	-28,22%
<b>73 CESSIONS D'APPROVISIONNEMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>NS</b>
7310 CESSIONS DE FOURNITURES	0	0	0	0	0	NS
7320 CESSIONS DE PETITS ÉQUIPEMENTS	0	0	0	0	0	NS
<b>75 PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>4 110 811</b>	<b>3 457 000</b>	<b>4 752 339</b>	<b>1 295 339</b>	<b>641 528</b>	<b>15,61%</b>
7520 REVENUS DES IMMEUBLES	108 229	140 000	70 602	-69 398	-37 627	-34,77%
7530 RETENUES HLM-ILN	0	0	0	0	0	NS
7540 REMBOURSEMENTS CPAM/FONGECIF	699 571	600 000	755 490	155 490	55 918	7,99%
755 PRODUITS/RESSOURCES AFFECTÉES	69 115	200 000	109 918	-90 082	40 803	59,04%
7551 Office d'évaluation des choix scientifiques	69 115	200 000	109 918	-90 082	40 803	59,04%
756 REDEVANCES DE GESTION FONDS DE SEC SOC	1 845 654	1 906 000	1 801 134	-104 866	-44 520	-2,41%
7560 Produits de redevance de gestion SSD/SSP	1 845 654	1 906 000	1 801 134	-104 866	-44 520	-2,41%

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
7570 COTISATIONS FAMDDRE	190 613	191 000	190 365	-635	-248	-0,13%
758 PRODUITS DIVERS GESTION COURANTE	1 197 628	420 000	1 824 831	1 404 831	627 202	52,37%
7580 Produits divers de gestion courante	1 197 628	420 000	1 824 831	1 404 831	627 202	52,37%
<b>77 PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>377 456</b>	<b>185 000</b>	<b>215 507</b>	<b>30 507</b>	<b>-161 948</b>	<b>-42,91%</b>
771 PROD. EXCEPT. EXERCICE COURANT	103 222	145 000	69 952	-75 048	-33 270	-32,23%
7713 Dons, subventions et libéralités reçues	0	0	0	0	0	NS
7714 Remboursements des compagnies de transports	78 992	45 000	40 000	-5 000	-38 992	-49,36%
7718 Autres produits exceptionnels	24 230	100 000	29 952	-70 048	5 723	23,62%
774 PROD. EXCEPT. EXERCICES ANTÉRIEURS	1 444	0	0	0	-1 444	-100,00%
7743 Produits sur annulation de mandats	1 444	0	0	0	-1 444	-100,00%
7746 Recettes sur dettes/déchéance quadriennale	0	0	0	0	0	NS
7748 Autres produits exceptionnels	0	0	0	0	0	NS
775 PRODUITS DE CESSIONS D'ACTIFS	256 306	30 000	109 345	79 345	-146 961	-57,34%
7752 Cessions d'immobilisations corporelles	256 306	30 000	109 345	79 345	-146 961	-57,34%
776 REMB. DES CIES D'ASSURANCES	16 484	10 000	36 210	26 210	19 726	119,67%
7761 Remboursements/responsabilité civile	15 571	0	36 210	36 210	20 639	132,55%
7762 Remboursements/vols	0	0	0	0	0	NS
7763 Remboursements/incendie	0	0	0	0	0	NS
7764 Remboursements/véhicules	0	0	0	0	0	NS
7765 Remboursements divers	913	10 000	0	-10 000	-913	-100,00%
<b>RECETTES DIVERSES</b>	<b>4 795 259</b>	<b>3 871 000</b>	<b>5 236 522</b>	<b>1 365 522</b>	<b>441 263</b>	<b>9,20%</b>

## II.— LE COMPTE DE RÉSULTAT

Le compte de résultat recense l'ensemble des charges et produits de l'Assemblée nationale.

Les charges et produits extrabudgétaires correspondent à des charges sur ressources affectées, à des charges ou des produits financiers ayant par nature un caractère aléatoire ou à des charges et produits pour ordre (amortissements, provisions, cessions d'immobilisations).

Depuis 2007, et en application du nouveau référentiel comptable, le périmètre des charges et produits extrabudgétaires a été redéfini : les dotations aux amortissements et aux provisions ainsi que les charges et produits au titre de La Chaîne parlementaire - Assemblée nationale (LCP-AN) sont retracés dans le compte de résultat.

### A. Les charges extrabudgétaires

Les charges extrabudgétaires s'élèvent en 2016 à 69,34 millions d'euros. Ces charges comprennent :

- les services bancaires et assimilés (compte 6273), constitués des frais bancaires et postaux liés à la gestion des comptes bancaires et à l'exécution des paiements à l'étranger. Ces dépenses restent faibles (25 036 euros en 2016) ;
- la dotation versée à LCP-AN, stabilisée à 16,64 millions d'euros. Celle-ci est égale au montant de la dotation reçue de l'État pour cette chaîne ;
- les dotations aux amortissements et aux provisions : 11,58 millions en 2016 (contre 10,46 millions d'euros en 2015) ;
- l'enregistrement au débit des charges d'exploitation de la dotation de variation des stocks (compte 6031) pour un montant de 0,07 million d'euros au 31 décembre 2016 ;
- la constatation sur le compte 6751 (valeur nette comptable des immobilisations incorporelles cédées) de la valeur résiduelle après amortissements des applications informatiques identifiées comme étant sorties en 2016 du patrimoine de l'Assemblée nationale (22 555 euros) ;
- la constatation sur le compte 6752 (valeur nette comptable des immobilisations corporelles cédées) de la valeur résiduelle après amortissements des biens corporels cédés ou mis au rebut en 2016 (0,14 million d'euros) ;
- la constatation sur le compte 6756 (valeur nette comptable des immobilisations financières cédées) d'une opération de vente de parts de fonds communs de placement destinée à financer l'acquisition de l'ensemble immobilier sis 35-37, rue Saint-Dominique<sup>22</sup> (valeur historique des parts vendues : 40,85 millions d'euros).

<sup>22</sup> Voir partie III (bilan).

## B. Les produits extrabudgétaires

Les produits extrabudgétaires atteignent 85,49 millions d'euros. Ils correspondent à plusieurs types de recettes :

- la dotation reçue de l'État pour financer LCP-AN : 16,64 millions d'euros ;
- l'enregistrement au titre de la production immobilisée (compte 733) de la valeur des logiciels produits en interne par l'Assemblée nationale au cours de l'exercice 2016 (1,42 million d'euros) ;
- les intérêts des prêts (compte 762) consentis aux députés et au personnel : ces produits s'élèvent pour 2015 à 0,72 million d'euros (2014 : 1 million d'euros ; 2015 : 0,84 million d'euros) ;
- les revenus sur valeurs mobilières de placement (compte 768), tirés du placement en produits monétaires de la dotation de l'exercice : ils s'élèvent à 2,19 millions d'euros en 2016, en diminution continue au cours des années récentes (2014 : 3,72 millions d'euros ; 2015 : 2,68 million d'euros) ;
- les reprises sur provisions pour charges et amortissements à hauteur de 0,36 million d'euros en 2016 (contre 0,23 million d'euros en 2015).
- les produits sur sorties d'actifs financiers issus de la vente des parts de fonds communs de placement (FCP) destinés à financer l'acquisition de l'ensemble immobilier sis 35-37, rue Saint-Dominique précité (64,15 millions d'euros).

## C. Le résultat comptable

Le solde des charges et des produits extrabudgétaires s'élève à 16,16 millions d'euros en 2016.

En application du référentiel comptable issu de l'arrêté n° 08-020 du Collège des Questeurs du 5 février 2008, la dotation de l'État est intégralement enregistrée en produits (auparavant une fraction de cette dotation correspondant aux dépenses d'investissement de l'année était enregistrée dans les capitaux propres).

Pour passer du résultat budgétaire au résultat comptable, il convient donc non seulement de prendre en compte les charges et produits extrabudgétaires, mais aussi d'ajouter les dépenses d'investissement (qui n'entrent pas dans le résultat comptable).

### Passage du résultat budgétaire au résultat comptable (2016)

(en euros)

Résultat budgétaire (A)	- 1 140 698
Charges extrabudgétaires (B)	69 338 123
Produits extrabudgétaires (C)	85 491 789
Section d'investissement (D)	18 039 046
Résultat comptable (A-B) + (C+D)	33 052 014

Le résultat comptable de l'Assemblée nationale s'établit donc à 33,05 millions d'euros en 2016 (8,64 millions d'euros en 2015).



## Compte de résultat de l'Assemblée nationale (avant intégration des sociétés annexes)

	2016	2015		2016	2015
Achats de fournitures et marchandises	7 144 255	7 000 340	Dotations de l'État	517 890 000	517 890 000
Variation de stocks	72 769	30 441	Dotations reçues LCP-AN	16 641 162	16 641 162
Autres charges externes	33 095 907	32 645 639	Ventes de marchandises	256 078	291 561
Impôts, taxes et versements assimilés	4 130 686	4 188 873	Ventes de documents parlementaires	12 598	15 431
Charges de personnel	172 136 889	175 720 302	Cessions d'approvisionnement	0	0
dont	121 392 654	125 835 485	Reprises de provisions	357 624	232 970
Charges de rémunérations	49 398 707	48 752 244	Autres produits	6 176 442	5 298 847
Charges sociales	1 345 527	1 132 573			
Autres charges de personnels	289 729 602	288 437 913			
Indemnités parlementaires	49 897 860	50 081 336			
Charges sociales	58 553 160	60 378 534			
Secrétariat parlementaire	163 796 520	161 528 099			
Autres charges liées au mandat	17 482 062	16 449 944			
Dotations aux amortissements	10 930 059	10 245 831			
Dotations aux provisions	648 602	213 260			
Dotations versées LCP-AN	16 641 162	16 641 162			
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>534 529 930</b>	<b>535 123 759</b>	<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>541 333 904</b>	<b>540 369 971</b>
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (II)</b>	<b>0</b>	<b>2 438</b>	<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (II)</b>	<b>2 914 024</b>	<b>3 516 475</b>
Valeur nette comptable de valeurs financières cédées	0	2 438	Intérêts des prêts	724 528	837 827
Provision pour dépréciation des valeurs financières	0	0	Reprise sur prov pour dépréc. des valeurs financières	0	0
			Autres produits financiers	2 189 496	2 678 648
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (III)</b>	<b>41 036 368</b>	<b>493 428</b>	<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (III)</b>	<b>64 370 384</b>	<b>377 685</b>
Charges exceptionnelles sur exercice courant	17 668	19 621	Produits exceptionnels sur exercice courant	69 952	103 451
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	4	3 948	Produits exceptionnels sur exercice antérieur	0	1 444
Valeur nette comptable des immobilisations incorporelles cédées	22 555	0	Produits sur sorties d'actifs corporels	109 345	256 306
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles cédées	141 994	469 859	Produits sur sorties d'actifs financiers	64 154 876	0
Valeur nette comptable des immobilisations financières cédées	40 854 148	0	Remboursements des compagnies d'assurance	36 210	16 484
<b>Résultat de l'exercice (IV)</b>	<b>33 052 014</b>	<b>8 644 507</b>			
<b>TOTAL CHARGES (I+II+III+IV)</b>	<b>608 618 312</b>	<b>544 264 131</b>	<b>TOTAL PRODUITS (I+II+III)</b>	<b>608 618 312</b>	<b>544 264 131</b>

### III.— LE BILAN

Le bilan est la représentation à un instant donné des ressources dont dispose l'Assemblée nationale et des emplois qu'elle en a faits.

La structure du bilan au 31 décembre 2016 est stable et se caractérise par :

- une prépondérance de l'actif immobilisé sur l'actif circulant (90,19 %) ;
- des capitaux propres qui représentent plus de 90 % (94,76 %) du passif.

Conformément aux dispositions de l'arrêté des Questeurs n° 16-118 du 7 décembre 2016 modifiant l'arrêté n° 08-020 du 5 février 2008 portant référentiel comptable de l'Assemblée nationale, plusieurs éléments du bilan au 31 décembre 2015 (actif immobilisé, capitaux propres et dettes vis-à-vis des fournisseurs) ont été retraités *pro forma* afin d'assurer la comparabilité des comptes d'un exercice à l'autre.

Les reclassements comptables et les corrections d'erreurs opérés en 2016 ont conduit à mouvoir, pour l'essentiel, un compte de passif dédié (*compte 1059 – retraitements du bilan sur exercices antérieurs*<sup>23</sup>) à hauteur de 5,31 millions d'euros, dont :

- 5,15 millions d'euros (au débit) du fait de l'apurement comptable effectué sur le mobilier de style et les œuvres d'art acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007 (annulation de lignes comptables antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2007, valorisation à l'euro symbolique de biens figurant dans l'inventaire physique et non rapprochés de la comptabilité, mise à l'euro symbolique de biens acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et valorisés initialement pour leur montant d'acquisition) ;
- 0,36 million d'euros (au débit) du fait de la rectification d'éléments initialement inscrits à l'actif immobilisés et identifiés comme devant être sortis du bilan *a posteriori* dans le cadre de la procédure d'inventaire des immobilisations mise en place en 2015 ;
- 0,20 million d'euros (au crédit) du fait de l'annulation de diverses factures non parvenues sur exercices antérieurs portant sur des dépenses d'investissement.

#### A. Les éléments de l'actif

##### 1. Les immobilisations

D'un montant de 840,79 millions d'euros au 31 décembre 2016, les immobilisations nettes sont en augmentation par rapport au bilan de clôture de l'exercice 2015 (820,08 millions d'euros<sup>24</sup>, soit + 2,53 %).

La structure de l'actif immobilisé est similaire à celle de l'exercice précédent. La part des immobilisations corporelles demeure largement prépondérante (70,41 % de l'actif

<sup>23</sup> Compte intégré dans la rubrique « dotation et réserves » du bilan.

<sup>24</sup> Montant retraité *pro forma* conformément aux dispositions de l'arrêté n° 08-020 des Questeurs modifié (voir *supra*).

immobilisé fin 2016, contre 70,76 % fin 2015). Les immobilisations incorporelles poursuivent leur forte croissance (+ 28,75 % à 4,33 millions d'euros, contre 3,36 millions d'euros fin 2015<sup>25</sup>) en raison, principalement, de l'enregistrement de la valeur des logiciels produits en interne par l'Assemblée (1,42 million d'euros en 2016).

Enfin, la vente des parts de fonds communs de placement (FCP) destinés à financer l'acquisition de l'ensemble immobilier sis 35-37, rue Saint-Dominique, ainsi que l'extinction progressive des prêts immobiliers accordés aux députés et au personnel expliquent la diminution des immobilisations financières, qui passent de 228,62 millions d'euros à fin 2015 à 177,90 millions d'euros à fin 2016.

Le montant des immobilisations en cours présente une très forte augmentation en 2016 (31 décembre 2016 : 66,58 millions d'euros ; 31 décembre 2015 : 7,84 millions d'euros), due principalement à la mise à disposition par l'État, contre indemnité, de l'ensemble immobilier situé au 35-37, rue Saint-Dominique, dit « Hôtel de Broglie ». Aux termes de la convention signée entre les parties, l'Assemblée nationale ne disposera en effet de l'ensemble des prérogatives et obligations du propriétaire, à la seule exception du droit de céder, qu'à compter de l'entrée en jouissance du bien, cette dernière intervenant au plus tard le 31 mars 2018.

a) Les immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles au 31 décembre 2016 atteint 596,32 millions d'euros contre 583,62 millions d'euros<sup>26</sup> à la fin de l'exercice 2015, soit une progression de 2,18 % en un an.

Deux catégories doivent être distinguées au sein de cet ensemble :

- Le parc immobilier

La valeur nette du parc immobilier s'établit à 579,97 millions d'euros (soit 97,97 % des immobilisations corporelles nettes). Le parc immobilier se subdivise en trois sous-catégories d'immeubles.

Au titre des immeubles historiques (Palais-Bourbon et Hôtel de Lassay), les sommes nettes immobilisées (61,92 millions d'euros) correspondent à la valeur brute de clôture de 2015 (69,14 millions d'euros<sup>27</sup>) majorée du montant des travaux effectués et mis en service en 2016 (16,04 millions d'euros) et minorée des sorties (0,26 millions d'euros) et amortissements pratiqués (22,99 millions d'euros).

Au titre des immeubles non spécifiques, le montant figurant au bilan de clôture (517,94 millions d'euros) correspond à la valeur brute de clôture de 2015 (516,61 millions d'euros<sup>28</sup>) majorée du montant des travaux effectués et mis en service en 2016 (1,33 million d'euros). En application du référentiel comptable de l'Assemblée nationale, aucun amortissement n'est pratiqué.

<sup>25</sup> Montant retraité *pro forma* (voir *supra*).

<sup>26</sup> Montant retraité *pro forma* (voir *supra*).

<sup>27</sup> Montant retraité *pro forma* (voir *supra*).

<sup>28</sup> Montant retraité *pro forma* (voir *supra*).

Plus marginalement, les immobilisations nettes incluent, pour 0,10 million d'euros, le coût de la valeur brute des immeubles loués au 31 décembre 2015 (0,20 million d'euros), majoré du montant des travaux effectués et mis en service en 2016 (0,03 million d'euros) et diminué des amortissements (0,13 million d'euros) réalisés sur les *immeubles loués*.

- Les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles autres que le parc immobilier

Ce poste inclut les acquisitions réalisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993, date du premier bilan de l'Assemblée nationale. Leur montant net, issu de la valeur brute au 31 décembre 2015 (57,80 millions d'euros)<sup>29</sup>, majoré des acquisitions et mises en service de 2016 (6,47 millions d'euros) puis diminué des sorties (1,79 million d'euros) et des amortissements (46,12 millions d'euros), s'établit à 16,35 millions d'euros.

#### b) Les immobilisations financières

Ce sont l'ensemble des titres de créances, détenus par l'Assemblée nationale, destinés à être conservés au-delà d'un an. D'un montant de 177,90 millions d'euros à la fin de l'exercice 2016 (contre 228,62 millions d'euros fin 2015), ces immobilisations se composent :

- des participations de l'Assemblée nationale, à savoir la participation de l'Assemblée nationale dans la société de programme LCP-AN (compte 261) pour 40 000 euros ;
- des obligations et autres droits de créance (compte 272), tous déposés dans les fonds communs de placement (FCP) dédiés gérés par NATIXIS et par la BRED. Leur valeur nette comptable s'établit en 2016 à 104,58 millions d'euros. La valeur liquidative des fonds qui restent immobilisés fin 2016 s'établit globalement à 262,30 millions d'euros (soit une plus-value latente globale de 157,72 millions d'euros).

#### **Valeurs comptable et liquidative des immobilisations financières au 31 décembre de l'année**

(en millions d'euros)

Comptes		Valeur comptable		Valeur liquidative	
		2015	2016	2015	2016
27222	FCP (NATIXIS)	117,08	104,58	319,50	262,30
27221	FCP (Société Générale/BRED)	28,35	0		
<b>TOTAL</b>		<b>145,43</b>	<b>104,58</b>	<b>319,50</b>	<b>262,30</b>

- des différents prêts (compte 274) dont l'encours baisse par rapport à l'année précédente en s'établissant à 72,64 millions d'euros à la fin de l'exercice 2016, contre 82,52 millions d'euros fin 2015. Ces prêts sont notamment constitués des anciens prêts au logement.

En 2016, les prêts versés aux députés ont représenté 0,47 million d'euros (1,02 million d'euros en 2015) et les prêts versés au personnel 3,17 millions d'euros (2,56 millions d'euros en 2015).

<sup>29</sup> Montant retraité *pro forma* (voir *supra*).

Les amortissements correspondants (remboursements en capital) s'élèvent respectivement à 3,10 millions d'euros et à 10 millions d'euros. Le solde net se traduit, pour ces deux catégories de prêts, par une diminution de l'encours de 9,46 millions d'euros. Cette tendance est la conséquence de la suppression du dispositif de prêts immobiliers à compter de 2010, les remboursements en capital devenant ainsi supérieurs au montant des prêts accordés.

(en millions d'euros)

	DÉPUTÉS			FONCTIONNAIRES		
	Montants des prêts versés	Remboursements en capital	Variation de l'encours*	Montants des prêts versés	Remboursements en capital	Variation de l'encours*
2009	8,09	5,90	+ 2,19	19,69	7,85	+ 11,84
2010	1,16	3,86	– 2,70	7,35	5,66	+ 1,69
2011	1,19	7,51	– 6,32	7,16	11,21	– 4,05
2012	1,92	6,56	– 4,64	3,90	11,25	– 7,35
2013	1,14	5,40	– 4,26	2,71	10,84	– 8,13
2014	1,41	4,51	– 3,10	3,72	10,05	– 6,33
2015	1,02	3,32	– 2,30	2,56	10,18	– 7,62
2016	0,47	3,10	– 2,62	3,17	10,00	– 6,84

\* valeur arrondie

– des différents dépôts et cautionnements (compte 275) pour 0,64 million d'euros.

#### c) Les immobilisations en cours

À la fin de l'exercice 2015, les immobilisations en cours atteignent 66,58 millions d'euros, en forte progression (+ 58,74 millions d'euros) par rapport à la fin de l'année 2015 (7,84 million d'euros<sup>30</sup>), du fait de la signature entre l'Assemblée nationale et l'État de l'acte notarié relatif à la mise à disposition, contre indemnité, de l'ensemble immobilier « Hôtel de Broglie ».

Ces comptes enregistrent également les dépenses correspondant à des travaux de rénovation et à des opérations informatiques dont la réalisation est effectuée partiellement au cours de l'année et dont l'achèvement est prévu sur un exercice ultérieur.

Parmi les opérations immobilières d'envergure significative en cours au 31 décembre 2016 figurent, notamment, la rénovation d'un escalier (K) situé au niveau de la zone Colbert au Palais-Bourbon (0,81 million d'euros), le confortement de l'emmarchement situé sous la colonnade du Palais-Bourbon (0,53 million d'euros) et la mise en place d'une régie centrale de production audiovisuelle (0,21 million d'euros).

Au titre des projets informatiques, certaines opérations ont conduit à recourir à des prestataires extérieurs, comme la mise à jour des outils de synchronisation et de gestion des annuaires (0,10 million d'euros) et d'autres sont en cours de réalisation en interne, parfois en lien avec un fournisseur externe (refonte du système de vote, intégration dans le progiciel SAP de l'application de gestion des prestations décès, etc.).

<sup>30</sup> Montant retraité *pro forma* (voir *supra*).

## 2. L'actif circulant

L'actif circulant comprend, d'une part, les créances détenues par l'Assemblée sur des tiers externes ou internes et, d'autre part, ses disponibilités. Elle comprend également depuis l'exercice 2014 la valeur nette comptable des stocks détenus par l'Assemblée nationale au 31 décembre de l'exercice.

### a) Les stocks

Le montant des stocks inscrit au bilan au 31 décembre de l'exercice a été calculé en valorisant, en règle générale, les quantités inventoriées à la clôture de l'exercice par référence à un coût d'achat historique. Il s'établit au 31 décembre 2016 à 1,06 million d'euros et est constitué pour l'essentiel de matières premières non consommées (denrées, fournitures et médailles).

### b) Les créances

Les créances constatées à la fin de l'exercice 2016 augmentent de 31,32 % par rapport à l'exercice 2015 pour s'établir à 0,65 million d'euros (fin 2015 : 0,49 million d'euros), essentiellement en raison d'un montant plus important de créances à récupérer (0,15 million d'euros fin 2016 contre 0,01 million d'euros en 2015). Comme chaque année, leur poids relatif dans l'actif de l'Assemblée nationale est extrêmement marginal (moins de 0,1 % du total).

Les principaux postes de créances sont les suivants :

- le montant de 0,09 million d'euros inscrit à la rubrique « créances et comptes rattachés » correspond à des créances à court terme régularisées début 2017 ;
- les autres créances (0,55 million d'euros) regroupent notamment les produits à recevoir, c'est-à-dire les recettes rattachées à l'exercice 2016 mais non encore encaissées au 31 décembre de cet exercice (0,33 million d'euros), les avances sur paies à régulariser sur l'exercice suivant ainsi que les avances et trop-versés à récupérer (0,22 million d'euros).

### c) Les disponibilités

Elles s'établissent à 89,33 millions d'euros à la fin de l'exercice 2016 (78,56 millions d'euros fin 2015).

Les valeurs mobilières de placement, principale composante des disponibilités de l'Assemblée nationale, sont constituées du placement sur des titres à court terme de la dotation de l'année en cours. Leur montant est de 72,36 millions d'euros à la fin de l'exercice 2016.

Les autres composantes des disponibilités sont les comptes courants débiteurs pour 16,70 millions d'euros et les avances accordées aux régies permanentes et aux missions gérées par la division du Protocole et de la gestion (0,26 million d'euros)

## B. Les éléments du passif

### 1. Les capitaux propres

Les capitaux propres (dotations, report à nouveau et résultat de l'exercice) passent de 850,31 millions d'euros<sup>31</sup> à 883,37 millions d'euros entre les bilans de clôture 2015 et 2016. La différence correspond à l'inscription provisoire du résultat comptable 2016 avant affectation (33,05 millions d'euros).

### 2. Les provisions pour risques et charges

En application du Plan comptable général (PCG), les avantages postérieurs à l'emploi, autres que les pensions et avantages assimilés, doivent faire l'objet de provisions pour charges. Les engagements de pensions et assimilés font l'objet d'une inscription dans l'annexe aux états financiers au titre des engagements hors bilan.

Les provisions inscrites au bilan (pour 1,43 million d'euros) correspondent à la constatation comptable de trois types d'engagements à long terme en faveur des personnels ou d'intervenants extérieurs :

- la garantie de rémunération pendant des congés de longue durée pour cause de maladie (0,33 million d'euros) ;
- la garantie de rémunération de personnels mis à disposition d'organismes extérieurs (autorités administratives indépendantes et juridictions administratives) pour un montant de 0,89 million d'euros ;
- une provision pour risques contentieux d'un montant de 0,21 million d'euros correspondant à des obligations identifiées comme probables à la date du 31 décembre 2016.

### 3. Les dettes

Les dettes figurant au bilan sont toutes à moins d'un an et concernent pour l'essentiel les fournisseurs de l'Assemblée nationale ainsi que les organismes sociaux et l'État.

Les dettes à l'égard des fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 12,36 millions d'euros fin 2016 (contre 12,33 millions d'euros à fin 2015<sup>32</sup>). Il s'agit :

- d'une part, des dépenses mandatées pendant la période complémentaire de l'exercice 2016, du 1<sup>er</sup> au 20 janvier 2017, et payées en 2017 au titre de l'exercice 2016 (10,07 millions d'euros) ;
- d'autre part, des factures non parvenues au 20 janvier 2017 mais qui, correspondant à des services faits antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2017, ont été rattachées à l'exercice 2016 (2,28 millions d'euros).

Les comptes de liaison avec les comptabilités annexes créditeurs, dont le montant varie en fonction des excédents ou déficits constatés ainsi que des soldes des comptes fournisseurs de chaque entité annexe, s'élèvent à 16,44 millions d'euros.

<sup>31</sup> Montant retraité *pro forma* (voir *supra*).

<sup>32</sup> Montant retraité *pro forma* (voir *supra*).

Les autres dettes, d'un montant de 18,61 millions d'euros, incluent :

- les dettes à l'égard de la sécurité sociale et des autres organismes assimilés, qui correspondent aux charges sociales de la fin de l'année 2016 payées début 2017 (16,07 millions d'euros) ;
- les charges à payer au titre des indemnités payées en 2017, mais correspondant à des services faits en 2016 (0,87 million d'euros) ;
- les dettes à l'égard de l'État et organismes assimilés, soit essentiellement le solde 2016 de la taxe sur les salaires et de la participation au Syndicat des transports d'Ile-de-France, les montants correspondants ayant été versés en janvier 2017 (1,50 million d'euros) ;
- les dettes diverses à l'égard des personnels et des députés (0,01 million d'euros) ;
- les paies, les prestations de sécurité sociale, les arrérages de pensions et successions bloqués, rejetés ou sur lesquels il a été fait opposition (0,16 million d'euros) ;

Enfin, aucun produit constaté d'avance n'a été enregistré sur l'exercice 2016.



## Bilan de l'Assemblée nationale (avant intégration des sociétés annexes)

ACTIF	31/12/2016			31/12/2015 <sup>(1)</sup>		PASSIF	31/12/2016	31/12/2015 <sup>(1)</sup>
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette			
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>						<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	11 901 210	7 570 420	4 330 789	3 363 759	Dotation initiale et réserves		154 571 151	154 571 151
Immobilisations corporelles	653 665 291	61 676 393	591 988 898	580 252 516	Report à nouveau		695 743 743	687 099 236
Immobilisations financières	177 895 011	0	177 895 011	228 622 544				
dont Participations	40 000		40 000	40 000				
FCP	104 576 252		104 576 252	145 430 400				
Prêts	72 641 391		72 641 391	82 517 296				
Dépôts et cautionnements	637 368		637 368	634 848				
Immobilisations en cours	66 578 903		66 578 903	7 840 373				
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>910 040 415</b>	<b>69 246 814</b>	<b>840 793 601</b>	<b>820 079 193</b>	Résultat de l'exercice		33 052 014	8 644 507
					<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>883 366 908</b>	<b>850 314 893</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>1 431 895</b>	<b>1 140 918</b>
Stocks	1 058 396		1 058 396	1 131 165	DETTES			
Créances et comptes rattachés	93 675		93 675	87 181	Emprunts et dettes assimilées		0	0
Autres	553 675		553 675	405 780	Fournisseurs et comptes rattachés		12 355 922	12 330 291
Valeurs mobilières de placement	72 361 210		72 361 210	6 349 695	Liaison sociétés annexes		16 436 518	18 579 841
Disponibilités	16 964 382		16 964 382	72 208 783	Autres dettes		18 613 584	18 261 369
Charges constatées d'avance	379 888		379 888	367 020	Produits constatés d'avance		0	1 504
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>91 411 226</b>		<b>91 411 226</b>	<b>80 549 623</b>	<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>47 406 024</b>	<b>49 173 005</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>			<b>932 204 827</b>	<b>900 628 816</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>932 204 827</b>	<b>900 628 816</b>

(1) comptes retraités pro forma

## DEUXIÈME PARTIE

—

### **Observations générales sur les comptabilités annexes en 2016**

## I.— LA CAISSE DE PENSIONS DES ANCIENS DÉPUTÉS

• Les charges de la caisse de pensions des anciens députés se sont élevées en 2016 à 61,58 millions d'euros contre 63,08 millions d'euros en 2015 (- 2,38 %). Le tableau ci-dessous détaille l'évolution du nombre de pensions servies.

### Situation des effectifs au 31 décembre de l'année

	2015	2016
<b>Pensionnés</b>	1121	1092
<b>Ayants droit</b>	714	702

Le nombre total de pensions nouvellement liquidées s'est élevé à 55, ayants droit inclus, en 2016. Compte tenu, par ailleurs, du nombre de sorties enregistrées au cours de l'exercice (96) les effectifs de la caisse de pensions diminuent à nouveau en 2016, passant globalement de 1 835 à 1 794 pensionnés et ayants droit.

Contrairement à ce qui s'était produit en 2015, les pensions versées n'ont bénéficié d'aucune revalorisation réglementaire en 2016.

Les montants des prestations versées au titre du « principal vieillesse » (57,41 millions d'euros) et de la majoration pour enfants (3,34 millions d'euros) diminuent respectivement de 2,30 % et de 3,49 %.

• Les **cotisations des députés** et la **contribution de l'Assemblée nationale** totalisent 24,84 millions d'euros, en hausse de 5,84 % par rapport à 2015 (23,47 millions d'euros) sous l'effet de la poursuite de la hausse progressive des taux de cotisation obligatoire, de 9,26 % le 1<sup>er</sup> janvier 2015 à 9,34 % le 1<sup>er</sup> juin 2015, puis à 9,69 % le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le taux de couverture des charges par les cotisations et la contribution s'élève à 40,33 % (contre 37,20 % en 2015).

• La **subvention** nécessaire au strict équilibre du compte de résultat de la caisse de pensions s'élève donc à 36,73 millions d'euros. Elle est inférieure de 7,27 % à celle versée en 2015 (39,61 millions d'euros).

On trouvera ci-après le compte de résultat et le bilan de la caisse.

## Compte de résultat de la caisse de pensions des anciens députés (CRD)

CHARGES			PRODUITS			
	2016	2015		2016	2015	
CHARGES EXTERNES		0	0	COTISATIONS	8 279 243	7 822 356
	Honoraires	0	0	Cotisations obligatoires	5 188 954	6 790 657
				Rachats de cotisations	3 090 289	1 031 699
	PRESTATIONS	61 580 550	63 077 763	CONTRIBUTIONS	53 289 572	55 256 478
	Prestations vieillesse/principal	57 411 258	58 760 951	Contributions de l'Assemblée nationale	16 558 451	15 644 642
	Prestations vieillesse/majoration enfant	3 343 078	3 464 047	Subvention de l'Assemblée nationale	36 731 121	39 611 836
	Pension orphelin/allocation d'études	407 506	433 839			
	Allocation temporaire d'invalidité	417 082	416 769			
	Prestations familiales	1 626	2 157			
	AUTRES CHARGES COURANTES	0	1 070	AUTRES PRODUITS COURANTS	11 735	0
Remboursements de cotisations	0	1 070	Prestations à charge de tiers	0	0	
Charges diverses de gestion courante	0	0	Produits divers de gestion courante	11 735	0	
CHARGES D'EXPLOITATION (I)	61 580 550	63 078 833	PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	61 580 550	63 078 833	
CHARGES FINANCIERES (II)	0	0	PRODUITS FINANCIERS (II)	0	0	
CHARGES EXCEPTIONNELLES (III)	0	0	PRODUITS EXCEPTIONNELS (III)	0	0	
TOTAL CHARGES (I+II+III)	61 580 550	63 078 833	TOTAL PRODUITS (I+II+III)	61 580 550	63 078 833	

## Bilan de la caisse de pensions des anciens députés (CRD)

ACTIF		PASSIF			
	31/12/2016	31/12/2015		31/12/2016	31/12/2015
ACTIF IMMOBILISÉ	0	0	DOTATIONS ET RÉSERVES  Dotation initiale et réserves  Report à nouveau	0	0
			Résultat de l'exercice	0	0
TOTAL DES IMMOBILISATIONS (I)	0	0	TOTAL DOTATIONS ET RÉSERVES (I)	0	0
ACTIF CIRCULANT			DETTES		
Créances à recouvrer	0	0	Fournisseurs	0	0
Liaison Assemblée nationale	0	0	Liaison Assemblée nationale	0	0
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	0	0	TOTAL DES DETTES (II)	0	0
TOTAL ACTIF (I+II)	0	0	TOTAL PASSIF (I+II)	0	0

## II.— LA CAISSE DE RETRAITES DU PERSONNEL

• En 2016, le montant total des charges de la caisse de retraites du personnel de l'Assemblée nationale s'est élevé à 47,90 millions d'euros, contre 47,16 millions d'euros en 2015 (+ 1,56 %). Le tableau ci-dessous récapitule l'évolution du nombre de retraités et ayants droit.

**Situation des effectifs au 31 décembre de l'année**

	2015	2016
<b>Pensionnés</b>	888	913
<b>Ayants droit</b>	285	276

• Le nombre total de retraites nouvellement liquidées s'est élevé à 58, ayants droit inclus, en 2016. Compte tenu, par ailleurs, du nombre de sorties enregistrées au cours de l'exercice (42) les effectifs de la caisse de retraites s'accroissent légèrement en 2016, passant de 1 173 au 31 décembre 2015 à 1 189 au 31 décembre 2016.

Cette évolution explique, pour une large part, la légère hausse des prestations versées en 2016 : + 1,46 % sur le montant des prestations vieillesse versées à titre principal (2015 : 45,43 millions d'euros ; 2016 : 46,09 millions d'euros) et + 3,10 % sur le montant des prestations vieillesse versées au titre des majorations pour enfants (2015 : 1,25 million d'euros ; 2016 : 1,29 million d'euros).

Par ailleurs, contrairement à ce qui s'était produit en 2015, les retraites versées n'ont bénéficié d'aucune revalorisation réglementaire en 2016.

• Le montant cumulé des **cotisations obligatoires**, des **rachats versés par les fonctionnaires** et de la **contribution de l'Assemblée nationale** (part patronale des cotisations) est en progression à 18,10 millions d'euros en 2016 (17,61 millions d'euros en 2015, soit + 2,79 %).

Cette évolution est, pour l'essentiel, imputable aux **cotisations obligatoires** et à la **contribution** dont le produit croît de 3,42 % par rapport à 2015 malgré la baisse des rémunérations sur lesquels elles sont assises (2015 : 17,38 millions d'euros ; 2016 : 17,98 millions d'euros). Le taux de cotisation est, en effet, en augmentation progressive depuis 2012<sup>33</sup>.

Les recettes issues du **rachat de cotisations** poursuivent, en revanche, leur érosion et sont ramenées à 124 013 euros en 2016, contre 227 223 euros en 2015 (- 45,42 %).

<sup>33</sup> 9,26 % (1<sup>er</sup> janvier 2015) - 9,34 % (1<sup>er</sup> juin 2015) - 9,69 % (1<sup>er</sup> janvier 2016).

Le taux de couverture des dépenses de la caisse de retraites du personnel par les cotisations et la contribution s'établit à 37,79 % en 2016 (contre 37,34 % en 2015).

- Une **subvention** de 29,79 millions d'euros assure le strict équilibre du compte de résultat. Elle est supérieure de 0,83 % à celle versée en 2015 (29,55 millions d'euros).

On trouvera ci-après le compte de résultat et le bilan de la caisse.

## Compte de résultat de la caisse de retraites du personnel (CRP)

CHARGES		PRODUITS	
	2016	2015	
<b>CHARGES EXTERNES</b>	<b>29 688</b>	<b>6 600</b>	<b>COTISATIONS</b>
Honoraires	29 688	6 600	Cotisations obligatoires
			Rachats de cotisations
<b>PRESTATIONS</b>	<b>47 862 105</b>	<b>47 154 679</b>	<b>CONTRIBUTIONS</b>
Prestations vieillesse/principal	46 093 672	45 430 798	Contributions de l'Assemblée nationale
Prestations vieillesse/majoration enfant	1 288 686	1 249 929	Subvention de l'Assemblée nationale
Pension orphelin/allocation d'études	313 263	306 384	
Allocation temporaire d'invalidité	136 017	139 261	
Prestations familiales	30 468	28 306	
<b>AUTRES CHARGES COURANTES</b>	<b>4 986</b>	<b>0</b>	<b>AUTRES PRODUITS COURANTS</b>
Remboursements de cotisations	4 986	0	Prestations à charge de tiers
Charges diverses de gestion courante	0	0	Produits divers de gestion courante
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>
			Produits exceptionnels sur exercice antérieur
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>47 896 780</b>	<b>47 161 279</b>	<b>TOTAL PRODUITS</b>
			<b>47 896 780</b>
			<b>47 161 279</b>



## Bilan de la caisse de retraites du personnel (CRP)

ACTIF			PASSIF		
	31/12/2016	31/12/2015		31/12/2016	31/12/2015
ACTIF IMMOBILISÉ	0	0	DOTATIONS ET RÉSERVES	0	0
			Dotation initiale et réserves		
			Report à nouveau		
			Résultat de l'exercice	0	0
TOTAL DES IMMOBILISATIONS (I)	0	0	TOTAL DOTATIONS ET RÉSERVES (I)	0	0
ACTIF CIRCULANT			DETTES		
Créances à recouvrer	5 564	3 551	Fournisseurs	0	0
Liaison Assemblée nationale	0	0	Liaison Assemblée nationale	5 564	3 551
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	5 564	3 551	TOTAL DES DETTES (II)	5 564	3 551
TOTAL ACTIF (I+II)	5 564	3 551	TOTAL PASSIF (I+II)	5 564	3 551

### III.— LE FONDS DE SÉCURITÉ SOCIALE DES DÉPUTÉS

Le fonds de sécurité sociale des députés présente en 2016, pour la deuxième année consécutive, un résultat comptable excédentaire (2015 : 14 430 euros d'excédent ; 2016 : 129 713 euros). Ce résultat est imputable à la progression des recettes (+ 1,88 % à 13,57 millions d'euros, contre 13,32 millions d'euros en 2015), elle-même plus rapide que celle des charges (+ 1,01 % à 13,44 millions d'euros, contre 13,31 millions d'euros en 2015).

#### A. Les charges

Après la diminution (- 1,72 % à 13,31 millions d'euros) observée en 2015, les charges du fonds repartent à la hausse et s'établissent à 13,44 millions d'euros en 2016. Leur présentation comporte, comme l'an passé et conformément aux préconisations du certificateur des comptes, des provisions correspondant aux prestations sociales non encore versées au 31 décembre de l'exercice.

- Les **prestations maladie et maternité** s'élèvent à 8,94 millions d'euros et représentent 66,52 % des dépenses du fonds en 2016 (2015 : 65,15 % à 8,67 millions d'euros). Elles sont en augmentation de 3,14 % par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est imputable aux dépenses effectuées au titre des établissements sous forfait de soins et aux participations diverses.

Les dotations s'établissent dans leur ensemble à 4,21 millions d'euros (contre 4,05 millions d'euros en 2015), en hausse de 3,95 %. La dotation aux établissements publics hospitaliers (EPH) décroît de 5,20 % (2015 : 2,99 millions d'euros ; 2016 : 2,83 millions d'euros). La dotation aux établissements sous forfait de soins progresse, pour sa part, de 17,37 % (2015 : 627 735 euros ; 2016 : 736 757 euros).

À ces dotations, évaluées chaque année par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés en fonction des dépenses d'assurance maladie constatées au cours de l'avant-dernier exercice, s'ajoutent des ajustements, d'abord provisoires, puis définitifs, intervenant sur des années ultérieures. En 2015, une régularisation de 66 437 euros avait été effectuée pour les seuls EPH. En 2016, une régularisation de 121 747 euros a été demandée au fonds de sécurité sociale au titre de la dotation pour établissements sous forfait de soins de l'exercice 2015.

Les participations versées aux autres organismes (Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, Fonds d'intervention régionale, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, etc.) ont également augmenté de manière significative : elles sont passées de 368 613 euros en 2015 à 519 738 euros en 2016 (+ 41 %). Une contribution importante a été demandée, cette année, au titre de la prise en charge des cotisations des praticiens et auxiliaires médicaux et de la rémunération sur objectifs de santé publique.

Les autres prestations versées au titre du régime obligatoire augmentent de 2,43 % à 4,73 millions d'euros en 2016 (contre 4,62 millions d'euros en 2015).

- Les dépenses de **prestations décès**, par nature fluctuantes, se sont élevées à 0,73 million d'euros en 2016 contre 0,71 million d'euros en 2015 (+ 2,15 %). Contrairement à l'exercice précédent, deux capitaux ont été versés pour des décès de députés en activité intervenus en 2016. Le nombre d'allocations pour frais funéraires et d'allocations pour le décès du conjoint versées à des pensionnés est, en revanche, légèrement inférieur en 2016 (77) à celui constaté en 2015 (80).

- En revanche, les dépenses de **prestations d'action sanitaire et sociale** <sup>34</sup> s'établissent en 2016 à 149 450 euros, en baisse de 6,36 % par rapport à 2015 (159 602 euros). Ces dépenses, de faible montant, correspondent à l'aide aux personnes âgées dont les ressources ne leur permettent pas de supporter les charges entraînées par le recours à des aides à domicile et aux frais d'hébergement dans des maisons de retraite ou dans des établissements de long séjour.

- Les prestations de **l'assurance complémentaire**, qui représentent 15,46 % des dépenses du fonds, sont, à 2,08 millions d'euros, en diminution sensible (- 8,30 %) par rapport à 2015 (2,27 millions d'euros). Cette baisse est liée principalement à la mise en œuvre, à compter du mois de juillet 2016, de nouvelles règles dans le cadre des contrats dits « responsables », notamment pour ce qui a trait à la prise en charge des dépassements d'honoraires.

- La **redevance de gestion**, versée au profit de l'Assemblée nationale, représente en 2016 une charge de 716 200 euros pour le fonds de sécurité sociale des députés. Cette dépense est neutralisée dans les comptes agrégés de l'Assemblée nationale.

- Les dépenses de prestations sociales (maladie maternité, action sanitaire et sociale et assurance complémentaire) dues au titre de l'exercice, mais non encore payées au 31 décembre, ont été inscrites, comme en 2014 et en 2015, sous la forme de **provisions** dans le compte de résultat. Le montant de cette provision s'établit à 0,83 million d'euros en 2016 (contre 0,76 million d'euros en 2015).

## B. Les produits

Les recettes du fonds s'établissent à 13,57 millions d'euros en 2016 (contre 13,32 millions d'euros en 2015, en progression de 1,88 %).

- Les **versements de contribution sociale généralisée**, dont les montants évoluent en fonction du nombre d'affiliés (députés actifs et pensionnés), du montant des rémunérations (ou pensions) versées ainsi que des taux de versement applicables au fonds, diminuent (- 0,99 %) pour s'établir à 7,40 millions d'euros en 2016 (contre 7,47 millions d'euros en 2015). La baisse du nombre d'affiliés (31 décembre 2015 : 2 425 ; 31 décembre 2016 : 2 346)

<sup>34</sup> Ce poste de dépenses comprend les prestations d'action sanitaire et sociale *stricto sensu* ainsi que, pour des raisons liées aux exigences comptables, les subventions et participations reprises en charges exceptionnelles.

a, effectivement, plus que compensé les effets du relèvement du point d'indice de la fonction publique (+ 0,6 % au 1<sup>er</sup> juillet 2016) sur le niveau des rémunérations.

- Le produit des **cotisations à l'assurance complémentaire** est, en revanche, en hausse à 556 236 euros en 2016 (contre 544 810 euros en 2015, soit + 2,10 %). Cette évolution est liée au relèvement précité du point d'indice, ainsi qu'à des rappels de cotisations effectués en 2016 sur des périodes antérieures.

- La **contribution de l'Assemblée nationale** (part patronale), assise sur l'indemnité parlementaire des députés, diminue logiquement de 0,12 % (3,69 millions d'euros en 2016, contre 3,70 millions en 2015). Elle représente 27,21 % des recettes du fonds (27,75 % en 2015).

- Les **versements de dotation globale hospitalière** effectués au titre d'exercices antérieurs, par nature fluctuants, s'établissent à 202 989 euros en 2016 (60 898 euros en 2015).

- Au titre des **produits divers de gestion courante** (104 787 euros en 2016 contre 62 718 euros en 2015, soit + 67,08 %) figurent, notamment, des versements de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie au titre du financement de l'accueil des personnes dépendantes en établissement de soins.

- Les **produits financiers** s'élèvent à 843 086 euros en 2016 (746 623 euros en 2015, en hausse de 12,92 %). Ils correspondent aux intérêts courus non échus sur des placements à court terme.

- Aucun **produit exceptionnel** n'a été constaté en 2016 (539 euros en 2015).

- Les **provisions** inscrites antérieurement au titre des dépenses de prestations sociales non encore payées en fin d'année sont, à la demande du certificateur des comptes, reprises en produits sur l'exercice suivant. Le montant de ces reprises de provisions s'établit à 0,76 million d'euros en 2016.

**Budget du fonds de sécurité sociale des députés (SSD)**

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
<b>62 HONORAIRES</b>	<b>0</b>	<b>1 500</b>	<b>0</b>	<b>1 500</b>	<b>0</b>	<b>NS</b>
6220 HONORAIRES	0	1 500	0	1 500	0	NS
<b>64 PRESTATIONS</b>	<b>11 796 833</b>	<b>11 983 500</b>	<b>11 885 735</b>	<b>97 766</b>	<b>88 902</b>	<b>0,75%</b>
641 PRESTATIONS MALADIE-MATERNITÉ	8 670 177	8 796 500	8 942 500	-146 000	272 323	3,14%
6411 DOTATION GLOBALE HOSPITALIÈRE	4 049 411	4 196 500	4 209 484	-12 984	160 074	3,95%
6413 AUTRES PRESTATIONS	4 620 767	4 600 000	4 733 016	-133 016	112 249	2,43%
642 PRESTATIONS DÉCÈS	712 434	742 000	727 746	14 254	15 312	2,15%
6421 PRESTATIONS DÉCÈS DEPUTES	18 000	112 000	189 053	-77 053	171 053	950,30%
6422 PRESTATIONS DÉCÈS PENSIONNES	694 434	630 000	538 693	91 307	-155 741	-22,43%
643 PRESTATIONS D'ACTION SANITAIRE ET SOC.	148 051	165 000	137 435	27 565	-10 616	-7,17%
6432 PRESTATIONS D'ACTION SANITAIRE ET SOC.	148 051	165 000	137 435	27 565	-10 616	-7,17%
644 PRESTATIONS D'ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE	2 266 170	2 280 000	2 078 053	201 947	-188 117	-8,30%
6442 PRESTATIONS D'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE	2 266 170	2 280 000	2 078 053	201 947	-188 117	-8,30%
<b>65 CHARGES DIVERSES</b>	<b>743 305</b>	<b>762 000</b>	<b>716 200</b>	<b>45 800</b>	<b>-27 105</b>	<b>-3,65%</b>
6510 REMBOURSEMENTS DE COTISATIONS	33	0	0	0	-33	NS
6520 ACHATS DE DROITS DE LONG SÉJOUR	0	0	0	0	0	NS
6531 REDEVANCE DE GESTION IMPUTEE A L'ASS. DE BASE	597 591	626 000	588 932	37 069	-8 659	-1,45%
6532 REDEVANCE DE GESTION IMPUTEE A L'ASS. COMPL.	145 681	136 000	127 269	8 731	-18 413	-12,64%
6580 CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	0	0	0	0	0	NS
<b>67 CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>11 551</b>	<b>24 980</b>	<b>12 015</b>	<b>12 965</b>	<b>464</b>	<b>4,02%</b>
6711 SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ASS MALADIE	1 851	15 000	2 235	12 765	384	20,75%
6712 SUBVENTIONS ACTIONS SANIT ET SOCIALES	9 700	9 980	9 780	200	80	0,82%
6718 CHARGES EXCEPTIONNELLES EX COURANT	0	0	0	0	0	NS
6748 CHARGES EXCEPTIONNELLES EX ANTERIEURS	0	0	0	0	0	NS
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>12 551 689</b>	<b>12 771 980</b>	<b>12 613 950</b>	<b>158 030</b>	<b>62 261</b>	<b>0,50%</b>
<b>73 COTISATIONS</b>	<b>8 035 026</b>	<b>8 087 700</b>	<b>7 972 184</b>	<b>-115 516</b>	<b>-62 842</b>	<b>-0,78%</b>
7310 COTISATIONS ASSURANCE COMPLEMENTAIRE	544 810	540 000	556 236	16 236	11 426	2,10%
7315 CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE	7 472 421	7 530 000	7 398 711	-131 289	-73 710	-0,99%
7320 COTISATIONS POUR ORDRE	16 645	17 000	15 871	-1 129	-774	-4,65%

	Réalisé 2015	Budget 2016	Réalisé 2016	Solde 2016	Variations 2016/2015	
					Δ absolu	Δ %
7330 COTISATIONS VOLONTAIRES	1 150	700	1 365	665	215	18,70%
<b>74 CONTRIBUTIONS DE L'A.N.</b>	<b>3 697 688</b>	<b>3 698 000</b>	<b>3 693 205</b>	<b>-4 795</b>	<b>-4 483</b>	<b>-0,12%</b>
7411 CONTRIBUTION ASSURANCE DE BASE	2 218 613	2 112 300	2 093 415	-18 885	-125 198	-5,64%
7412 CONTRIBUTION ASS COMPLEMENTAIRE	1 479 075	1 585 700	1 599 790	14 090	120 714	8,16%
<b>75 PRODUITS DIVERS</b>	<b>123 616</b>	<b>45 000</b>	<b>307 776</b>	<b>262 776</b>	<b>184 160</b>	<b>148,98%</b>
7511 PRESTATIONS À CHARGE DE TIERS/ASS DE BASE	0	0	0	0	0	NS
7512 PRESTATIONS À CHARGE DE TIERS/ASS COMPLE	0	0	0	0	0	NS
7521 REVERSEMENT DGH - HOPITAL	10 659	0	202 989	202 989	192 330	NS
7522 REVERSEMENT DGH - MEDIC.	50 239	0	0	0	-50 239	NS
7580 PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	62 718	45 000	104 787	59 787	42 069	67,08%
<b>77 PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>539</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-539</b>	<b>NS</b>
7718 PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR EXERCICE EN COURS	0	0	0	0	0	NS
7743 PRODUITS ANNULATION DE MANDATS/ASS DE BASE	0	0	0	0	0	NS
7744 PRODUITS ANNULATION DE MANDATS/ASS COMPLE	0	0	0	0	0	NS
7748 AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	539	0	0	0	-539	NS
7751 PRODUITS FINANCIERS	0	0	0	0	0	NS
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>11 856 869</b>	<b>11 830 700</b>	<b>11 973 164</b>	<b>142 464</b>	<b>116 295</b>	<b>0,98%</b>
<b>RÉSULTAT BUDGÉTAIRE DU FONDS</b>	<b>-694 819</b>	<b>-941 280</b>	<b>-640 785</b>	<b>300 495</b>	<b>54 034</b>	<b>26,54%</b>

## Compte de résultat du fonds de sécurité sociale des députés (SSD)

CHARGES		2016	2015	PRODUITS		2016	2015
<b>CHARGES EXTERNES</b>				<b>COTISATIONS</b>		<b>7 972 184</b>	<b>8 035 026</b>
Honoraires		0	0	Cotisations assurance complémentaire		556 236	544 810
				Contribution sociale généralisée		7 398 711	7 472 421
				Cotisations pour ordre		15 871	16 645
				Cotisations volontaires		1 365	1 150
<b>PRESTATIONS</b>		<b>11 897 749</b>	<b>11 808 384</b>	<b>CONTRIBUTIONS</b>			
Prestations maladie-maternité		8 942 500	8 670 177	Contributions de l'A.N.		3 693 205	3 697 688
Prestations décès		727 746	712 434				
Prestations action sanitaire et sociale		149 450	159 602				
Prestations assurance complémentaire		2 078 053	2 266 170				
<b>AUTRES CHARGES COURANTES</b>		<b>1 545 723</b>	<b>1 500 495</b>	<b>AUTRES PRODUITS COURANTS</b>		<b>1 064 966</b>	<b>843 433</b>
Remboursements de cotisations		0	33	Prestations à charge de tiers		0	0
Achats de droits de séjours longs		0	0	Reversement au titre de la DGH		202 989	60 898
Redevances de gestion		716 200	743 272	Produits divers de gestion courante		104 787	62 718
Charges diverses de gestion courante		0	0	Reprise de provisions		757 190	719 817
Dotations aux provisions		829 523	757 190				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		<b>255</b>	<b>0</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>843 086</b>	<b>746 623</b>
				Produits de cession de placements court terme		0	0
				Autres intérêts et produits assimilés		843 086	746 623
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>0</b>	<b>539</b>
Valeur nette comptable des immo. financières cédées		0	0	Produits sur sorties d'actifs financiers		0	0
Autres charges exceptionnelles		0	0	Autres produits exceptionnels		0	539
Résultat de l'exercice (excédent)		129 713	14 403	Résultat de l'exercice (déficit)			
<b>TOTAL</b>		<b>13 573 440</b>	<b>13 323 309</b>	<b>TOTAL</b>		<b>13 573 440</b>	<b>13 323 309</b>

## Bilan du fonds de sécurité sociale des députés (SSD)

ACTIF			PASSIF		
	31/12/2016	31/12/2015		31/12/2016	31/12/2015
ACTIF IMMOBILISÉ			RESERVES		
	0	0	Réserves	22 420 422	22 405 991
			Report à nouveau	2 834	2 834
			Résultat de l'exercice	129 713	14 430
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	0	0	TOTAL RESERVES	22 552 969	22 423 256
			PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	829 523	757 190
ACTIF CIRCULANT			DETTES		
Créances et comptes rattachés	611 049	1 246 561	Fournisseurs	204 539	1 217 713
Liaison Assemblée nationale	5 858 328	6 876 613	Liaison Assemblée nationale	0	0
Débiteurs divers	0	0	Créditeurs divers	0	0
Valeurs mobilières de placement nettes	17 098 209	16 255 540			
Disponibilités	19 445	19 445			
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	23 587 030	24 398 159	TOTAL DES DETTES	204 539	1 217 713
TOTAL ACTIF	23 587 030	24 398 159	TOTAL PASSIF	23 587 030	24 398 159



## IV.— LE FONDS DE SÉCURITÉ SOCIALE DU PERSONNEL

Le fonds de sécurité sociale du personnel connaît de nouveau un déficit en 2016 (185 698 euros), en forte baisse par rapport à celui constaté en 2015 (364 618 euros) et en 2014 (571 024 euros). Cette amélioration est imputable à une nouvelle diminution des charges (- 1,09 % à 14,27 millions d'euros) après celle de l'année 2015 (- 1,28 % à 14,43 millions d'euros). Les recettes sont, pour leur part, en très légère augmentation à 14,08 millions d'euros (contre 14,06 millions d'euros en 2015, soit + 0,15 %).

### A. Les charges

Les charges du fonds sont ramenées à 14,27 millions d'euros en 2016 (contre 14,43 millions d'euros en 2015). Leur présentation comporte, comme l'an passé et conformément aux préconisations du certificateur des comptes, des provisions correspondant aux prestations sociales non encore versées au 31 décembre de l'exercice.

- Les **prestations maladie et maternité** s'établissent à 9,04 millions d'euros et représentent 63,33 % des dépenses du fonds (2015 : 60,30 % à 8,70 millions d'euros). Elles sont globalement en hausse de 3,87 % par rapport à l'exercice précédent.

À l'instar de ce qui a été constaté pour le fonds de sécurité sociale des députés, cette évolution est imputable aux dépenses effectuées au titre des établissements sous forfait de soins et aux participations diverses. Les taux d'évolution diffèrent d'un fonds à l'autre en raison de la modification au 1<sup>er</sup> novembre 2016 de la clef de répartition des dotations<sup>35</sup>, celle-ci évoluant en fonction de l'importance relative du nombre d'affiliés.

Les dotations s'établissent dans leur ensemble à 4,45 millions d'euros en 2016 (contre 4,22 millions d'euros en 2015), en hausse de 5,37 %. La dotation aux établissements publics hospitaliers (EPH) décroît de 3,74 % (2015 : 3,11 millions d'euros ; 2016 : 3 millions d'euros). La dotation aux établissements sous forfait de soins progresse, pour sa part, de 19,18 % (2015 : 654 665 euros ; 2016 : 780 243 euros).

À ces dotations, évaluées chaque année par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés en fonction des dépenses d'assurance maladie constatées au cours de l'avant-dernier exercice, s'ajoutent des ajustements, d'abord provisoires, puis définitifs, intervenant sur des années ultérieures. En 2015, une régularisation de 68 050 euros avait été effectuée pour les seuls EPH. En 2016, une régularisation de 129 277 euros a été demandée au fonds de sécurité sociale au titre de la dotation pour établissements sous forfait de soins de l'exercice 2015.

<sup>35</sup> À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2016 : 48,90 % pour le fonds de sécurité sociale des députés contre 51,10 % pour le fonds de sécurité sociale du personnel, contre respectivement 48,5 % et 51,5 % en 2015.

Les participations versées aux autres organismes (Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, Fonds d'intervention régionale, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, etc.) ont également augmenté de manière significative : elles sont passées de 383 049 euros en 2015 à 539 435 euros en 2016 (+ 40,83 %). Une contribution importante a été demandée, cette année, au titre de la prise en charge des cotisations des praticiens et auxiliaires médicaux et de la rémunération sur objectifs de santé publique.

Les autres prestations versées au titre du régime obligatoire augmentent de 2,46 % à 4,59 millions d'euros en 2016 (contre 4,48 millions d'euros en 2015).

- Les dépenses de **prestations décès**, par nature fluctuantes, se sont élevées à 0,28 million d'euros en 2016 contre 0,38 million d'euros en 2015 (- 26,80 %). Contrairement à l'exercice précédent, aucun capital décès n'a été versé. Le nombre d'allocations pour frais funéraires et d'allocations pour le décès du conjoint versées à des pensionnés est, par ailleurs, inférieur en 2016 (32) à celui constaté en 2015 (38).

- Les dépenses de **prestations d'action sanitaire et sociale** <sup>36</sup> sont ramenées en 2016 à 380 441 euros, en baisse de 9,92 % par rapport à 2015 (422 327 euros).

Ces dépenses correspondent, pour une large part, à l'aide aux personnes âgées dont les ressources ne leur permettent pas de supporter les charges entraînées par le recours à des aides à domicile et aux frais d'hébergement dans des maisons de retraite ou dans des établissements de long séjour ( 2015 : 212 993 euros ; 2016 : 217 396 euros). Elles incluent également, à titre secondaire, les dépenses d'allocations de vacances (2015 : 162 266 euros ; 2016 : 150 458 euros).

- Les prestations de **l'assurance complémentaire**, qui représentent 18,51 % des dépenses du fonds, sont, à 2,64 millions d'euros, en diminution sensible (- 12,41 %) par rapport à 2015 (3,01 millions d'euros). Cette baisse est liée principalement à la mise en œuvre, à compter du mois de juillet 2016, de nouvelles règles dans le cadre des contrats dits « responsables », notamment pour ce qui a trait à la prise en charge des dépassements d'honoraires.

- La **redevance de gestion**, versée au profit de l'Assemblée nationale, représente en 2016 une charge de 1 082 846 euros pour le fonds de sécurité sociale du personnel. Cette dépense est neutralisée dans les comptes agrégés de l'Assemblée nationale.

- Les dépenses de prestations sociales (maladie maternité, action sanitaire et sociale et assurance complémentaire) dues au titre de l'exercice, mais non encore payées au 31 décembre, ont été inscrites, comme en 2014 et en 2015, sous la forme de **provisions** dans le compte de résultat. Le montant de cette provision s'établit à 0,85 million d'euros en 2016 (contre 0,81 million d'euros en 2015).

<sup>36</sup> Ce poste de dépenses comprend les prestations d'action sanitaire et sociale *stricto sensu* ainsi que, pour des raisons liées aux exigences comptables, les subventions et participations reprises en charges exceptionnelles.

## B. Les produits

Les recettes du fonds s'établissent à 14,08 millions d'euros en 2016 (contre 14,06 millions d'euros en 2015, en progression de 0,15 %).

- Les **versements de contribution sociale généralisée**, dont les montants évoluent en fonction du nombre d'affiliés (fonctionnaires actifs et retraités), du montant des rémunérations (ou pensions) versées ainsi que des taux de versement applicables au fonds, diminuent de nouveau (- 2,76 %) pour s'établir à 7,78 millions d'euros en 2016, contre 8 millions d'euros en 2015.

La baisse du niveau des rémunérations des personnels statutaires (cf. *supra*) a, effectivement, plus que compensé les effets du relèvement du point d'indice de la fonction publique (+ 0,6 % au 1<sup>er</sup> juillet 2016). Le nombre d'affiliés est, par ailleurs, en légère diminution (31 décembre 2015 : 3 854 ; 31 décembre 2016 : 3 813).

- Le produit des **cotisations à l'assurance complémentaire** est, en revanche, en hausse à 780 103 euros en 2016 (contre 762 964 euros en 2015, soit + 2,25 %). Cette évolution est liée au relèvement précité du point d'indice, ainsi qu'à des rappels de cotisations effectués en 2016 sur des périodes antérieures.

- La **contribution**, qui correspond à la part patronale des cotisations, diminue de 0,41 % à 3,82 millions d'euros (contre 3,84 millions d'euros en 2015). Elle est, en effet, assise sur les traitements de base, dont le montant global est lui-même fonction du nombre de points rémunérés et diminue à raison de la baisse des effectifs constatée en 2016.

- Les **versements de dotation globale hospitalière** (DGH) effectués au titre d'exercices antérieurs, par nature fluctuants, s'établissent à 190 058 euros en 2016 (62 657 euros en 2015).

- Au titre des **produits divers de gestion courante** (123 219 euros en 2016 contre 66 446 euros en 2015, soit + 85,44 %) figurent, notamment, des versements de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie au titre du financement de l'accueil des personnes dépendantes en établissement de soins.

- Les **produits financiers** s'élèvent à 565 807 euros en 2016 (501 069 euros en 2015, en hausse de 12,92 %). Ils correspondent aux intérêts courus non échus sur des placements à court terme.

- Les **produits exceptionnels** s'établissent à 3 302 euros (14 443 euros en 2015) et correspondent essentiellement à des écritures de régularisation comptable portant sur des charges supportées par le fonds sur l'exercice en cours<sup>37</sup>.

<sup>37</sup> Régularisation en produits sur annulation de mandats des sommes versées par le fonds en 2016 aux fonctionnaires à la suite d'accidents du travail (la charge étant transférée sur l'article 6461 – *accidents du travail* du plan de comptes de l'Assemblée nationale).

- Les **provisions** inscrites antérieurement au titre des dépenses de prestations sociales non encore payées en fin d'année sont, à la demande du certificateur des comptes, reprises en produits sur l'exercice suivant. Le montant de ces reprises de provisions s'établit à 0,81 million d'euros en 2016.

**Budget du fonds de sécurité sociale du personnel (SSP)**

	Réalisé	Budget	Réalisé	Solde	Variations 2016/2015	
	2015	2016	2016	2016	Δ absolu	Δ %
<b>62 HONORAIRES</b>	<b>1 080</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>	<b>2 000</b>	<b>-1 080</b>	<b>-100,00%</b>
6220 HONORAIRES	1 080	2 000	0	2 000	-1 080	-100,00%
<b>64 PRESTATIONS</b>	<b>12 464 171</b>	<b>12 750 000</b>	<b>12 318 538</b>	<b>431 462</b>	<b>-145 633</b>	<b>-1,17%</b>
641 PRESTATIONS MALADIE-MATERNITÉ	8 698 496	9 099 000	9 035 184	63 816	336 687	3,87%
6411 DOTATION GLOBALE HOSPITALIÈRE	4 220 569	4 299 000	4 447 313	-148 313	226 743	5,37%
6413 AUTRES PRESTATIONS	4 477 927	4 800 000	4 587 871	212 129	109 944	2,46%
642 PRESTATIONS DÉCÈS	376 037	380 000	275 241	104 759	-100 796	-26,80%
6421 PRESTATIONS DÉCÈS FONCTIONNAIRES	57 323	100 000	7 338	92 662	-49 985	-87,20%
6422 PRESTATIONS DÉCÈS RETRAITES	318 714	280 000	267 902	12 098	-50 812	-15,94%
643 PRESTATIONS D'ACTION SANITAIRE ET SOC.*	375 259	391 000	367 854	23 146	-7 405	-1,97%
6431 ALLOCATIONS VACANCES	162 266	200 000	150 458	49 542	-11 808	-7,28%
6432 PRESTATIONS D'ACTION SANITAIRE ET SOC.	212 993	191 000	217 396	-26 396	4 403	2,07%
644 PRESTATIONS DE LA CAISSE COMPLÉMENTAIRE	3 014 379	2 880 000	2 640 260	239 740	-374 119	-12,41%
6442 AUTRES PRESTATIONS	3 014 379	2 880 000	2 640 260	239 740	-374 119	-12,41%
<b>65 CHARGES DIVERSES</b>	<b>1 100 618</b>	<b>1 144 000</b>	<b>1 082 846</b>	<b>61 154</b>	<b>-17 772</b>	<b>-1,61%</b>
6520 ACHATS DE DROITS DE LONG SÉJOUR	0	0	0	0	0	NS
6531 REDEVANCE DE GESTION IMPUTÉE A L'ASS. DE BASE	832 287	891 000	849 168	41 832	16 881	2,03%
6532 REDEVANCE DE GESTION IMPUTÉE A L'ASS. COMPL.	268 331	253 000	233 678	19 322	-34 652	-12,91%
6580 CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	0	0	0	0	0	NS
<b>67 CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>47 068</b>	<b>38 000</b>	<b>12 587</b>	<b>25 413</b>	<b>-34 481</b>	<b>-73,26%</b>
6711 SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ASS MALADIE	1 930	10 000	2 367	7 633	437	22,65%
6712 SUBVENTIONS ACTION SANITAIRE ET SOCIALE	45 138	28 000	10 220	17 780	-34 918	-77,36%
6718 CHARGES EXCEPTIONNELLES EX COURANT	0	0	0	0	0	NS
6748 CHARGES EXCEPTIONNELLES EX ANTERIEURS	0	0	0	0	0	NS
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>13 612 937</b>	<b>13 934 000</b>	<b>13 413 971</b>	<b>520 029</b>	<b>-198 966</b>	<b>-1,46%</b>
<b>73 COTISATIONS</b>	<b>8 768 832</b>	<b>9 316 700</b>	<b>8 567 490</b>	<b>-749 210</b>	<b>-201 342</b>	<b>-2,30%</b>
7310 COTISATIONS ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE	762 964	759 000	780 103	21 103	17 139	2,25%

	Réalisé	Budget	Réalisé	Solde	Variations 2016/2015	
	2015	2016	2016	2016	Δ absolu	Δ %
7315 CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE	8 001 657	8 554 000	7 781 023	-772 977	-220 634	-2,76%
7320 COTISATIONS POUR ORDRE	689	700	689	-11	1	0,08%
7330 COTISATIONS VOLONTAIRES	3 523	3 000	5 675	2 675	2 152	61,08%
<b>74 CONTRIBUTION ET SUBVENTION DE L'A.N.</b>	<b>3 835 814</b>	<b>3 835 000</b>	<b>3 819 981</b>	<b>-15 019</b>	<b>-15 833</b>	<b>-0,41%</b>
7411 CONTRIBUTION ASSURANCE DE BASE	1 265 819	2 446 000	1 847 470	-598 530	581 651	45,95%
7412 CONTRIBUTION ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE	2 569 995	1 389 000	1 972 511	583 511	-597 484	-23,25%
<b>75 PRODUITS DIVERS</b>	<b>129 103</b>	<b>46 000</b>	<b>313 277</b>	<b>267 277</b>	<b>184 174</b>	<b>142,66%</b>
7511 PRESTATIONS À CHARGE DE TIERS/ASS DE BASE	0	0	0	0	0	NS
7512 PRESTATIONS À CHARGE DE TIERS/ASS COMPLE	0	0	0	0	0	NS
7521 REVERSEMENT DGH - HÔPITAL.	11 198	0	190 058	190 058	178 861	1597,32%
7522 REVERSEMENT DGH - MEDIC.	51 460	0	0	0	-51 460	-100,00%
7580 PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	66 446	46 000	123 219	77 219	56 773	85,44%
<b>77 PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>14 443</b>	<b>15 000</b>	<b>3 302</b>	<b>-11 698</b>	<b>-11 141</b>	<b>-77,14%</b>
7743 PRODUITS ANNULATION DE MANDATS/ASS DE BASE	14 008	14 000	3 282	-10 718	-10 726	-76,57%
7744 PRODUITS ANNULATION DE MANDATS/ASS COMPLE	435	1 000	20	-980	-415	-95,47%
7748 PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR EXERCICE ANT.	0	0	0	0	0	NS
7751 PRODUITS FINANCIERS	0	0	0	0	0	NS
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>12 748 192</b>	<b>13 212 700</b>	<b>12 704 050</b>	<b>-508 650</b>	<b>-44 142</b>	<b>-0,35%</b>
<b>RÉSULTAT DU FONDS</b>	<b>-864 745</b>	<b>-721 300</b>	<b>-709 922</b>	<b>11 378</b>	<b>154 824</b>	<b>-17,90%</b>

\* Les prestations d'action sanitaire et sociale du compte de résultat agrègent les articles 6431, 6432, 6711 et 6712.

## Compte de résultat du fonds de sécurité sociale du personnel (SSP)

CHARGES		PRODUITS		
		2016	2015	
<b>CHARGES EXTERNES</b>				
Honoraires	0	1 080		<b>8 768 832</b>
				780 103
				7 781 023
				689
				3 523
<b>PRESTATIONS</b>				
Prestations maladie-maternité	12 331 125	12 511 239		
Prestations décès	9 035 184	8 698 496		3 835 814
Prestations action sanitaire et sociale	275 241	376 037		
Prestations assurance complémentaire	380 441	422 327		
	2 640 260	3 014 379		
<b>AUTRES CHARGES COURANTES</b>				
Remboursements de cotisations	1 936 504	1 912 693		<b>940 236</b>
Achats de droits de séjours longs	0	0		0
Redevances de gestion	0	0		190 058
Charges diverses de gestion courante	1 082 846	1 100 618		123 219
Dotations aux provisions	0	0		812 075
	853 658	812 075		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
	0	0		<b>501 069</b>
				0
				501 069
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
Valeur nette comptable des immo. financières cédées	0	0		<b>14 443</b>
Autres charges exceptionnelles	0	0		0
				3 302
				14 443
Résultat de l'exercice (excédent)				
				185 698
<b>TOTAL</b>				
	14 267 629	14 425 012		<b>14 267 629</b>
				<b>14 425 012</b>

## Bilan du fonds de sécurité sociale du personnel (SSP)

ACTIF		PASSIF	
	31/12/2016	31/12/2015	
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Immobilisations financières	0	0	<b>RÉSERVES</b> Réserves 22 283 954 Report à nouveau 1 890
			22 283 954 1 890
			- 364 618
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21 921 225</b>
			812 075
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Créances et comptes rattachés	671 879	1 340 518	165 220
Liaison Assemblée nationale	10 578 187	11 703 228	0
Débiteurs divers	0	0	0
Valeurs mobilières de placement nettes	11 475 129	10 909 323	
Disponibilités	29 210	29 210	
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>22 754 405</b>	<b>23 982 279</b>	<b>165 220</b>
			<b>1 248 979</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>22 754 405</b>	<b>23 982 279</b>	<b>23 982 279</b>



## TROISIÈME PARTIE

—

### **Les modifications apportées au budget initial de 2016**

En application de l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, la Commission commune des crédits n'arrête pas le budget proprement dit des Assemblées mais le montant des « *crédits nécessaires* » à leur fonctionnement, c'est-à-dire en fait le montant de la dotation qui sera inscrite au budget de l'État.

Le pouvoir d'arrêter le budget appartient au Collège des Questeurs qui, au début de chaque exercice, répartit les crédits ouverts entre les différents chapitres et articles du plan comptable. En cours d'exercice, cette répartition initiale peut être modifiée selon la même procédure, c'est-à-dire par arrêté pris par le Collège des Questeurs.

La répartition du budget initial pour 2016 a été fixée par les **arrêtés n<sup>os</sup> 16-002 et 16-003 du 12 janvier 2016**.

En cours d'exercice, cette répartition a été modifiée par cinq arrêtés de virements de crédits (un pour chaque trimestre et un pour la période complémentaire de mandatement et de clôture des comptes de l'exercice 2016) dans les conditions suivantes :

- **arrêté n° 16-049 du 27 avril 2016**, pour le premier trimestre ;
- **arrêté n° 16-081 du 12 juillet 2016**, pour le deuxième trimestre ;
- **arrêté n° 17-014 du 17 janvier 2017**, pour le troisième trimestre ;
- **arrêté n° 17-020 du 24 janvier 2017** pour le quatrième trimestre ;
- **arrêté n° 17-034 du 1<sup>er</sup> mars 2017**, pour les modifications intervenues pendant la procédure complémentaire de mandatement et la période de clôture des comptes de l'exercice 2016, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 février 2017.

L'ensemble de ces modifications est décrit dans le tableau ci-après.

## RÉCAPITULATIF DES VIREMENTS DE CRÉDITS OPÉRÉS EN 2016

	Budget 2016	Arrêté n° 16-049 du 27 avril 2016	Arrêté n° 16-081 du 12 juillet 2016	Arrêté n° 17-014 du 17 janvier 2017	Arrêté n° 17-020 du 24 janvier 2017	Arrêté n° 17-034 du 1 <sup>er</sup> mars 2017	Budget définitif
<b>20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>2 475 000</b>						<b>+ 2 221 000</b>
205 LOGICIELS	2 475 000						+ 2 221 000
2051/2351 Système central	2 475 000					- 254 000	+ 2 221 000
2054 Logiciels information-multimédia	0						
<b>21/23 IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>12 621 900</b>						<b>+ 15 266 164</b>
<b>213 CONSTRUCTIONS</b>	<b>9 737 900</b>						<b>+ 12 312 865</b>
2131/2331 Gros œuvre	2 322 400	- 72 000	- 892 000	+ 98 100	+ 3 100	- 15 035	+ 1 444 565
2135/2335 Installations générales	5 510 000		+ 1 368 000	+ 521 000	- 245 700	+ 230 000	+ 7 383 300
2136/2336 Agencements et aménagements	1 375 500		+ 1 377 000	+ 160 000	+ 252 500	- 210 000	+ 2 955 000
2137/2337 Installations téléphoniques	530 000						+ 530 000
<b>215 MATÉRIEL ET OUTILLAGE</b>	<b>215 000</b>						<b>+ 145 164</b>
2151 Matériel et outillage du SAIP	35 000		- 20 400		- 10 676		+ 3 924
2152 Matériel du service de la Logistique parlern.	165 000		- 38 760				+ 126 240
2153 Matériel du laboratoire photo-vidéo	5 000						+ 5 000
2154 Matériel médical	10 000						+ 10 000
<b>216 COLLECTIONS</b>	<b>110 000</b>						<b>+ 77 785</b>
2161 Œuvres d'art	50 000		- 10 000	+ 2 503		+ 35	+ 42 538
2162 Meubles de style	50 000		- 30 000	- 2 503	- 11 450		+ 6 047
2163 Livres, manuscrits et objets anciens	10 000				+ 19 200		+ 29 200
2165 Autres œuvres et objets d'art	0						
<b>218 AUTRES IMMOBILISATIONS</b>	<b>2 559 000</b>						<b>+ 2 730 350</b>
2182 Matériel de transport	189 000			+ 15 500			+ 204 500
2183 Matériel de bureau	400 000						+ 400 000
2184 Mobilier	350 000		- 120 000	+ 8 300	+ 11 450		+ 249 750
2185 Appareils électriques	200 000		- 50 000	+ 42 100	+ 15 000	- 5 000	+ 202 100
2187 Matériel information-multimédia	0						
2188 Matériel informatique	1 420 000					+ 254 000	+ 1 674 000
<b>23 IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>648 000</b>						<b>+ 1 093 436</b>
2341 Etudes en cours	648 000	+ 72 000	+ 127 400	+ 40 500	+ 166 776		+ 1 054 676
2342 Etudes en cours sur installations téléphon.	0		+ 38 760				+ 38 760
2388 Avances et acomptes s/ autres immobilisations	0						

	Budget 2016	Arrêté n° 16-049 du 27 avril 2016	Arrêté n° 16-081 du 12 juillet 2016	Arrêté n° 17-014 du 17 janvier 2017	Arrêté n° 17-020 du 24 janvier 2017	Arrêté n° 17-034 du 1 <sup>er</sup> mars 2017	Budget définitif
<b>29 DÉPENSES IMPRÉVUES</b>	<b>3 544 393</b>						<b>+ 743 393</b>
2992 DÉPENSES IMPRÉVUES	3 544 393		- 1 750 000	- 870 000	- 181 000		+ 743 393
<b>60 ACHATS DE BIENS ET FOURNITURES</b>	<b>7 669 300</b>						<b>+ 7 311 232</b>
601 ACHATS DE FOURNITURES D'ATELIERS	590 000						+ 632 840
6011 Fournitures d'ateliers du SAIP	305 000			- 5 000	+ 44 720	- 4 000	+ 340 720
6012 Fournitures d'impressions et reliures	220 000						+ 220 000
6013 Fournitures du département audiovisuel	65 000				+ 7 600	- 480	+ 72 120
602 ACHATS DE PETITS ÉQUIPEMENTS	307 000						+ 420 732
6021 Petit équipement du SAIP	165 000		+ 8 000	+ 15 000	+ 34 530	- 12 060	+ 210 470
6022 Petit équipement automobile	52 000						+ 52 000
6023 Petit équipement du service de la Logistique	40 000		+ 35 000		+ 15 000		+ 90 000
6024 Petit équipement informatique	30 000					+ 7 000	+ 37 000
6025 Petit équipement téléphonique	20 000	+ 8 046	+ 763	+ 423	+ 2 030		+ 31 262
604 ACHATS DE FOURNITURES	2 205 000						+ 1 974 200
6041 Achats de fournitures de bureau	1 520 000					- 197 000	+ 1 323 000
6042 Achats d'autres fournitures	655 000					- 30 000	+ 625 000
6043 Fourniture du laboratoire photographique	7 000			- 1 800	- 2 000		+ 3 200
6044 Fournitures médicales	23 000						+ 23 000
605 ACHATS DE FLUIDES	4 305 000						+ 4 021 160
6051 Fluides pour les bâtiments	4 175 000			- 57 700	- 167 600	- 38 540	+ 3 911 160
6052 Carburant pour véhicules	130 000			- 15 500		- 4 500	+ 110 000
607 ACHATS DE MARCHANDISES	262 300						+ 262 300
6071 Achats de marchandises	262 300						+ 262 300
<b>61 SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>23 009 300</b>						<b>+ 23 530 708</b>
611 BASES DE L'A.N. ET BASES EXTÉRIEURES	588 500						+ 588 300
6111 Exploitation des bases de l'A.N.	0						
6112 Frais de saisie des bases de l'A.N.	0						
6113 Abonnements aux bases extérieures	300 000						+ 299 800
6114 Frais d'hébergement du site Internet	288 500				- 200		+ 288 500

	Budget 2016	Arrêté n° 16-049 du 27 avril 2016	Arrêté n° 16-081 du 12 juillet 2016	Arrêté n° 17-014 du 17 janvier 2017	Arrêté n° 17-020 du 24 janvier 2017	Arrêté n° 17-034 du 1 <sup>er</sup> mars 2017	Budget définitif
613 LOCATIONS							
6132 Locations et charges immobilières	4 393 000				- 12 400	- 3 000	+ 4 381 730
6133 Redevances et locations informatiques	3 000 000					+ 4 000	+ 2 984 600
6134 Location réseau privé de transmission	385 000						+ 389 000
6135 Locations de matériel de communication	4 000						+ 4 000
6136 Location de photocopieur	105 000					+ 6 800	+ 105 000
6137 Location de matériel de transport	38 000				+ 10 400		+ 44 800
6138 Location de matériel divers	420 000				- 17 000	- 70	+ 38 000
6139 Autres locations	403 000						+ 430 330
							+ 386 000
615 TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT	14 515 800						+ 15 155 378
6151 Entretien et réparation de biens immobiliers	10 600 000			+ 157 700	+ 448 500	- 71 330	+ 11 134 870
6152 Entretien des installations du SAIP	330 000			- 100 000	- 25 000	- 10 650	+ 194 350
6153 Maintenance informatique	2 347 800					+ 360 000	+ 2 707 800
6154 Entretien du matériel de communication	205 000					+ 13 858	+ 218 858
6155 Maintenance du matériel	776 000				- 5 000	- 82 800	+ 653 200
6156 Entretien des livres et objets anciens	180 000				- 19 000		+ 161 000
6157 Entretien des installations de transport	75 000					+ 4 500	+ 79 500
6158 Entretien du laboratoire photo	2 000			+ 1 800	+ 2 000		+ 5 800
616 PRIMES D'ASSURANCES	365 000						+ 365 000
6161 Assurances des biens et personnes	265 000						+ 265 000
6165 Assurances des véhicules	100 000						+ 100 000
617 ÉTUDES ET DOCUMENTATION	1 208 000						+ 1 169 000
6171 Etudes et recherches informatiques	70 000					+ 3 000	+ 73 000
6172 Documentation de la bibliothèque	268 000						+ 268 000
6173 Documentation européenne	55 000						+ 55 000
6174 Achats de documents pour diffusion	0						
6175 Abonnements	815 000				- 120 000	+ 78 000	+ 773 000
6179 Documentation internationale	0						
618 AUTRES CHARGES DIVERSES	1 939 000						+ 1 871 300
6181 Subventions et libéralités diverses	730 000				+ 70 000		+ 800 000
6182 Subventions repas	1 209 000				- 70 000	- 67 700	+ 1 071 300
<b>62 AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>10 131 800</b>						<b>+ 10 780 655</b>
621 PERSONNEL EXTÉRIEUR À L'A.N.	1 446 000						+ 1 446 000
6211 Personnel intérimaire et mis à disposition	1 446 000						+ 1 446 000
6213 Mise à disposition de personnels pour le SAIP	0						

	Budget 2016	Arrêté n° 16-049 du 27 avril 2016	Arrêté n° 16-081 du 12 juillet 2016	Arrêté n° 17-014 du 17 janvier 2017	Arrêté n° 17-020 du 24 janvier 2017	Arrêté n° 17-034 du 1 <sup>er</sup> mars 2017	Budget définitif
622 HONORAIRES	1 100 000		+ 75 402	+ 40 000	+ 40 000	- 540	+ 1 107 602
6221 Honoraires d'experts et d'avocats	170 000					- 81 500	+ 324 862
6222 Etudes et expertises des Commissions	580 000					- 7 010	+ 498 500
6223 Honoraires d'études et d'ingénierie	350 000				- 58 750		+ 284 240
6224 Honoraires des rédacteurs de biographies	0						
6225 Honoraires audiovisuels	0						
6226 Autres honoraires	0						
623 INFORMATIONS	2 420 000						+ 2 297 980
6231 Annonces et insertions	85 000						+ 85 000
6232 Expositions	0						
6233 Communication événementielle	150 000					- 51 761	+ 98 239
6234 Production des images télévisuelles	1 485 000				- 272 000	+ 203 960	+ 1 416 960
6235 Documents d'info et de communication	150 000					- 53 805	+ 96 195
6236 Diffusion des images télévisées	300 000					- 53 980	+ 246 020
6237 Etudes et prestations multimédia	100 000						+ 100 000
6238 Actions pédagogiques et d'information	150 000					+ 105 566	+ 255 566
624 IMPRESSIONS	250 000						+ 244 600
6241 Impressions parlementaires	240 000						+ 240 000
6242 Impressions par le J.O. / Doc française.	0						
6243 Impressions techniques	10 000					- 5 400	+ 4 600
625 TRANSPORT ET DÉPLACEMENTS	1 144 800						+ 1 119 360
6251 Transport de biens	540 000				- 10 000	+ 2 560	+ 514 560
6252 Transport du personnel	604 800		- 8 000	- 10 000			+ 604 800
626 FRAIS POSTAUX ET COMMUNICATIONS	3 760 000						+ 4 554 113
6261 Frais de courrier	3 360 000				+ 275 000	+ 535 000	+ 4 170 000
6262 Frais de télécommunication	400 000				- 2 030	- 13 858	+ 384 113
629 RÉGIES DES SERVICES DE L'A.N.	11 000						+ 11 000

	Budget 2016	Arrêté n° 16-049 du 27 avril 2016	Arrêté n° 16-081 du 12 juillet 2016	Arrêté n° 17-014 du 17 janvier 2017	Arrêté n° 17-020 du 24 janvier 2017	Arrêté n° 17-034 du 1 <sup>er</sup> mars 2017	Budget définitif
<b>63 IMPÔTS ET TAXES</b>	<b>3 712 854</b>						<b>+ 3 773 854</b>
633 SYNDICAT DES TRANSPORTS PARISIENS	2 900 854						+ 2 900 854
635 IMPÔTS LOCAUX	710 000				+ 21 000	+ 40 000	+ 771 000
636 REDEVANCE DE L'AUDIOVISUEL	0						
637 TAXES ET DROITS SUR LES VÉHICULES	2 000						+ 2 000
638 TRAVAILLEURS HANDICAPÉS	100 000						+ 100 000
<b>64 CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>175 074 000</b>						<b>+ 175 062 700</b>
641 PERSONNELS STATUTAIRES	113 531 300						+ 113 531 300
6411 Traitements-rémunérations de base	51 530 000						+ 51 530 000
6412 Indemnités de législature	23 620 000						+ 23 620 000
6413 Heures supplémentaires	23 475 300						+ 23 475 300
6414 Autres indemnités	12 526 000						+ 12 526 000
6415 Prestations familiales	1 580 000						+ 1 580 000
6416 Supplément familial	500 000						+ 500 000
6418 Indemnité de fin de carrière	300 000						+ 300 000
642 PERSONNELS CONTRACTUELS	6 731 300						+ 6 731 300
6421 Traitements-rémunérations de base	5 100 000						+ 5 100 000
6422 Indemnité de séances et législature	1 198 000						+ 1 198 000
6423 Autres indemnités	380 500						+ 380 500
6424 Prestations familiales	52 800						+ 52 800
6425 Indemnités de préavis de licenciement	0						
643 PERSONNELS DE LA PRÉSIDENTE	2 815 100						+ 2 815 100
6431 Salaires-rémunérations de base	2 713 000						+ 2 713 000
6432 Indemnité de Cabinet	82 000						+ 82 000
6433 Prestations familiales	20 100						+ 20 100
6434 Indemnités de préavis de licenciement	0						
644 AUTRES PERSONNELS	527 900						+ 527 900
6442 Indemnisation des demandeurs d'emploi	527 900						+ 527 900

	Budget 2016	Arrêté n° 16-049 du 27 avril 2016	Arrêté n° 16-081 du 12 juillet 2016	Arrêté n° 17-014 du 17 janvier 2017	Arrêté n° 17-020 du 24 janvier 2017	Arrêté n° 17-034 du 1 <sup>er</sup> mars 2017	Budget définitif
645 CHARGES SOCIALES	48 668 700						+ 48 668 700
6451 Contribution au Fonds de sécurité sociale	3 835 000						+ 3 835 000
6452 Contribution à la Caisse de retraites	42 291 700						+ 42 291 700
6453 Cotisations URSSAF	1 942 000						+ 1 942 000
6454 Cotisations caisses complémentaires	480 000						+ 480 000
6455 Cotisations régime personnels de maison	120 000						+ 120 000
646 PRESTATIONS DIRECTES	1 227 400						+ 1 196 282
6461 Accidents du travail	15 000		+ 2 500			+ 3 291	+ 20 791
6462 Capital-décès 1	80 000		- 2 500	- 21 618		- 3 291	+ 52 591
6463 Allocation-décès 1	20 000			- 9 500			+ 10 500
6464 Allocations viagères	49 500						+ 49 500
6465 Médico-social et prévention	600						+ 600
6466 Arrangements de pensions des R.U.F.	1 062 300						+ 1 062 300
6467 Autres prestations	0						
647 AUTRES CHARGES SOCIALES	220 300						+ 283 418
6473 Action sociale	0						
6474 Subventions et indemnités repas	3 000						+ 3 000
6475 Indemnités repas gardes républicains	153 000				+ 17 000	+ 15 000	+ 185 000
6476 Subvention à la Mutuelle du personnel	43 000			+ 31 118			+ 74 118
6477 Médecine du travail	21 300						+ 21 300
648 AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	1 352 000						+ 1 308 700
6481 Frais de recrutement de personnel	632 000						+ 632 000
6482 Formation professionnelle	630 000					- 1 300	+ 628 700
6483 Dons de médailles	0						
6484 Formations micro-informatiques	90 000					- 42 000	+ 48 000
<b>65 CHARGES PARLEMENTAIRES</b>	<b>295 509 371</b>						<b>+ 295 120 179</b>
651 INDEMNITÉS PARLEMENTAIRES	50 196 195						+ 50 196 195
6511 Indemnité parlementaire	49 161 419						+ 49 161 419
6512 Indemnités spéciales	559 776						+ 559 776
6514 Prestations familiales	230 000						+ 230 000
6515 Supplément familial	245 000						+ 245 000



	Budget 2016	Arrêté n° 16-049 du 27 avril 2016	Arrêté n° 16-081 du 12 juillet 2016	Arrêté n° 17-014 du 17 janvier 2017	Arrêté n° 17-020 du 24 janvier 2017	Arrêté n° 17-034 du 1 <sup>er</sup> mars 2017	Budget définitif
652 CHARGES SOCIALES	60 314 751						+ 60 314 751
6521 Sécurité sociale et prévoyance	58 965 751						+ 58 965 751
6522 Prestations directes	1 158 000						+ 1 158 000
6528 Charges sociales diverses	191 000						+ 191 000
653 FRAIS DE SECRÉTARIAT	165 432 953						+ 165 432 953
6531 Frais de secrétariat des groupes	10 134 511						+ 10 134 511
6532 Frais de secrétariat des députés	114 386 962						+ 114 386 962
6533 Crédit supplémentaire de fin de mandat	2 000 000						+ 2 000 000
6534 Indemnité représentative de frais de mandat	38 911 480						+ 38 911 480
654 VOYAGES ET DÉPLACEMENTS	8 055 000						+ 8 055 000
6541 Déplacements par avions	4 720 000					- 40 000	+ 4 680 000
6542 Déplacements ferroviaires	1 810 000					+ 30 000	+ 1 840 000
6543 Déplacements en taxis	1 000 000					+ 18 000	+ 1 018 000
6544 Remboursements de péages	125 000						+ 125 000
6545 Déplacements des anciens députés	400 000					- 8 000	+ 392 000
655 CHARGES SUR RESSOURCES AFFECTÉES	400 000						+ 400 000
6551 Office d'évaluation des choix scientifiques	400 000						+ 400 000
6553 Office d'évaluation de la législation	0						
6556 Office d'évaluation des politiques de santé	0						
656 REPRÉSENTATION DE L'A.N.	5 202 472						+ 5 215 172
6563 Frais de réception du Président	450 000				+ 20 000	+ 5 000	+ 450 000
6564 Frais de déplacement du Président	60 000				- 20 000	- 5 000	+ 85 000
6565 Frais de mission du Cabinet	60 000						+ 35 000
6566 Frais de réception du Bureau	550 000					+ 12 700	+ 562 700
6567 Délégations parlementaires	42 500						+ 42 500
6568 Activités internationales de l'A.N.	3 023 000						+ 3 023 000
6569 Missions et réceptions des Commissions	1 016 972						+ 1 016 972
657 AUTRES MISSIONS ET RÉCEPTIONS PARL.	30 000						+ 111 500
6570 Autres missions et réceptions parlementaires	30 000					+ 81 500	+ 111 500
658 AUTRES CHARGES PARLEMENTAIRES	5 878 000				- 155 000		+ 5 394 608
6581 Equipement informatique	1 600 000						+ 1 445 000
6582 Equipement bureautique des groupes	350 000					- 230 000	+ 120 000
6583 Frais de communications des députés	3 000 000		- 763	- 423			+ 2 990 768
6584 Formation aux techniques de communication	123 000	- 8 046					+ 123 000
6585 Autres formations députés	70 000						+ 70 000
6586 Frais d'hébergement	460 000						+ 460 000
6587 Insignes et équipements officiels	90 000				- 10 000	- 80 000	+ 86 300
6588 Cours de langues	65 000				+ 20 000	+ 1 300	+ 86 300
6589 Autres charges diverses	120 000				- 21 000	+ 540	+ 99 540

	Budget 2016	Arrêté n° 16-049 du 27 avril 2016	Arrêté n° 16-081 du 12 juillet 2016	Arrêté n° 17-014 du 17 janvier 2017	Arrêté n° 17-020 du 24 janvier 2017	Arrêté n° 17-034 du 1 <sup>er</sup> mars 2017	Budget définitif
<b>67 CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>30 000</b>						<b>+ 30 006</b>
671 Charges exceptionnelles exercice courant	30 000						+ 30 002
6711 Subventions et libéralités diverses	0						
6714 Pénalités sur marchés	0						
6715 Créances irrécouvrables sur exercice	0					+ 2	+ 2
6716 Secours	30 000						+ 30 000
6719 Autres charges except. sur exercice courant	0						
6743 Annulation de recettes sur exercices antérieurs	0					+ 4	+ 4
6745 Créances irrécouvrables exercices antérieurs	0						
6748 Charges exceptionnelles exercices antérieurs	0						
<b>69 DÉPENSES IMPRÉVUES</b>	<b>2 293 000</b>						<b>+ 1 785 592</b>
6992 DÉPENSES IMPRÉVUES	2 293 000		- 75 402	- 40 000	- 60 000	- 332 006	+ 1 785 592
<b>TOTAL</b>	<b>536 718 918</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>536 718 918</b>